

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13744 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 5 AVRIL 1989

Montée des islamistes en Tunisie

M. Ben Ali a fait coup double aux élections présidentielle et législatives du dimanche 2 avril. Candidat unique, il a été plébiscité comme chef de l'Etat, et le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), qui soutient son action, s'est adjugé la totalité des sièges de la Chambre des députés.

La victoire n'est-elle pas trop belle ? Il est probable que M. Ben Ali, homme du consensus, eût personnellement préféré que quelques voix discordantes aient pu se faire entendre à l'Assemblée nationale. Mais, sur sa lancée, le RCD, héritier du Parti socialiste destourien de l'ancien président Bourguiba, a croulé la distance avec les autres formations en lice, d'autant que le scrutin majoritaire donnait une prime au vainqueur.

Cette victoire éclatante ne peut qu'embarrasser le chef de l'Etat, car elle risque de donner une singulière image d'une démocratie tunisienne à la façade trop unanime et de mettre hors jeu des formations qui avaient quelque droit à participer à la vie politique du pays. Aussi M. Ben Ali, si tôt connu le résultat des élections, a-t-il pris soin d'insister sur le fait qu'il voulait « associer toutes les compétences » à son action.

Les petites formations ont été laminées. Même le mouvement des démocrates socialistes de M. Mestiri, qui fut, à l'époque du président Bourguiba, le principal parti d'opposition, n'a pas eu grâce aux yeux des électeurs, qui n'ont peut-être pas tout à fait bien compris comment celui-ci se distinguait du RCD alors qu'il était, avec lui, cosignataire du « pacte national ».

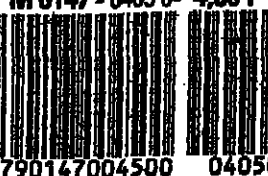
Reste que le courant islamiste a, pour sa part, réalisé un beau score puisqu'il recueille plus de 13 % des suffrages exprimés, et qu'il a même élu dans sa banlieue il dépasse largement ce pourcentage. Le fait que le futur parti de la Renaissance ait présenté ses candidats sous l'étiquette « indépendante », puisqu'il n'a pas encore de façade légale, n'a trompé personne.

Les dirigeants islamistes ont su mener partout une campagne active, s'intéressant particulièrement aux problèmes socio-économiques des circonscriptions dans lesquelles ils avaient des candidats, sans pour autant renoncer à afficher leurs convictions. Si bien que le parti au pouvoir s'est souvent trouvé sur la défensive face à ces habiles orateurs qui trouvaient du répondant dans leur auditoire.

Toute la stratégie des islamistes consiste, en effet, à tenir un discours raisonnable pour rassurer le régime en place sans effaroucher la population, qui redoute le radicalisme. C'est ainsi, par exemple, qu'ils ont évité, pendant la campagne, de demander explicitement la révision du code du statut personnel, le plus favorable à la femme au Maghreb. Qu'ils aient, à terme, des visées sur le pouvoir, nul n'en doute assurément. Mais, pour l'instant, ils cherchent avant tout à composer avec M. Ben Ali et à ne pas faire cavalier seul.

(Lire nos informations page 6.)

M 0147 - 0405 D - 4,50 F



3790147004500 04050

Un entretien avec le général Aoun « La population de Beyrouth doit se préparer à tenir longtemps »

Beyrouth vit au rythme des bombardements entre les forces chrétiennes du général Michel Aoun et l'armée syrienne, ainsi que ses alliés libanais. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le général Aoun déclare s'être attendu à une réaction syrienne violente à sa décision de lancer sa « guerre de libération » et « conseille à la population de s'organiser pour tenir longtemps ».

BEYROUTH
de notre correspondant

Après une journée « moyenne » - bombardements tournaient mais pas très intenses - la soirée et la nuit du lundi 3 au mardi 4 avril ont été, de nouveau, démentielles. Six morts et vingt blessés ont été dénombrés dans le réduit chrétien, trois morts et dix blessés en secteur musulman. Mardi matin, dès les premières heures, quelques obus s'abattaient sur le littoral du Kesrouan, en territoire chrétien. Comme la plupart des jours précédents depuis trois semaines, l'activité est quasiment nulle : l'électricité est coupée presque tout le temps.

Telle est la situation au Liban au terme de trois semaines de guerre entre l'armée libanaise fractionnée chrétienne et les Forces libanaises (milice chrétienne), d'une part, la Syrie et ses alliés, essentiellement musulmans, de l'autre, au moment où devait arriver à Damas, mardi, la mission arabe de bons offices comprenant

le ministre koweïtien des affaires étrangères, Cheikh Sabah Al Ahmad Al Sabah, et le secrétaire général de la Ligue, M. Chadli Klibi. Malgré le rang des membres de cette mission, les dirigeants syriens l'ont fait attendre quarante-huit heures avant de la recevoir, en raison d'« occupations antérieures ». Cela a été interprété comme un signe du refus par la Syrie d'un retour sur scène des autres pays arabes au Liban.

Le comité arabe est censé recevoir mercredi à Damas les pro-syriens du camp dit « national », puis jeudi à Amman les chrétiens anti-syriens du réduit, dit « zone libérée ». Dans le camp musulman, on a assisté à une alliance entre les ennemis, chiites d'hier, Amal et le Hezbollah, tandis que dans le camp chrétien les Forces libanaises sont nettement plus actives au côté de l'armée, qu'elles combattaient en février.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 4.)

Les réunions de Washington Les gouvernements pressent le FMI d'alléger la dette du tiers-monde

La concertation internationale en faveur d'une réduction de la dette du tiers-monde a fait de nouveaux progrès, lundi 3 avril, à Washington. Les ministres des finances des pays membres ont demandé au FMI d'y travailler activement. L'engagement, la veille, du groupe des Sept contre une modification des taux de change, a provoqué une forte baisse du dollar sur les marchés.



(Lire l'article de notre envoyée spéciale FRANÇOISE CROUGNEAU page 38)

M. Shamir aux Etats-Unis

Le premier ministre israélien présentera de « nouvelles idées ».

PAGE 4

Le nucléaire en Algérie

Inauguration du premier réacteur.

PAGE 44

L'agitation en Corse

Un lent pourrissement.

PAGE 7

Comptes de la nation

Croissance soutenue en 1989 et 1990.

PAGE 39

L'instinctothérapie en accusation

Un sévère rapport de l'administration de la santé.

PAGE 9

Le sommaire complet se trouve en page 44

Ni nationalisations, ni privatisations

Les désarrois de l'Etat actionnaire

Quel rôle pour l'Etat-actionnaire ? Faut-il une doctrine, les interventions de l'Etat deviennent des « affaires », comme l'attaque manquée contre la Société générale l'a démontré. Trois événements rendent urgente une réflexion nouvelle : le redressement des entreprises nationalisées, la construction d'une Europe libérale et la directive présidentielle, « ni nationalisation ni privatisation ».

« Je prendrais bien M. Jean Peyrelevade, le PDG de l'UAP, comme actionnaire, mais en aucun cas l'UAP. » La remarque du PDG d'une très grande entreprise privée semble paradoxale. L'homme, oui, l'institution publique UAP non. C'est que l'Etat reste suspect d'interventionnisme aléatoire dans les entreprises. A preuve, l'opération télévisée contre la Société générale cet automne pour cause de « déviance », et les coups de fil passés par M. Pierre Bérégovoy aux compagnies publiques d'assurances pour qu'elles achètent des titres de la banque en Bourse. Si le PDG dit oui à M. Peyrelevade c'est parce que celui-ci a dit non au ministre des

finances. La rebuffade historique d'un président contre son actionnaire, restée d'ailleurs incroyablement sans sanction.

Mais il faut pourtant écarter l'UAP. Les mariages de capitaux privés et publics, pierre de touche de la société d'économie mixte de M. Mitterrand, restent, du point de vue des entreprises privées, dangereux. Les PDG de nationalisées ne valent-ils pas à chaque alternance politique ? Le successeur de M. Peyrelevade pourrait être moins solide. Morale de l'« affaire » Société générale : l'Etat n'a pas un comportement clair et prévisible, autrement dit codifié par une déontologie et des objectifs connus. Pour éviter les déboires des « affaires », il faut tout redéfinir.

« Sortir l'économie française de la crise. » La justification des nationalisations par M. Pierre Mauroy, premier ministre, est, en 1981, peut-être critiquable mais en tout cas cohérente. Dans l'esprit du programme commun d'union de la gauche, le dispositif s'appuyait sur une critique en règle du « désordre » capitaliste.

ÉRIC LE BOUCHER.

(Lire la suite page 41.)

La bataille de l'Europe audiovisuelle

Les créateurs contre le gouvernement

Les professionnels de l'audiovisuel se mobilisent contre la politique européenne du gouvernement. Ils lui reprochent d'avoir sacrifié la défense de la culture européenne à des intérêts diplomatiques à court terme et en appellent au président de la République.

Comme lors de la création de la cinquième chaîne en 1985, le gouvernement socialiste doit affronter aujourd'hui le front uni des producteurs, réalisateurs, auteurs et artistes, toutes tendances confondues. L'ensemble des organisations professionnelles, des sociétés d'auteurs et des syndicats tient mardi 4 avril une conférence de presse, une centaine de personnalités du monde de la culture publient une Lettre ouverte au président de la République dénonçant une politique « résignée au déclin et à l'abandon ».

L'opposition parlementaire saisit la balle au bond, à la veille des élections européennes, et accuse le gouvernement de brader les intérêts culturels de la France.

La fronde des créateurs vise cette fois la politique européenne en matière d'audiovisuel. Le 13 mars à Bruxelles, lors de la réunion du conseil des ministres

de la Communauté, la France a accepté un compromis politique sur la directive « Télévisions sans frontières ». Le quota de 60 % d'œuvres européennes sur les chaînes de télévision a brusquement disparu du texte élaboré par la Commission pour laisser la place à une formulation beaucoup plus vague : « Les Etats membres veillent, chaque fois que cela est réalisable et par des moyens appropriés, à ce que les radiodiffuseurs réservent à des œuvres européennes une proportion majoritaire de leur temps de diffusion » (Le Monde du 15 mars).

La nuance est de taille et l'enjeu aussi. Le système des quotas, plus ou moins respecté par les chaînes, est en France l'ultime rempart contre l'invasion des séries et des films américains. Mais chez nos voisins, à l'exception de la Grande-Bretagne, les images made in Hollywood règnent déjà en maître sur les petits écrans. Une attitude ferme des autorités européennes aurait permis de renverser la tendance et, surtout, de donner une chance aux productions européennes dans le grand marché commun des images.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 16.)

L'islam en fièvre

Egypte : entre dialogue et violence

Arabie saoudite : le mariage de la politique et de la religion

Les loisirs appréciés de Bahreïn

PAGE 5

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Le crâne de Mozart

Le compositeur était atteint d'une malformation rarissime

Les piétons menacés par une maladie parasitaire

La faune sauvage en France

PAGES 17 à 19

HERVÉ BOURGES
PASCAL JOSÈPHE

Un amour de télévision

Elle n'est plus ce qu'elle était

Elle ne sera pas ce que vous croyez

PLON

« Des remarques pertinentes sur la place de la culture au petit écran, qu'il faut « décloisonner », sur la renaissance du documentaire français, sur la querelle télé-cinéma, sur les émissions pour enfants, sur la violence et le sexe... Ce livre est une contribution au débat actuel sur l'avenir de la télévision. Une analyse sérieuse et sereine, menée par des spécialistes. »

« LE MONDE »

« Une poignée de propositions personnelles et originales. »

MARIE-EVE CHAMARD « LIBÉRATION »

PLON

La visite du chef du Kremlin à Cuba

M. Mikhaïl Gorbatchev discute avec M. Fidel Castro de la situation de l'ensemble de l'Amérique latine

LA HAVANE
de notre envoyé spécial

Evitant tout contact formel avec la presse, MM. Mikhaïl Gorbatchev et Fidel Castro ont consacré la journée de lundi 3 avril à des entretiens en petits comités, à des cérémonies protocolaires et à la visite d'une exposition scientifique et technologique. Seule personnalité apparemment autorisée à donner des informations sur le contenu des discussions, le porte-parole de la délégation soviétique, M. Guennadi Guerassimov, a déclaré que les deux interlocuteurs avaient fait un exposé sur la situation interne de leurs pays respectifs et abordé les deux grands problèmes du sous-continent latino-américain, la dette et la drogue.

M. Guerassimov a souligné qu'il n'avait pas été question pour l'instant de l'annulation de la dette cubaine à l'égard de l'Union soviétique (sans doute 14 milliards de dollars), évoquée lors du discours prononcé par M. Gorbatchev aux Nations unies début décembre. A propos du trafic des stupéfiants — un thème qui ne semblait pas prévu au programme mais qui devait faire un immense plaisir aux Etats-Unis, — il a affirmé que les deux chefs d'Etat avaient exprimé leurs inquié-

tudes : l'Amérique latine est en effet devenue non seulement un important producteur, mais aussi un consommateur de drogue.

M. Guerassimov y est allé en outre de quelques propos qui, s'ils ne sont pas nouveaux de la part des Soviétiques, ont l'originalité d'avoir été prononcés dans la patrie de l'« internationalisme » : « Nous nous opposons à l'exportation des révolutions, a-t-il déclaré. Comme ce fut le cas pour Cuba, celles-ci doivent avoir des racines locales ».

Un cadre régional

Les Etats-Unis — qui attendent de Cuba des engagements concrets pour mettre fin à l'appui accordé à certaines guérillas d'Amérique latine, en particulier au Salvador — seront sans doute ravis d'entendre ce langage. M. Guerassimov a d'ailleurs confirmé que M. Gorbatchev aborderait avec son interlocuteur cubain le thème de la lettre que lui a récemment adressée le président américain, M. George Bush. Celui-ci demande que l'Union soviétique, qui n'a « aucun intérêt stratégique légitime en Amérique centrale », cesse son aide militaire au Nicaragua et réduise substantiellement l'assistance militaire qu'elle accorde à Cuba.

Au cours des derniers mois, M. Castro, qui souhaite réintégrer la famille latino-américaine après trente ans d'isolement, a lui aussi fait des déclarations contre l'exportation des révolutions. Ses propos, pourtant, n'ont pas convaincu les Etats-Unis.

Le PC soviétique a confirmé à La Havane l'appui de Moscou au plan de paix dit « Esquipulas-II » (ou « plan Arias ») pour l'Amérique centrale : « La crise centro-américaine doit être réglée rapidement dans un cadre régional, ont déclaré ses représentants ; mais les Etats-Unis ont la principale responsabilité dans la recherche d'une solution ».

Ce thème de l'Amérique centrale est celui qui pourrait créer les frictions les plus importantes entre les deux alliés socialistes.

Sur la question de la perestroïka, M. Guerassimov a expliqué que M. Gorbatchev avait fait le bilan de quatre ans de « restructuration » et qu'il avait analysé avec M. Castro le bilan des récentes élections tenues en URSS. Ce scrutin a été très peu commenté par la presse cubaine, laquelle a manifesté, une fois de plus, son malaise devant les propositions de foi démocratiques de M. Gorbatchev : elle a publié lundi une version tronquée des propos tenus la veille par le dirigeant soviétique. Celui-ci avait déclaré, à son arrivée à La Havane : « Je suis convaincu que d'ici peu les processus démocratiques en cours en Amérique latine prendront de la vigueur. Ce content a un grand avenir. » Alors que l'agence officielle Prensa Latina (qui diffuse surtout sur l'étranger) a donné la citation intégrale, Gramma, le quotidien du Parti communiste cubain, s'est borné à reproduire la dernière phrase, escamotant toute allusion aux « processus démocratiques ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

Après la décision favorable du Parti socialiste

L'Autriche déposera « avant l'été » sa candidature à la CEE

VIENNE
de notre correspondante

Le Parti socialiste autrichien s'est prononcé, lundi 3 avril, en faveur d'une candidature de l'Autriche à la CEE, donnant ainsi le feu vert à une demande formelle de Vienne d'ouvrir des négociations à ce sujet. Le chancelier Franz Vranitzky, chef du PS, est arrivé à la conclusion que les avantages de l'adhésion l'emportent sur les inconvénients d'un éventuel « découplage » du futur marché unique européen pour un pays qui réalise, d'ores et déjà, deux tiers de ses exportations avec la CEE. Il a réussi à rallier à sa position la grande majorité du présidium du parti.

M. Alois Mock, vice-chancelier, ministre des affaires étrangères et chef du Parti conservateur, a qualifié de « percée » la décision des socialistes. Chef de file des pro-européens, ayant critiqué à plusieurs reprises les hésitations du Parti socialiste, il a estimé qu'un consensus du gouvernement sur un texte commun — qui sera soumis au Parlement — intervient dans les prochains jours. Le vote du Parlement n'étant qu'une formalité, dans la mesure où tous les partis qui y sont représentés, à l'exception des Verts, sont favorables à la candidature, le chancelier a estimé que la demande d'adhésion « sera envoyée à Bruxelles avant l'été ».

En réusissant à rallier certains « barons » socialistes assez réticents, le chancelier a fait d'une pierre deux coups : il a gagné une épreuve de force contre les adversaires de sa politique et sauvé de l'éclatement la coalition gouvernementale. Pour calmer les inquiétudes des anti-européens, le chancelier a proposé une « adhésion, mais pas à n'importe quel prix », sachant bien que certaines craintes se révéleront injustifiées.

dans les négociations. La deuxième concession a été la promesse de soumettre une éventuelle adhésion à un référendum, jugé inévitable par la majorité des juristes.

Cependant, le problème essentiel de l'Autriche sera la compatibilité d'une éventuelle adhésion avec sa neutralité permanente. La neutralité n'est pas négociable, a répété le chancelier, et, à ce sujet, tous les groupes politiques sont unanimes et sans réserves. L'Autriche soumettra aux négociateurs de Bruxelles des avis d'experts de droit international sur cette compatibilité de la neutralité avec l'adhésion à la CEE, même si la finalité de celle-ci est de parvenir à une union politique européenne, avec, à terme, une

politique étrangère, voire une politique de sécurité, communes. Il restera aux négociateurs à trouver la quadrature du cercle. Vienne ne se fait cependant pas d'illusions sur le fait que les négociations ne seront pas entamées avant 1993 et n'aboutiront guère avant la deuxième moitié des années 90.

La perspective d'un échec, à savoir le refus des Douze d'accueillir un pays neutre, ne semble pas trop décourager le gouvernement autrichien, qui estime qu'en ce cas la CEE devra offrir une autre solution acceptable à l'Europe non communautaire, à moins de devenir la « forteresse » qu'elle dément vouloir être.

WALTRAUD BARYLLI.

De nouvelles liaisons aériennes entre Strasbourg et les capitales européennes

Strasbourg sera desservie par de nouvelles liaisons aériennes internationales dès la prochaine session du Parlement européen (10-14 avril). Cette mesure, annoncée par M. Edith Cresson, ministre des affaires européennes, vise à faire tomber un des arguments des députés qui ont voté contre Strasbourg en tant que siège du Parlement, en arguant du fait que la capitale alsacienne est très mal desservie en liaisons aériennes.

Dès maintenant, la desserte de Bruxelles passe de deux à trois aller et retour par jour ouvrable en temps normal et à cinq aller et retour quotidiens pendant les sessions du Parlement européen. La liaison avec Madrid se fait via Toulouse, et non plus Bordeaux, soit un gain de temps d'une heure.

A partir d'octobre prochain, la desserte de Londres sera directe (suppression de l'escale à Lille), et comportera deux aller et retour par jour ouvrable sur Heathrow et un aller et retour sur London-City-Airport.

Le coût de ces mesures sera supporté par l'Etat, la ville de Strasbourg, le conseil général du Bas-Rhin et la chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg.

D'autres initiatives devraient être annoncées lorsque M. Michel Rocard et M. Cresson auront pris connaissance du rapport de M. Claude Villain, chargé de proposer des actions propres à conforter le statut de capitale européenne de Strasbourg. M. Villain devrait remettre sa copie avant le 15 avril.

Asie

NÉPAL

Manifestations étudiantes contre l'hégémonie indienne

Quelque quinze mille étudiants ont manifesté, lundi 3 avril, à Katmandou, contre la suspension par l'Inde d'accords bilatéraux de commerce et de transit. Soixante-quinze étudiants et deux journalistes ont été arrêtés au cours de manifestations qui ont duré trois jours, les plus importantes que le Népal ait connues depuis plusieurs années, selon l'opposition. Tout en scandant des mots d'ordre hostiles au gouvernement, les étudiants ont dénoncé l'« hégémonie indienne » et sa « politique expansionniste ». Le vendredi 24 mars, l'Inde a suspendu les mesures spéciales sur le commerce et le transit concédées au Népal en 1978, dans le cadre d'accords qui arrivaient à expiration (le Monde daté 26-27 mars). Le lendemain, tout transport pétrolier vers le Népal a été bloqué.

La radio officielle népalaise a annoncé que la pénurie de pétrole nécessitait la fermeture de l'université, ainsi que d'autres établissements, affectant quelque soixante-quinze mille étudiants. Pour l'opposition, la pénurie de pétrole n'est qu'un prétexte, le gouvernement cherchant à mettre un terme à une agitation étudiante qui dure depuis deux semaines. Les étudiants réclament des réformes de l'enseignement ainsi qu'une amélioration de leurs conditions de vie. — (AFP, UPI.)

● CORÉE DU SUD : un syndicaliste s'immole par le feu. — Un syndicaliste sud-coréen en grève s'est immolé par le feu, lundi 3 avril, au cours d'une réunion de négociation avec la direction de son entreprise, à Songnam, dans la banlieue de Séoul. M. Kim Yoon-hee était en train de négocier avec le directeur de l'usine textile dont le personnel est en grève depuis le 16 février, quand il s'est soudain aspergé d'un liquide inflammable auquel il a mis le feu. Il est mort pendant son transfert à l'hôpital. — (UPI.)

● CHINE : manifestation à Paris contre la loi martiale au Tibet. — Quatre organisations appellent à manifester, samedi 8 avril, à 14 heures, devant l'ambassade de Chine à Paris, pour réclamer la levée immédiate de la loi martiale au Tibet et sa réouverture au monde. Ces organisations (Communauté tibétaine en France, Comité de soutien au peuple tibétain, Amis franco-tibétains et Association Tibet libre) dénoncent, d'autre part, « une répression qui a causé plusieurs centaines de morts et des milliers d'arrestations et de déportations ».

Europe

POLOGNE

Difficultés de dernière heure à la table ronde

La Confédération syndicale polonaise, l'OPZZ, a provoqué mardi 4 avril des difficultés de dernière minute dans les négociations du pouvoir et de Solidarité sur les réformes politiques et économiques, qui auraient dû théoriquement se conclure le 5 avril.

Cette date paraît désormais exclue pour la signature de l'accord final, mais les négociateurs ne désespèrent pas de parvenir à conclure d'ici à la fin de la semaine. L'humeur était pourtant sombre, mardi vers 3 heures du matin, lorsque les deux délégations, dirigées d'un côté par le général Czeslaw Kiszczak, de l'autre par Lech Walesa, se sont séparées sur un constat d'échec après dix heures de « discussions difficiles ». Les négociations ne sont pas rompues et devaient reprendre dans l'après-midi, mais les tensions qui apparaissent si près du but montrent bien toute la fragilité de l'entreprise de la table ronde.

An cours de cette réunion on s'entendait au palais de Magdalenka, près de Varsovie, dont le but était précisément de surmonter les derniers obstacles de la table ronde, l'OPZZ s'est opposée à la formule d'indexation des salaires sur laquelle le pouvoir et l'opposition s'étaient mis d'accord. Lech Walesa était arrivé très réticent à cette rencontre, proclamant que « la plaisanterie était terminée » et qu'il fallait à présent « achever ces débats qui s'éternisent ». A la sortie, le président de Solidarité s'en est pris cette fois à l'OPZZ, qu'il a accusée de vouloir « rompre les négociations et anéantir les chances qui s'offrent à la Pologne de sauver le pays ». « Les syndicats officiels, qui, pendant sept ans, n'ont jamais pris la défense des ouvriers, ont maintenant recours à la démagogie pour sauver leur monopole », a-t-il dit.

De son côté, le gouvernement, par l'intermédiaire de l'agence PAP, a également exprimé son « inquiétude » face à l'« intransigence » de l'OPZZ. L'affaire ne manque pas de piquant, si l'on se souvient que

l'OPZZ fut créée par le pouvoir en 1982, après l'écrasement de Solidarité, et que son président, Alfred Miodowicz, est membre du bureau politique du POU, le parti au pouvoir, dont le comité central a approuvé samedi le dialogue mené à la table ronde...

« Nous ne permettrons pas que les négociations soient rompues », a déclaré le professeur Geremek, l'un des conseillers de Walesa, cité par l'AFP à l'issue de cette réunion. Car, après neuf semaines de discussions ardues, l'opposition, tout autant que le pouvoir, veut un accord. Il y a donc de fortes chances que cet accord historique soit signé dans les

prochains jours, ouvrant la voie à des élections « semi-démocratiques » les 4 et 18 juin. Mais l'on sait aussi, à Varsovie, que sur de nombreux points, la déclaration commune se contredira à des généralités, faute d'accords concrets.

S. K.

● Refus de passeport à Karol Modzelewski. — Les autorités polonaises refusent depuis janvier dernier de délivrer un passeport à Karol Modzelewski, historien de l'opposition, invité à Paris par l'Ecole des hautes études en sciences pour y donner des conférences. (AFP.)

BELGIQUE : anniversaire à Val-Duchesse

Huit cabinets Martens en dix ans

BRUXELLES
de notre correspondant

Toute la Belgique politique — et cela fait du monde, ce pays ayant sans doute le plus d'hommes politiques au kilomètre carré — s'était donné rendez-vous lundi 3 avril au château de Val-Duchesse, dans les environs de Bruxelles, pour fêter les dix années passées par M. Wilfried Martens au poste de premier ministre. « Uniquement avec les ministres qui se sont succédés dans ses différents gouvernements, nous aurions pu remplir ce château », ironisait ainsi... un ancien ministre.

Depuis le 3 avril 1979, voilà, en effet, huit gouvernements successifs — oublions la très courte expérience de M. Mark Eyskens — que dirige « Wilfried de évidence », qui, à soixante ans, semble si bien fait pour ce poste que certains se demandent s'il ne sera pas encore là en 1989. Huit gouvernements composés de coalitions différentes jouant sur toute la palette politique du Royaume. De

« Martens I » — social-chrétien, socialiste et fédéraliste bruxellois — à « Martens VIII » — social-chrétien, socialiste et fédéraliste flamand, — toutes les possibilités de la gamme ont ainsi été exploitées : « Martens amaranthe », « Martens savy », « Martens noir », « Martens bleu », « Martens tranchéien » pour finir avec « Martens rose », comme l'écrit Guy Duplat dans le Soir de Bruxelles.

Différentes couleurs, certes, mais un seul objectif, en partie atteint : transformer la Belgique unitaire en un Etat fédéral. De ses premières manifestations au sein du mouvement flamand — le jeune Wilfried participe ainsi aux premières marches flamandes sur Bruxelles — à l'accord historique de 1988, jetant les bases de la « nouvelle Belgique », le chemin parcouru est impressionnant pour ce fils de petits agriculteurs de la région de Gand qui a réussi à s'imposer à tous grâce à une patience, une énergie et une habileté peu communes.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

ROUMANIE

Les parents français d'enfants roumains en appellent à M. Mitterrand

Une centaine de Français, parents adoptifs d'enfants roumains qu'ils n'arrivent pas à sortir de Roumanie, viennent de demander à M. François Mitterrand d'intervenir dans ce drame qui dure, pour certains d'entre eux, depuis plusieurs années.

Près de cinq cents enfants roumains ont été légalement adoptés depuis 1980 par des couples français, belges, suisses et italiens. Mais une centaine de ces enfants sont bloqués depuis un an en Roumanie, dans l'attente d'une ratification par le Conseil d'Etat roumain, dont le président est M. Nicolae Ceausescu. Les parents français de quatre-vingt-trois enfants se sont regroupés et ont effectué de multiples démarches auprès du gouvernement français,

en contact avec Bucarest sur ces dossiers.

Malheureusement pour eux, l'évolution actuelle des relations franco-roumaines n'est pas précisément propice au dialogue et lorsque, le 22 mars dernier, la réunion de la Commission économique mixte franco-roumaine a été annulée par Paris, ces « adoptants » d'enfants roumains ont commencé à sérieusement désespérer. Ainsi ont-ils décidé de faire appel à M. Mitterrand, en cette année de bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme. Aucun d'entre eux, soulignent-ils, n'a pu revoir ces enfants depuis quatorze mois, depuis qu'ils ont été transférés dans une crèche de Bucarest — interdite aux adoptants étrangers —.

Marcel
GAUCHET

La Révolution
des droits de l'homme

Bibliothèque des Histoires

GALLIMARD

rf

Proche-Orient

LIBAN : le conflit entre chrétiens et Syriens

Un entretien avec le général Aoun

(Suite de la première page.)

Le général Michel Aoun, l'homme fort du réduit chrétien, fait pour le Monde le point de cette nouvelle guerre - qui s'annonce longue.

- Vous avez pris l'initiative de ces événements. Pensez-vous, au vu de leur déroulement, que le moment était opportun ?

- Mieux vaut tard que jamais. Nous sommes en retard de quatre ans et nous étions en marche vers la désintégration totale du pays.

- Cela constitue une lecture stratégique de la situation. Le militaire que vous êtes connaît l'importance du bon moment sur le plan tactique.

- J'ai réagi, je n'ai pas agi.

- A qui on a réagi ?

- Au blocus syrien imposé à la région sous contrôle de la légalité, dite région chrétienne, dès que nous avons voulu soumettre à la loi les ports illégaux, repaires du terrorisme et du trafic de la drogue, qui achevait de discréditer l'Etat libanais et de le détruire en le privant de ses ressources. Je comprends que le monde, en particulier l'Occident, fasse pression sur nous pour fermer ces ports, mais qu'il nous incite à les rouvrir...

- Le prix payé n'est-il pas trop élevé ?

- La souveraineté, l'indépendance, la liberté ne s'achètent que par le sang.

- Pensez-vous que la bataille, donc les bombardements, seront encore longs ?

- Je ne peux en estimer la durée. Mais je conseille à la population de s'organiser pour tenir longtemps. C'est le meilleur moyen d'échapper à une guerre de libération imposée par un occupant : en lui faisant sentir qu'il finira par la perdre. Il faudrait demander aussi à la Syrie combien de temps elle pourrait elle-même continuer ainsi.

- Vous attendez-vous à une réponse syrienne aussi dure ?

- A vrai dire oui, connaissant la nature du régime syrien. Mais je ne m'attends pas que la Syrie s'acharne sur la population civile et évite l'affrontement avec l'armée libanaise.

- Elle l'évite même sur le front de Souk-el-Gharb ?

- Absolument. Ce ne sont que bombardements, sans accrochages. Une guerre de positions.

- Vous ne craignez pas des pertes ?

- Je souhaite que l'armée syrienne en tienne car ce serait le

moyen de lui administrer une leçon et d'écourter cette guerre.

- Et si l'aviation s'en mêlait ?

- L'aviation ? Quelle aviation ? Je croyais que les Syriens ne participaient pas à cette guerre...

- L'entrée en scène du comité arabe ne risque-t-elle pas d'envoyer les choses plutôt que les régler, dans la mesure où la « solution arabe » est, pour Damas, la moins acceptable de toutes ?

- Je crois même que c'est une des raisons du déclenchement de cette guerre. D'anciens la considèrent prématurée, en m'en attribuant la paternité. L'explication ne réside-t-elle pas plutôt là ? Craignant une solution ou une ébauche de solution arabe, la Syrie a tout mis en œuvre pour la saboter, comme elle l'a toujours fait et le fera toujours.

- En accusant trop fort la Syrie et personnellement le président Assad, ne craignez-vous pas d'avoir provoqué l'irréparable ?

- Que ceux qui ont eu affaire aux Syriens me disent comment négocier avec eux. S'ils sont vainqueurs, ils veulent tout, s'ils sont vaincus, ils ne peuvent rien accepter. Les solutions équilibrées ? Ils ne connaissent pas.

- Ne pensez-vous pas qu'en cherchant à chasser les Syriens de chez « les autres », vous prenez un pari impossible ?

- Tout le peuple libanais ne veut plus des Syriens. Que l'on organise un référendum sous contrôle international pour le vérifier.

- Le premier ministre du camp musulman, M. Hoss, a proposé que vous fassiez place nette tous les deux.

- Il a encore une fois perdu une bonne occasion de se taire puisqu'il ne peut pas dire la vérité en ces jours tragiques et historiques pour notre pays. Me conseiller de partir, c'est livrer le Liban à la Syrie, donc à une mort progressive et inéluctable.

- Vous espérez vous accorder de tout faire pour être président de la République.

- Je ne veux pas être président. Je le refuse. Je suis un soldat et n'ai d'autre objectif que de participer à la libération de mon pays, puis de me retirer.

- Comment sortir du cercle vicieux ?

- Que le Conseil de sécurité de l'ONU fasse appliquer ses propres résolutions. Je ne demande rien d'autre.

LUCIEN GEORGE.

Pour « partager symboliquement le sort de tout un peuple »

Une cinquantaine de personnalités françaises vont demander la citoyenneté libanaise

Une cinquantaine de personnalités françaises appartenant à tous les horizons politiques ont décidé, devant l'aggravation de la situation à Beyrouth, de demander, mardi 4 avril, auprès de l'ambassade du Liban à Paris la citoyenneté libanaise afin, disent-ils, de « partager au moins symboliquement le sort d'un pays qui risque de mourir ».

Parmi les personnalités « certaines, qui ne signent jamais de pétition, ont considéré que cette affaire était si grave qu'on ne pouvait pas laisser, sans réagir, mourir tout un peuple ».

Parmi les postulants à la nationalité libanaise, figurent notamment l'abbé Pierre, Françoise Giroud,

Marina Vlady, Marie Susini, Marie-Claire Noah (Association Enfance du monde), Frédérique Deniau, Josette Allia, Christine Clerc et Danielle Askin.

André Glucksmann, Léon Schwartzberg, Gérard Oury, Michael Lonsdale, Jacques Perrin, Jean Amadou, Claude Mauriac, Jean d'Ormesson, Alain Finkielkraut, Virgil Gbarguin, Roger Stéphane, Alain Touraine, Jean-Marie Domenach, Jean Lacouture, Claude Imbert, Serge Lafaurie, Yann de l'Ecotais, Jacques Julliard, Jean-François Revel, Olivier Todd, Olivier Orban et Jean-Claude Guilleband.

Le Conseil des Eglises de France solidaire des chrétiens libanais

Les trois principales autorités chrétiennes en France, le pasteur Jacques Steward, président de la Fédération protestante de France, le cardinal Albert Decourtray, président de la conférence des évêques, et Mgr Jérémie, président du Comité interépiscopal orthodoxe, réunies dans le Conseil des Eglises chrétiennes, a adressé, lundi 3 avril, un message de soutien aux autorités religieuses du Liban.

« Nous ne pouvons consentir, écrit notamment les signataires du message, à ce que votre pays disparaisse sous les ruines des combats en cours qui doivent cesser dans les

plus brefs délais (...). Forts de liens d'humanité qui unissent la France et le Liban, nous sommes décidés à agir selon nos possibilités pour que, soulevée par l'opinion publique, la concertation des Etats obtienne le retour de la paix sur votre sol, dans la sauvegarde de votre identité nationale ».

Les destinataires sont Mgr Nasrallah Sfeir (maronites), Maximos V Hakim (grecs-melkites), Ignace IV (grecs-orthodoxes) et pour les Arméniens, Grégoire Kasparian (catholiques), Karaklo Sarkisian (orthodoxes) et le pasteur Sarkisian (protestants).

La visite du premier ministre israélien à Washington

M. Shamir assure vouloir présenter aux Etats-Unis de « nouvelles idées »

JÉRUSALEM de notre correspondant

A soixante-trois ans, l'ancien combattant clandestin qui fut longtemps M. Itzhak Shamir s'en va mener cette semaine à Washington une des plus délicates missions de sa carrière politique. Il était attendu mardi 3 avril aux Etats-Unis, où l'aura précédé le président égyptien Hosni Moubarak, et le gouvernement américain a déjà fait savoir qu'il souhaite qu'Israël apporte « de nouvelles idées » pour esquisser une relance d'une négociation de paix. Ce n'est pas vraiment un avertissement, mais ce qu'on appelle « un conseil d'ami ».

Le premier ministre israélien se rend donc aux Etats-Unis sur la défensive, ayant souvent affiché ces derniers jours une humeur bougonne, moqueuse et irritée et commentant acerbe pour ses opposants, bref l'allure d'un homme qui sait que cette série d'entretiens avec le grand allié et ami d'Israël n'aura rien d'une partie de plaisir.

Sa dernière visite à la Maison Blanche remonte à mars 1988. Le soulèvement dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza n'avait que « six mois ». M. Shamir avait alors résisté aux pressions américaines et torpillé avec adresse le plan du secrétaire d'Etat George Shultz (comme il avait, un an plus tôt, enterré les initiatives de M. Simon Peres pour qu'Israël amorce un dialogue avec une délégation jordanienne-palestinienne).

Ce résultat lui avait valu, à son retour à Jérusalem, d'être fêté par quelques centaines de ses partisans chantant dans les rues les mérites de celui qui avait su sauvegarder « la ligne » : non au compromis territorial, non à la conférence internationale sur le Proche-Orient. M. Shamir comptait sans doute que le calme reviendrait vite dans les territoires et que le statu quo, avec quelques aménagements, pourrait de nouveau y tenir lieu de politique.

Douze mois plus tard, l'intifada n'a donné aucun signe de répit : près de quatre cents morts et des milliers de blessés par balle côté palestinien, une dizaine de tués et quelques centaines de blessés, par des pierres ou des cocktails molotov, côté israélien.

Entre-temps, M. Shamir a été réélu premier ministre : son parti, le Likoud (droite), domine la vie poli-

tique et un gouvernement d'union nationale où les travaillistes ne paraissent plus, en politique étrangère, que jouer le rôle de figurants désemparés.

Entre-temps, toujours, l'OLP a assuré qu'elle était disposée à reconnaître Israël et qu'elle renonçait au terrorisme. L'organisation de Yasser Arafat y a notamment gagné l'ouverture d'un dialogue avec les Etats-Unis. Le soutien à l'Etat hébreu s'est effrit dans l'opinion américaine et les hôtes de la Maison Blanche et du département d'Etat ont changé : M. Shamir y trouvera, en la personne de MM. George Bush et James Baker, certes des « amis sincères d'Israël », selon la formule consacrée, mais sans doute pas aussi compréhensifs que le furent M. M. Ronald Reagan et George Shultz, les Texans seraient moins sentimentaux que les Californiens.

Un triple « non »

Autant d'évolutions qu'Israël n'a pu ignorer sans qu'il soit dit qu'elles aient impressionné M. Shamir. L'homme est sans doute plus complexe que ne veulent bien le dire ses détracteurs, mais tout le problème est justement de savoir à qui l'on a affaire.

Au chef du Likoud qui, dans les réunions du parti, tonne que les implantations vont se poursuivre, affirme que « pas un sou » du Grand Israël ne doit être abandonné : qui, devant un congrès hétélier, explique que « les Arabes sont toujours aussi déterminés qu'en 1948 à jeter les Juifs à la mer » ; qui, dans une interview au Washington Times (début mars) compare Yasser Arafat à Hitler et, pour le BBC, qualifie la Cisjordanie et de Gaza de « territoires libérés ».

On finit tout à fait à croire que le premier ministre qui a recentré son parti, s'est attaché avec obstination à exclure l'extrême droite et les religieux du gouvernement, tient des propos modérés à l'extérieur et explique que, s'il est certes opposé à la formule de « la paix en échange des territoires », il ne saurait, en revanche, aucunement prôner le résultat final d'une éventuelle négociation de paix ?

A la veille de sa visite à Washington, la presse israélienne hésite encore sur la vraie nature politique d'Itzhak Shamir. Les commentateurs n'attendent pas de miracle des

entretiens de Washington - pas plus que l'entourage du premier ministre qui n'y voit qu'une étape dans un dialogue entre alliés, - mais se efforcent d'exclure « des surprises ».

M. Shamir a lui-même annoncé qu'il ferait part « d'idées qui n'ont pas encore été entendues ».

Il redira ses convictions de fond à ses interlocuteurs. Le conflit au Proche-Orient ne se résume pas au conflit israélo-palestinien, et Israël se sent beaucoup plus menacé par le surarmement croissant des pays arabes que par l'intifada. L'OLP, quoi qu'elle dise, n'a pas changé, et il suffit d'écouter certains des lieutenants de M. Arafat pour comprendre qu'elle n'envisage la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza que comme une « étape » dans la lutte contre Israël. M. Arafat serait-il sincère, dit encore M. Shamir, qu'il n'en est pas moins incapable de contrôler les factions radicales de l'OLP, qui ont multiplié ces dernières semaines les attaques aux frontières d'Israël.

D'où le triple « non » du premier ministre : non à une négociation avec l'OLP, non à la création d'un Etat palestinien dans les territoires et non à une conférence internationale qui imposerait, à l'avance, la création d'un tel Etat.

M. Shamir expliquait ce week-end au quotidien Maariv qu'il voyait des « contradictions » dans la position américaine : « Je vois d'un côté le secrétaire d'Etat James Baker de ses affirmations selon lesquelles il est impossible d'exclure qu'Israël négocie un jour avec l'OLP (...) car, dans le même temps, il se déclare opposé à l'établissement d'un Etat palestinien dans les territoires », ce qui est l'exact contraire de ce qu'il a dit.

Et M. Shamir d'accuser les Etats-Unis d'« avoir grandement encouragé » la poursuite de l'intifada et des violences par leur « politique négative » de dialogue avec l'OLP.

Entre ces trois « non », l'espace est étroit pour formuler ces « nouvelles idées » : elles ne peuvent être que des déclarations, interviews et rumeurs, quelquefois contradictoires, ayant essaimé ces jours-ci dans la presse et les milieux politiques, M. Shamir a réaménagé la formule de Camp David. Pour que le soulèvement prenne fin, il consentirait à des élections - municipales ou politiques ? - dans les territoires

occupés, même si elles devaient désigner des proches de l'OLP et à y appliquer un très large statut d'autonomie, avec retrait des troupes israéliennes des grandes villes, pour une période limitée - trois ou cinq ans, - avant l'ouverture d'une négociation sur le statut final de la Cisjordanie et de Gaza. Cela ressemble fort à ce que le travailliste Itzhak Rabin, ministre de la Défense, propose depuis octobre dernier.

Court-circuiter l'OLP

L'idée est ainsi de court-circuiter l'OLP de l'extérieur - et de montrer aux Etats-Unis qu'un dialogue est possible avec les seuls « Palestiniens de l'intérieur ». Ces derniers ont déjà fait savoir qu'ils ne se précipitent en aucun cas à cette tentative, ce qui n'est pas forcément le dernier mot de l'affaire : les Etats-Unis, ou pour mieux faire pression sur l'OLP pour qu'elle autorise des personnalités des territoires à discuter avec Israël d'un statut d'autonomie provisoire en échange de la garantie d'être associée à la négociation finale.

On n'en est pas là. Pour l'heure, le premier ministre israélien espère, en attendant de telles propositions sur la table, sortir enfin de la position exclusivement défensive sur laquelle il a, jusqu'à présent, campé. L'idée d'organiser des élections ne peut qu'être populaire aux Etats-Unis, et il reviendrait aux Palestiniens d'en refuser le principe.

M. Shamir entend se décharger d'une double série de pressions : celles exercées par les Etats-Unis et celles qui se font jour au sein du parti travailliste, voire dans les services de renseignement israéliens, et qui toutes deux dans le sens de la reconnaissance de l'OLP comme partenaire obligé de la relance de pourparlers.

Les Etats-Unis se sont faits plus pressants qu'à l'habitude. Ils ont expressément demandé que M. Shamir dégage à Washington, dès le week-end, un de ses collaborateurs, M. Elyakim Rubinstein, afin de pouvoir étudier à l'avance les propositions du premier ministre. Mais ce dernier sait aussi que les formes seront préservées et que, si les conversations doivent être ardues, elles n'empêcheront pas la réaffirmation solennelle de l'amitié et de la coopération israélo-américaines.

ALAIN FRACHON

M. Bush favorable à une conférence de paix « correctement structurée »

A la veille de l'arrivée aux Etats-Unis du premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, le président Bush, qui venait de s'entretenir avec son homologue égyptien, M. Hosni Moubarak, a appelé au retrait d'Israël des territoires que ce pays occupe depuis 1967 et à l'organisation d'une conférence de paix au Proche-Orient « correctement structurée ».

« L'Egypte et les Etats-Unis partagent les mêmes objectifs : sécurité pour Israël, fin de l'occupation et réalisation des droits politiques des Palestiniens », a notamment déclaré M. Bush. M. Moubarak a, quant à lui, demandé au président américain d'intervenir auprès des Israéliens afin qu'ils acceptent d'établir un contact avec l'OLP, la situation, s'il est estimé, étant « meilleure que jamais pour un effort actif ».

Concernant la question d'une conférence internationale, M. Bush a indiqué qu'une telle conférence « correctement structurée » pourrait jouer un rôle utile à un moment approprié. - (AP, Reuters.)

Où trouver un livre épuisé ?

Téléphone d'abord ou venez à la librairie LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

- Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

- Si n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants : vous recevra une proposition écrite et chiffrée de ce que nous pouvons vous offrir.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

Vive tension entre Ankara et Téhéran

La Turquie rappelle son ambassadeur en Iran

ANKARA de notre correspondant

Le rappel lundi par Ankara de son ambassadeur à Téhéran pour consultation est salué, mardi 4 avril, par les grands quotidiens turcs comme « un message attendu depuis des semaines par l'opinion turque », une « gifle qui n'a que trop tardé ». Dans une conférence de presse, M. Nurettin Karamürç, le numéro deux du ministère turc des affaires étrangères, a précisé les attendus de cette décision : elle correspond à la montée de la tension entre les deux pays depuis les manifestations organisées à Téhéran le mois dernier, sous l'égide du gouvernement iranien, pour soutenir les islamistes turcs.

Ceux-là protestent contre l'annulation par le Conseil constitutionnel turc d'une loi autorisant le port par les étudiantes du foulard islamique dans les universités. La radio et la presse écrite iraniennes avaient relayé ces messages de soutien d'officiels iraniens à ces manifestations, entraînant une protestation officielle d'Ankara contre cette ingérence dans les affaires intérieures de la Turquie.

M. Karamürç n'a pas fait mystère du désir de son gouvernement de voir rappelé dans son pays l'ambassadeur d'Iran à Ankara, M. Mostafaei. Sa participation, l'an dernier, comme orateur, à un meeting organisé par le parti Prospérité (Islamiste) dans la ville de Konya, avait même amené certains journalistes à s'interroger sur « le rôle de l'Iran dans la victoire dans cette ville du parti religieux aux élections municipales du 26 mars ».

L'activité des diplomates iraniens en Turquie, accusés de servir de refuge aux opposants au régime, a beaucoup contribué à l'aggravation du climat de crise latente entre la Turquie laïque et l'Iran. Il y a six mois, un opposant iranien était retrouvé à Erzurum, dans l'est du pays, dans le coffre d'une voiture à plaque diplomatique, conduite en direction d'Istanbul par deux diplomates iraniens. Leur expulsion fut suivie de celle de deux diplomates turcs.

L'affaire Rushdie a encore fait monter l'exaspération d'Ankara, après que le communiste iranien à l'ambassade ait exposé publiquement la condamnation à mort de l'écrivain par Khomeiny.

MICHEL FARRÈRE.

L'UNESCO et « les Versets sataniques »

Régissant aux déclarations de M. Habib Chatti à Téhéran à propos de l'affaire des Versets sataniques et rapportées par l'agence iranienne IRNA (le Monde du 4 avril), selon lesquelles Salmaan Rushdie était un « apostat » et que l'apostasie était « punie de la peine de mort », le directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, a tenu, lundi 3 avril, à se démarquer de ces propos en rappelant qu'il « est du devoir de chacun de respecter la religion d'autrui » mais qu'il « est aussi du devoir de chacun de respecter la liberté d'expression ».

d'autrui » et que, « quelle que soit l'offense, aucun appel à la violence, d'où qu'il vienne, n'est admissible ».

M. Mayor, s'il confirme qu'il a effectivement confié un message à M. Chatti, « destiné aux autorités iraniennes et concernant la coopération que pourrait apporter l'UNESCO dans les domaines de sa compétence », précise que l'ancien secrétaire général de la Conférence islamique « n'est ni fonctionnaire ni consultant de l'UNESCO ».

Les relations franco-israéliennes

Mauvaise humeur et calendrier

JÉRUSALEM de notre correspondant

Malentendu ou discrète rebuffade ? Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, aurait bien aimé, disent de bonnes sources israéliennes, être un des premiers responsables occidentaux, au moins européens, à venir à Jérusalem entendre de vive voix un compte rendu du voyage que M. Itzhak Shamir vient d'entreprendre aux Etats-Unis.

M. Dumas, soulignent ces mêmes sources, en a formulé la demande lors de la visite que le premier ministre israélien a faite fin février à Paris. A l'époque, la partie israélienne y avait l'autant moins trouvé à redire que la France s'appuyait à assurer prochainement la présidence des Communautés européennes.

Entre-temps est intervenue l'annonce de la décision du président François Mitterrand de recevoir en France le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. L'invitation a vivement déplu en Israël, et on ne cache pas qu'elle n'est pas étrangère au fait qu'aucune date n'a été encore trouvée pour accueillir M. Dumas dans les semaines qui suivront le retour de M. Shamir à Jérusalem. En somme, le calendrier est chargé pour cause de très mauvaise humeur. Et l'Européen qui devrait avoir la première du récit de M. Shamir sera très vraisemblablement M. Craxi De Mita, le président du Conseil italien, attendu en Israël dans la troisième semaine d'avril.

AL FR.

Proche-Orient

L'islam en fièvre (II)

ÉGYPTE : entre dialogue et violence

Terre natale de l'islamisme contemporain — l'association des Frères musulmans y a vu le jour en 1927. — l'Égypte tente de maîtriser le phénomène intégriste. Depuis l'assassinat, « au nom d'Allah », en octobre 1981, d'Anwar El Sadat, les islamistes oscillent entre la violence et le dialogue avec le pouvoir. Au Soudan, l'application brutale de la loi islamique à une population non musulmane est au cœur de la guerre civile dans le Sud. En Arabie saoudite, où se trouvent les lieux saints de l'islam, un extrémisme religieux s'allie à un conservatisme politique pro-occidental.

LE CAIRE
de notre correspondant

Dans le roman *Radobis* de Naguib Mahfouz, on informe le lecteur qu'une rébellion soutenue par les puissants prêtres « contrôlerait le cœur et l'esprit du peuple » pourrait éclater. Pharaon sourit : « Je suis le plus puissant. (...) Quant au peuple, il se calmera dès qu'il me verra sur son char. »

Les fatwas d'Al Azhar

Les exemples récents de ces services rendus au chef de l'Etat ne manquent pas. En 1976, au moment où Sadat, libéralisant l'économie, s'en prenait à la gauche, le cheikh d'Al Azhar publiait ses *Fatwas* sur le communisme. Une compilation de toutes les condamnations du marxisme aux termes desquelles le communisme ne pouvait être qu'un *kafir* (mécréant).

Moins de deux mois après que Sadat eut conclu le traité de paix avec Israël, le 26 mars 1979, et alors que dans le monde arabe on parlait de trahison, Al Azhar soutenait le rais en publiant une fatwa affirmant que l'accord était parfaitement conforme à l'islam. Les ulémas rappelaient le traité de Hodeybeya conclu par le prophète avec les kafsirs de La Mecque en 628.

Il y a quelques mois, à la suite des accrochages meurtriers qui ont

L'Égypte est devenue musulmane. Les prêtres sont devenus cheikhs et pharaon a été remplacé par sultan, roi puis président. Mais le rapport de forces reste celui décrit par le prix Nobel égyptien. D'ailleurs, chez ce peuple au tempérament pacifique capable seulement de brefs et imprévisibles éclats de colère, les hommes de religion ne sont jamais parvenus à prendre le pouvoir. Ils ont en fait presque toujours été un service du pouvoir. La dynastie fatimide (909-1071) a même institué dans un pays sunnite, ses chefs ont fondé l'université d'Al Azhar dès le dixième siècle pour former des ulémas loyaux.

Au fil d'un millénaire, cette Sorbonne de l'islam sunnite a formé des centaines de générations d'ulémas liés au pouvoir par les cordons de la bourse. Liés aussi par la crainte du chaos pouvant être engendré par une rébellion et les retombées négatives que cela pourrait avoir pour leur institution. Il n'est donc pas étonnant que les ulémas aient presque toujours préconisé l'obéissance au pouvoir sans oublier les multiples occasions où l'Etat a sollicité leur *fatwa* (opinion légale faisant jurisprudence en islam).

quand ils assassinèrent le président Sadat et égorgerent une centaine de policiers dans la ville d'Assiout, en Haute-Égypte. Les seconds sont connus depuis la série d'attentats, en 1987, contre deux anciens ministres de l'intérieur et un journaliste proche du président Moubarak.

Dans les deux cas, et comme le craignait déjà leur père spirituel Sayyid Koub, exécuté sous Nasser, l'action était prématurée et manquée de suivi. Les jeunes maximalistes n'ont pas réussi à cueillir les fruits de leurs attentats. Sadat mort, le régime restait en place faite d'un plan bien établi pour prendre le pouvoir. Résultat : une immense purge, qui a laissé le mouvement exsangue pour des années. Idem pour les Al Nagoun Men Al Nar, qui, pour avoir blessé à la jambe un ancien ministre de l'intérieur, ont vu leur organisation démantelée.

Aujourd'hui, mis à part l'incendie de quelques magasins de location de cassettes vidéo ou le lancement d'une bombinette dans une église ou un théâtre, les maximalistes musulmans semblent essouffés, surtout après la campagne d'épuration menée en décembre par la police dans leur fief d'Alin-Chams, au Caire.

Essouffés aussi les financiers de l'islam. Ceux que l'on décrivait, il y a un an, comme constituant « un Etat dans l'Etat » se sont effondrés au premier assaut sérieux du gouvernement. Le fin de l'empire des frères Al Rayan, parvenus à recueillir plus de 1 milliard de dollars éparpillés par une centaine de milliers

d'Égyptiens, illustre la faillite de cette économie qui se présentait comme islamique. Les actifs d'Al Rayan ne couvrent que le tiers de l'argent recueilli. Une catastrophe pour ceux qui avaient fait confiance aux « pieux Rayan », dont l'un vient d'être condamné à vingt-trois ans de prison.

Au Parlement, où les islamistes sont entrés en force avec près de quarante députés, les réalisations sur la voie de l'application de la charia sont maigres pour ne pas dire nulles. Le seul domaine où le courant islamiste reste fort est celui de l'action sociale. Dispensaires, écoles coraniques et œuvres de bienfaisance continuent à se développer. Les traditionalistes qui les patronnent gardent les faveurs d'une grande partie des Égyptiens. Petits bourgeois et paysans inquiets de l'occidentalisation du pays, vieille de presque deux siècles, sont favorables aux conservateurs, qui veulent revenir aux traditions d'antan, à la société patriarcale où la hiérarchie était bien définie et où les femmes accomplissaient sans rechigner leur mission d'épouse et de mère.

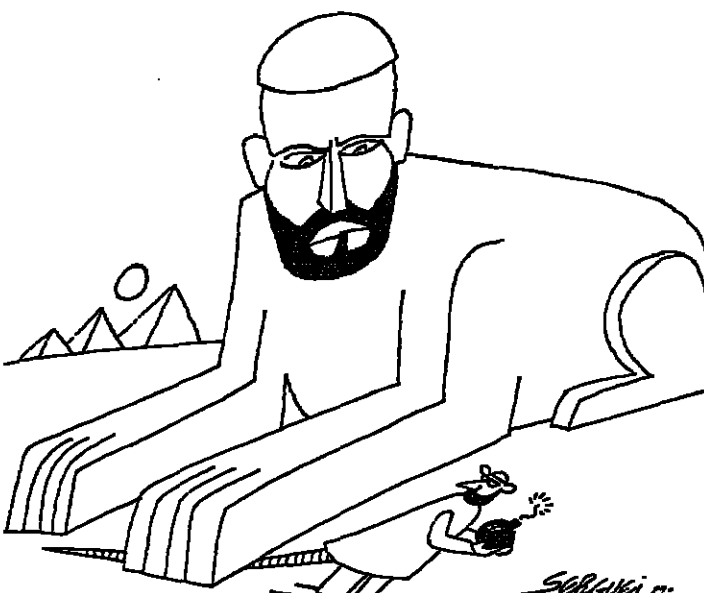
C'est ainsi qu'une bonne partie des femmes ont adopté le voile et les robes amples, devenus objets de mode, qu'elles ont cessé de se baigner en maillot — sauf sur quelques plages huppées — et que des hommes — moins nombreux — ont fait pousser leur barbe et portent la djellaba. Certains sont même plus royalistes que le roi : ils jouent au basket et au football en pantalons trois-quarts, afin de cacher leurs genoux comme le prescrit l'islam.

SOUDAN : sectes et charia

Une autre variante de l'islam arabe sunnite est celle du Soudan. Pays des *tarikas* (ordres) mystiques soufis, le Soudan est le premier État arabe à avoir brandi la bannière du djihad contre l'occupation étrangère. Le général Gorn, gouverneur du Soudan pour le compte de l'Égypte, a payé le prix de cette guerre sainte il y a un siècle. Mais avec le roi du mahdi (le bien guidé) et la victoire de Kitchener, une partie des Soudanais se sont ouverts à l'islam orthodoxe façon Azhar. Bien sûr le Soudan connaît

deux sectes politico-religieuses : les Ansars, partisans du mahdisme et de l'indépendance, et les Katmeys orthodoxes, favorables à l'union avec l'Égypte.

Le pouvoir de ces deux sectes s'est perpétué après l'indépendance en 1956, malgré les progrès de la gauche et les coups d'Etat militaires. Le Soudan, du moins le nord du pays, restait profondément attaché à l'islam. Le maréchal Nemeiry, qui voyait son pouvoir menacé, décida en 1983 de jouer la carte de



la charia avec l'appui d'une nouvelle secte, les Frères musulmans. Les lois islamiques ne sauvent pas le dictateur. Elles hâtent sa chute en provoquant la guerre civile dans le sud du Soudan, animiste et chrétien. En avril 1985, il fut renversé par l'armée à l'issue d'un soulèvement populaire.

Les militaires cédèrent le pouvoir aux civils, et le nouveau premier ministre, Sadek El Mahdi, s'allia aux Katmeys de Mirghani. Les punitions corporelles, largement appliquées par Nemeiry, furent suspendues. Mais, comme dit un proverbe arabe : « Il est plus facile d'entrer au hammam que d'en sortir » (car il faut alors payer). Les lois de la charia sont restées en place — sinon en vigueur — malgré les tentatives de les abroger pour remplir une des principales conditions posées par les sudistes pour mettre un terme à leur rébellion.

La charia, à laquelle tient Hassan El Tourabi, le guide suprême des Frères musulmans soudanais et beau-père d'El Mahdi, coûte quotidiennement 1 million de dollars à un pays frappé par la famine, la banqueroute économique, les inondations et les crises. Aujourd'hui, le pouvoir civil n'arrive toujours pas à trouver un consensus, alors que les militaires haussent le ton.

Mais si les pays arabes sunnites divergent sur beaucoup de questions, tous s'entendent dans l'affaire Rushdie. L'écrit britannique d'origine indienne est un apostat qui

a renié l'islam. Les Soudanais, comme les Saoudiens et les Égyptiens, n'ont pas mis sa tête à prix, comme l'a fait Khomeiny. Mais ils demandent que l'auteur des *Versets saoudiens* soit jugé pour offense à l'islam et apostasie.

Aucun doute quant au verdict dicté par la charia : la mort. Un précédent récent est là pour l'illustrer : Mahmoud Mohammad Taha (soixante-seize ans). Cet apôtre soudanais de la non-violence, chef des Frères républicains, a été pendu en janvier 1985 devant deux mille personnes, à la prison de Khartoum, pour apostasie. Il avait écrit un essai où il annonçait un second message de l'islam.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

— Égypte :	43 290 0000 habitants, 38 961 000 musulmans (90 %).
— Soudan :	19 242 000 habitants, 14 046 000 musulmans (73 %).
— Arabie saoudite :	9 305 000 habitants, 8 839 000 musulmans (95 %, dont 3,15 % de chiites).
— Bahreïn :	362 000 habitants, 346 000 musulmans (95,6 %, dont 52 % de chiites).

Les loisirs appréciés de Bahreïn

BAHREIN
de notre envoyée spéciale

«Hard-Rock Restaurant». Dans la salle aux lumières tamisées, tables noires, décor bleu ciel ultramodern, les convives regardent plus ou moins distraitement les clips qui se succèdent sur les écrans de télévision géants installés sur les murs. Des groupes rock mixés s'y déchirent dans des poses suggestives ; on frôle presque la strip-tease. Rien en fait de très surprenant si l'on ne se trouvait à moins de 25 kilomètres de l'austère Arabie saoudite.

Les dîners en ville sont un des loisirs appréciés à Manama, qui possède un grand choix de restaurants, quasiment tous munis de l'indispensable et chère licence qui autorise à servir de l'alcool. L'islam, à Bahreïn, reste d'autant plus « libéral » qu'il est appliqué, par rapport à ses voisins, ce qui peut étonner de 676 kilomètres carrés a fait fortune grâce, outre à son pétrole, à son ouverture commerciale vers l'étranger.

De longue date, les Bahréinis, musulmans dans leur quasi-totalité et à 70 % chiites, se sont tournés vers l'extérieur et ont profité de la débâcle du siècle, sous l'ombrelle britannique, d'un système d'éducation largement développé. La première école de filles s'est ouverte dans l'émirat en 1928, soit moins de dix ans après celle des garçons.

La plage de l'émir

Si, dans les villages chiites autour de Manama, les femmes portent le tchador noir et restent parfois voilées, elles jouissent dans l'émirat d'une liberté — limitée toutefois par l'application du code islamique — plus grande que dans certains pays voisins. Au volant de leurs voitures américaines ou lors de leurs courses en ville, la plupart adoptent la tenue occidentale. Il n'est pas rare de croiser des jeunes couples bahréinis déambulant main dans la main sur le front de mer. Représentant 17 % de la population active, les femmes bénéficient, depuis une loi de 1984, de l'égalité des salaires avec les hommes. Elles ont investi le marché du tra-

vail, où elles cohabitent normalement avec leurs collègues masculins.

Sur la plage de l'émir, interdite aux ressortissants arabes — « pour ne pas les choquer », dit-on, — les étrangers peuvent bronzer en paix sans contraintes. Mais, sur les plages publiques, les familles sont nombreuses et hommes, femmes et enfants se livrent sans distinction à cette activité.

Pays à majorité chiite, Bahreïn tolère logiquement les manifestations auxquelles donnent lieu les fêtes chiites. Chaque année, l'Achoura est marquée dans les vieux souks de Manama par la lente et macabre procession des « martyrs » qui « repoussent » la tragédie de Hussein à Karbala.

La proximité de l'Iran et le fait qu'environ 10 % de la population chiite soit d'origine persane — elle pratique toujours la langue iranienne — n'ont pas empêché l'émirat de poursuivre dans la voie d'un certain libéralisme islamique. Omniprésents, les services de sécurité surveillent de très près cette « population à risque » soupçonnée a priori, mais l'émir n'a pas pour autant cédé au rigorisme de la révolution iranienne.

Ces atouts, Bahreïn aurait d'ailleurs tort de les supprimer si l'on songe que, depuis l'ouverture en novembre 1986 du très beau pont-digue Roi-Fahd qui le relie à l'Arabie saoudite, sept millions de personnes l'ont emprunté dans les deux sens. Inutile de chercher le jeudi soir, début du week-end musulman, une chambre d'hôtel ou une place dans un restaurant ou un cabaret de Manama, investis en effet par les « chiites » saoudiens ou koweïtiens qui viennent parfois en famille à la recherche de loirs interdits chez eux.

Tolérant pour sa population étrangère, le moins nombreux proportionnellement des États du Golfe, Bahreïn autorise aussi sur son territoire la pratique des autres cultes religieux, qu'il s'agisse des gens du Livre ou des religions non monothéistes, comme le bouddhisme par exemple.

FRANÇOISE CHIPAUX.

ARABIE SAOUDITE : le mariage de la politique et de la religion

Durant des décennies, avant la révolution islamique en Iran, l'Arabie saoudite semblait être le pays musulman par excellence. Région où l'islam a été révélé et où le prophète a vécu, l'Arabie saoudite abrite aussi La Mecque, vers laquelle tous les musulmans se tournent cinq fois par jour, au moment de la prière. C'est là que se trouve le saint des saints de l'islam, la Kaaba, qui attire chaque année plus d'un million de pèlerins musulmans. L'Arabie saoudite, c'est aussi le pays où les punitions corporelles sont toujours appliquées et dont le drapeau vert islam est frappé de l'acte de foi de tout musulman : « Il n'y a de dieu que Dieu et Mahomet est son prophète ». Le roi Fahd n'est plus décrit comme « roi » mais comme « serviteur des lieux saints ».

Un procédé à la Louis XIV

Ce mariage de la politique et de la religion remonte à la moitié du dix-huitième siècle, quand Mohammad Ibn Saoud, un prince local, conclut une alliance avec un réformateur religieux, Mohammad Ibn Abdel Wahab. Ce dernier voulait purifier la religion de tout ce qu'il considérait comme signes de polythéisme (culte des saints, abandon des châtements corporels) et revenir à la pureté originelle de l'islam. Ibn Saoud, impressionné par ce puritanisme, y voyait aussi une bonne cause pour étendre son pouvoir régional. Ibn Abdel Wahab estimait que son message aurait plus d'impact grâce au soutien du prince. Au début du dix-seizième siècle, la péninsule Arabique était unifiée, pour la première fois depuis les premiers temps de l'islam.

Après la parenthèse de près d'un siècle d'occupation ottomane — la Sublime Porte voyant dans ce nouveau royaume une source de danger, — l'Arabie saoudite renaissait grâce à Abdel Aziz Ibn Saoud. Pour chasser les envahisseurs, Ibn Saoud avait constitué chez les Bédouins des confréries fixées dans diverses régions de la péninsule et qui lui fournissaient les guerriers nécessaires à son entreprise. Procédé islamique, mais aussi monarchique à la

Louis XIV. Comme les nobles, les Bédouins sédentarisés dépendaient dorénavant du roi pour vivre.

Les successeurs d'Ibn Saoud ont utilisé l'islam pour légitimer leur droit à gouverner en tant que famille royale. L'islam, comme le soulignent des islamistes hostiles au régime saoudien, est opposé à l'héritage du pouvoir.

Devenue pays de l'or noir, l'Arabie presque moyenneuse s'est ouverte non seulement à l'Occident mais à tous les ingénieurs et fonctionnaires étrangers et non musulmans indispensables pour extraire le brut. Cette modernisation du royaume ne s'est pas faite sans problèmes. En

1965, un prince conservateur, Khalid Ibn Moussaid, a, par exemple, pris la tête d'une tentative de fermer la nouvelle télévision de Ryad.

Toutefois, grâce à l'alliance de la monarchie et des ulémas, le régime a pu faire preuve d'une souplesse qui lui a permis de faire accepter le modernisme. Le discours était simple : tout ce qui n'est pas formellement interdit par le Coran et les hadiths (« dits » du prophète) est permis. Pour garder les puits de pétrole, la monarchie a eu recours à une *fatwa* affirmant que les minerais ne devaient pas tomber entre les mains de personnes privées.

Aujourd'hui, le gouvernement saoudien est le plus grand

employeur du royaume. La bureaucratie, souvent surpayée, est devenue pléthorique. Les usines se sont multipliées, surtout dans le domaine pétrochimique. L'Arabie désertique est même devenue exportatrice de blé, le plus coûteux à produire au monde.

Les pouvoirs de la police religieuse

Pour calmer les conservateurs, les monarches saoudiens ont donné de larges pouvoirs à une police religieuse chargée de faire observer la moralité islamique par la force. Malgré des situations embarrassantes à l'égard de l'Occident, dont l'Arabie saoudite est un des principaux alliés dans la région, cette police est maintenue car elle sert à confirmer la légitimité du régime en tant que défenseur de l'islam.

Malgré l'avènement de la révolution islamique en Iran, la stabilité du régime saoudien n'a pratiquement pas été menacée. L'attaque contre la mosquée de La Mecque, en novembre 1979 (1), n'a fait que renforcer la monarchie. En fait, le problème qui risque de se poser à l'Arabie est d'ordre économique. Avec la chute des recettes pétrolières, la monarchie ne pourra plus, à moyen terme, continuer à indirectement subventionner une population dont la majeure partie vit grâce aux salaires d'un Etat-providence.

A. B.

(1) Le 20 novembre 1979, un groupe armé d'inspiration islamiste prit le contrôle de la grande mosquée de La Mecque. L'armée saoudienne contre-attaqua en prenant d'assaut le lieu saint. Les combats firent, selon un bilan officiel, cent trente-cinq morts dont soixante-quinze rebelles et soixante gardes nationaux.

Demain

- Syrie et Irak : délimitations laïcités.
- Oman : bienveillance ibadite.

LE MONDE
diplomatique

Avril 1989

L'HEURE DE L'AUDACE AU PROCHE-ORIENT

L'Intifada dure depuis dix-sept mois dans les territoires occupés, où la répression a déjà causé plus de 400 morts et quelque 20 000 blessés. Après les initiatives diplomatiques de l'OLP — proclamation d'un État palestinien, reconnaissance d'Israël — toute la scène politique se réorganise au Proche-Orient. L'Égypte retrouve son influence régionale, l'URSS renoue les contacts avec Israël, et les États-Unis dialoguent directement avec l'OLP.

Amnon Kapeliov, Samir Kassir et Mohamed Sid-Ahmed expliquent pourquoi l'heure est à l'audace ; pourquoi l'intransigeance de M. Shamir et les archaïsmes du conflit libanais restent les principaux obstacles à la paix.

Également au sommaire :

- SOCIÉTÉ : Intolérance et droits de l'homme, par Didier Fouchaut, Sakya Deoud, Mustapha Chérif et Stanislas Maillard.
- ETATS-UNIS : Le « complexe militaro-commercial », par David C. Morrison.
- CUBA : Divergences entre Moscou et La Havane, par Alain Gresh et Françoise Barthélemy.
- ITALIE : La Mafia redonne la tête, par Claude Mignot.
- TEMOIGNAGE : Dans une prison péruvienne...

En vente chez votre marchand de journaux

مكتبة

Politique

La situation en Corse

Le silence du gouvernement inquiète les élus

En dépit des signes de lassitude et des divisions syndicales qui apparaissent sur l'île, les fonctionnaires de Corse, réunis dans diverses assemblées générales, ont reconduit leur mouvement de grève, lundi 3 avril.

Une cinquantaine de militants du STC (syndicat nationaliste) ont occupé, lundi, les locaux de la chambre régionale des comptes à Bastia. Ils ont fait des photocopies de plusieurs dossiers, afin de dénoncer « la chaîne de la magouille » dans laquelle, selon eux, l'Etat est impliqué. Les services basaux de la direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ont également été occupés quelques heures lundi par des syndicalistes CFDT. Des membres de la CGT ont interrompu le trafic aérien à Ajaccio en occupant la tour de contrôle. Depuis que les syndicats de Corse ont rejeté ses dernières propositions, vendredi, le

gouvernement n'a pas fait de nouvelles offres précises aux grévistes. Ce silence commence à déconcerter certains grévistes.

Les élus de l'île tentent d'intervenir dans un conflit dans lequel ils n'ont joué pratiquement aucun rôle, en dehors de leur réception à l'hôtel Matignon, le 20 mars. M. Pierre Pasquini, député RPR de Haute-Corse, a annoncé lundi que les six parlementaires de l'île devaient réunir mardi à Paris, une conférence de presse... qui finalement n'aura pas lieu. Deux de ces parlementaires, les MRG de Haute-Corse, François Giacobbi (sénateur, président du conseil général) et Emile Zuccarelli (député), ont publié un communiqué dans lequel ils lancent « un appel pressant » aux syndicats et au gouvernement pour que, « d'urgence », s'impose « l'esprit de dialogue » car « il faut impérativement en sortir ». Les

deux parlementaires souhaitent que des discussions sur la dernière offre de M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, reprennent « sans délai », après que le gouvernement aura défini des « garanties » en trois points à l'intention des syndicats.

A l'Assemblée nationale et au Sénat, le PC a provoqué, lundi, jour de la rentrée parlementaire, deux brefs incidents de séance en interpellant le gouvernement à propos de la Corse. Une centaine de membres du secteur public, à l'appel de la CGT, ont déposé lundi à l'hôtel Matignon des motions et des pétitions de solidarité avec les grévistes de Corse.

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, est intervenu dans la polémique sur la destination des sommes allouées à la continuité territoriale. Sur Europe 1, lundi, M. Juppé a notamment déclaré que « l'argent que l'Etat verse à la

Corse » va « dans la poche d'Air Inter, d'Air France et des compagnies maritimes qui touchent des centaines de millions de francs au titre de la continuité territoriale (...) et qui continuent à pratiquer sur Paris-Bastia et Paris-Ajaccio des tarifs prohibitifs ».

« Il faut supprimer les subventions aux compagnies de transport », a ajouté M. Juppé. « Il faut faire jouer la concurrence. (...) Il faut que l'argent que l'Etat verse à la Corse soit versé désormais sous la forme d'exonérations fiscales. » Le secrétaire général du RPR a jugé qu'« il est légitime d'aider la Corse » car « l'insularité est un problème difficile » et conclu : « La situation actuelle est très grave. M. Rocard a vraiment accumulé les maladroites. Il est en train (...) de pousser l'ensemble — ou en tout cas — un grand nombre de Corses vers les autonomistes. »

Un lent pourrissement

BASTIA
de notre envoyée spéciale

Le continent a boudé la Corse lundi 3 avril, jour fixé par le gouvernement pour la reprise du travail des fonctionnaires. Après avoir macoché brutalement vendredi, les grévistes ont attendu un coup de fil jusqu'à tard dans la soirée, mais le téléphone n'a pas sonné. Seul élément positif, le temps a changé en même temps des deux côtés de la mer, mais il s'est refroidi.

Six semaines après le début du conflit, le couple infernal Corse-continents n'a toujours pas résolu ses problèmes de communication. Des continents congratulent un ministre parce qu'il tient tête aux Corses ; les insulaires, après avoir gémis sur l'incompréhension et hurlé à l'effort, commencent à s'attrister franchement d'un décalage pareil. Le gouvernement a d'ailleurs envoyé M. Toulemon (1) passer une journée à Ajaccio et une à Bastia, et celui-ci n'a pas reparu. Son rapport devait être terminé le 31 mars ; il n'était toujours pas publié le 3 avril.

Un mois après son lancement médiatique, la continuité territoriale reste un triangle des Bermudes à peine balisé. Le gouvernement, qui dispose de deux représentants au conseil d'administration de l'Office des transports qui gère l'enveloppe, n'a toujours pas expliqué qui profite indument de la subvention. Le continent a la conscience tranquille. Le ministre du budget, M. Michel Charasse, a pourtant affirmé, samedi dernier, qu'il ne savait pas encore où passaient les crédits de l'Etat. En clair, que le gouvernement ignorait ce que devient l'argent du contribuable auvergnat qui en a assez de payer pour les Corses. Jusque dans les villages du cap-Corse, où les vieux ouvrent une boîte de sardines lorsqu'un visiteur arrive, on attend avec impatience de savoir où va l'argent.

Le gouvernement a joué le pourrissement et il semble avoir réussi. Le temps s'est mis au gris et la situation s'est pourrie. Les touristes ne sont pas venus pour Pâques, et, dans les hôtels de Bastia, il n'y a plus que des journalistes, et parfois « une cousine de Corte ».

Les réservations sont annulées pour avril, et, même si l'économie reprenait il faudrait plusieurs semaines pour faire revenir quelques groupes, et des mois pour regagner la confiance des tour-opérateurs. Les chauffeurs de taxi ne gagnent plus que 25 francs par jour, et l'un d'eux a dû faire crédit à un client pour 200 francs.

Une entreprise d'équipement hôtelier de Bastia a annoncé le licenciement de vingt-trois personnes. Les avocats se croisent les bras puisqu'il n'y a plus de courrier, sans oublier les cinq huissiers d'Ajaccio, dont le téléphone a été coupé par des grévistes prévoyants.

L'argent, qui tourne en circuit fermé, pourrait commencer à manquer. La Banque de France ne distribue plus de billets : on repasse les vieux dans les distributeurs. Certains feraient des stocks pour ne pas manquer de liquide. Les banques profitent sans honte de la situation : crédit relais entre 12 % et 13 % pour les entreprises afin de permettre de payer le personnel, autorisation de découvert de deux mois de salaire pour les particuliers, mais avec des

agios. A la caisse des supermarchés, on remplit son caddie à ras bord et on se rend au dernier étage. Sans se mettre en colère, sans descendre dans la rue en rassemblant d'usagers mécontents ; avec encore beaucoup de patience, mais, depuis le week-end, « on commence à en avoir marre ».

« Ils vont nous lâcher »

Que fait le gouvernement ? Partout la question revient. Que se passe-t-il sur le continent ? Les CRS ne dégageant pas les administrations occupées, n'intervenant pas dans les centraux téléphoniques passés aux mains des grévistes. Le gouvernement laisse faire. Et le matin, « chacun se fixe son objectif », comme dit un syndicaliste, mais c'est presque trop facile. On monte dans la tour de contrôle d'Ajaccio, on prend la direction de la concurrence de Bastia. Air Inter annule quelques vols. Tout est perturbé, mais l'île se punit elle-même. L'Etat est en grève de réaction.

Indifférence ou tactique ? La « démission » des pouvoirs

publics, comme dit M. Edmond Simeoni, leur « désengagement rampart », alimentent les tentatives insensées. On crée au premier ministre une stratégie de nettoyage où les nationalistes joueraient les femmes de ménage, ou l'intention de préparer un statut d'autonomie pour la Corse. « Ils vont nous lâcher. » Comme dans un rêve ou un cauchemar, un dockeur a réveillé un soir la préfecture d'Ajaccio pour proclamer qu'il empêcherait l'accostage du bateau de renfort de CRS qui arrivait. Il n'y avait pas la moindre menace à l'horizon.

La Corse est livrée à elle-même. Les structures traditionnelles, l'Assemblée régionale, les chambres de commerce, sont défilantes. A part les fonctionnaires, qui s'en tiennent à leur prime, la population s'accroche à un mot d'ordre : « Pour un règlement global des problèmes corses ».

CORINE LESNES

(1) Inspecteur général des finances, M. Toulemon est chargé de rédiger un rapport sur la situation des fonctionnaires en Corse.

Au Parlement

Le PC interpelle M. Durafour sur la crise sociale dans l'île

Les groupes communistes de l'Assemblée et du Sénat ont, dès le début de la séance, lundi 3 avril, jour de la rentrée parlementaire, interpellé le gouvernement sur la situation sociale en Corse. Au Palais-Bourbon, M. Georges Hugué, élu du Nord, s'est ainsi déclaré, au nom des députés communistes, « pleinement solidaire de la lutte des fonctionnaires corses », avant d'être interrompu par les claque-ments de pupitres provenant des bancs de l'opposition, lancés à l'instigation de M. Gérard Longuet (UDF-PR, Meuse).

Au Palais du Luxembourg, M. Alain Poirer, président du Sénat, venait à peine de déclarer ouverte la session ordinaire de printemps, que M. Hélène Luc, sénateur (PC) du

Val-de-Marne, a reproché aux pouvoirs publics de « prendre une lourde responsabilité en jouant le pourrissement du conflit ».

Par le biais de la procédure du rappel au règlement, la présidente du groupe communiste du Sénat s'est adressée à M. Michel Durafour, ministre d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives, présent dans l'hémicycle, en lui demandant « quel jour et à quelle heure » il comptait engager des négociations. M. Luc a dénoncé l'attitude « méprisante » du gouvernement à l'égard des grévistes corses et a défendu la revendication d'une prime d'insularité.

En réponse au sénateur du Val-de-Marne, M. Durafour a affirmé que

l'octroi de cette prime va à l'encontre du « principe d'unicité de la fonction publique » et que les syndicats corses s'en sont eux-mêmes rendus compte puisqu'ils y ont, selon lui, renoncé. De même, l'application à l'île du barème de la « zone zéro » n'est-elle pas envisageable. Cette mesure entraînerait, selon M. Durafour, des « risques de demandes récurrentes de la part de régions frontalières ou climatiquement défavorisées ». Le ministre d'Etat a rappelé les offres du gouvernement.

M. Jean Franconi, sénateur (Un. cent.) des Bouches-du-Rhône, a, pour sa part, souhaité que le dossier corses fasse l'objet d'une déclaration du gouvernement et d'un débat devant le Parlement.

V. D.

L'occupation de la chambre régionale des comptes

« Mettre l'Etat au pied du mur »

BASTIA
de notre envoyée spéciale

Sur les étagères, l'annuaire de la jurisprudence. Sur la table, un saucisson corse. La chambre régionale des comptes de Bastia est occupée, lundi 3 avril, par le syndicat nationaliste STC et la bibliothèque sert de salle à manger.

Une trentaine de militants se sont retrouvés à l'ouverture de la porte électronique, à 9 heures. Ils sont entrés tranquillement dans l'édifice et, avant l'arrivée des gendarmes mobiles, ils ont eu le temps de démanteler quelques dizaines de dossiers qui traînaient dans les bureaux : l'hôpital d'Ajaccio, l'Office de développement agricole, le parc régional...

La chambre régionale est encerclée. Les militants lisent les dossiers, remettent du papier dans la photocopieuse, plantent sur les minitels. Sur le bureau du secrétaire général, le temps s'est arrêté au 3 mars, date du début de la grève des dix-huit employés.

Dans la salle de réunion des conseillers, M. Marie-France Giovannavelli tient une conférence de presse. Vingt-six ans, diplômée de l'Ecole supérieure de commerce de Marseille, elle est rentrée en Corse pour travailler dans un cabinet de gestion. Il y avait « un paquet de problèmes sociaux ». Elle est devenue l'une des trois permanentes du STC. Les nationalistes réclament la publication des rapports de la Cour des comptes, notamment sur l'Office des transports qui gère la continuité territoriale. « Rocard et Charasse doivent assumer jusqu'au bout leurs propos. Nous voulons des actes. Tout doit être mis en place. »

« La chaîne de la magouille »

Le président de la chambre régionale, M. Gilbert Canet, a demandé aux Sainits, Just de la transparence de ne pas égarer les mandats et les pièces justificatives pendant le démantèlement, ce qui irait « à l'encontre du but recherché ». Il a téléphoné au préfet mais il n'a pas demandé l'intervention des forces de l'ordre. Il espère que les syndicalistes n'ont pas trouvé les clés des coffres où sont conservés les dossiers

jugés mais il sous-estime ses visiteurs. Dans l'armoire métallique des communes de Corse, entre Aghione et Ziani, les militants en sont déjà à la lettre « p ».

Un dossier au hasard. Une petite affaire d'une grande banalité. « Toute la chaîne de la magouille », résume Marie-France Giovannavelli. M. le maire de Piedicroce est mis à l'index pour avoir fait financer par la commune (pour 165 000 francs) et le département (pour 135 000 francs) l'aménagement du chemin de Puzoli et avoir fait réaliser, à la place, la desserte de l'habitation d'un médecin du village ; et pour avoir, ensuite, confié les travaux à l'entreprise gérée par son mari. Il se trouve enfin que deux fonctionnaires, aux noms parfaitement continentaux — un agent de la direction de l'agriculture et un ingénieur du génie rural — ont établi de faux certificats pour que le maire puisse recevoir ces subventions. « Il y a des magouilles chez nous, mais l'Etat n'a jamais pris ses responsabilités. »

Selon l'un des conseillers de la chambre, il n'y a « rien de très croustillant dans les dossiers ». Pourtant, le déballe promis par les nationalistes inquiète assez la préfecture pour que M. Edmond Simeoni arrive en mission de médiation à l'heure où les occupants mordent dans leurs sandwiches. Le dirigeant historique du mouvement autonomiste est accompagné des dix membres de son comité corse de l'utère, décidé à intervenir « là où il aura le feu ».

Les « casques bleus » s'installent dans les fauteuils de cuir des conseillers. Le STC indique qu'il ne quittera pas les lieux tant qu'il n'aura pas vu l'assurance qu'un rapport récent de la Cour des comptes à Paris sur l'Office des transports sera publié. « Tout est pourri et tout le monde le sait. Mais il faut mettre l'Etat au pied du mur. »

En fin d'après-midi, la préfecture promet aux squatters qu'un dossier sur la continuité territoriale sera rendu public avant la tenue des tables rondes. Ils promettent, en contrepartie, de ne pas emporter d'autres dossiers. Et ils ressortent, mission accomplie, avec leur bande-roule, pour une « solution globale ». C. L.

La construction de l'«eurogauche»

Les renovateurs communistes répondent à l'offre de M. Mauroy

« De quelque côté qu'ils se tournent, les communistes français ne peuvent qu'évoluer ou se marginaliser », écrivait M. Pierre Mauroy en conclusion d'un article publié dans le Monde du 31 mars. Le premier secrétaire du PS invitait alors le PCF à s'associer à la construction de l'eurogauche. Coordinateur du Mouvement des renovateurs communistes (MRC), M. Claude Liabres donne sa réponse en ces termes :

« Pierre Mauroy s'adresse aux communistes pour leur proposer une union de la gauche qui passerait de la défensive à l'offensive. Il juge positivement le mouvement démocratique de la perestroïka. Il indique que ce processus ouvre des perspectives nouvelles en Europe. »

« La réponse du Parti communiste est tombée : c'est une fin de non-recevoir. Eh bien, pour les renovateurs communistes, c'est oui. Oui si, bien entendu, on reconstruit le dire et le faire. Et puisque Pierre Mauroy parle de nécessaire rénovation de la social-démocratie, la spécialiste en rénovation que je suis peux se permettre une question : les socialistes vont-ils pousser plus loin leur

volonté de réforme, non seulement en défendant les valeurs universelles dont la gauche est porteuse, mais en ayant également le courage de rompre avec la seule logique du profit ? »

« Hors de ce choix, tout ce que la gauche peut dire sur la réconciliation de l'économie et de l'écologie, sur le désarmement, sur la démocratie autrement, sur l'égalité, sur la morale en politique, ne sont que des mots qui sonnent creux, sinon faux, quand ils sont confrontés à la politique du gouvernement Rocard. »

« De Moscou à Budapest, de Rome — avec nos amis du PCI — à Paris, les nouveaux communistes ouvrent effectivement des perspectives nouvelles qui dépassent Yalta et peuvent reconstruire l'histoire et la géographie en Europe. »

Pour participer à ce grand dessein, l'eurogauche se doit de pousser vers la transformation de la société. Sans l'eurocommunisme, l'eurogauche claudiquerait. De nombreux communistes, bien au-delà du PCF, veulent que la maison commune européenne se bâtit sur ces deux piliers : le réformisme transformateur et le réalisme révolutionnaire. Si Pierre Mauroy admet cette donnée, alors les travaux peuvent commencer. »

« Les hommes politiques et les médias qui prétendent distinguer entre ceux qui sont pour l'Europe et les communistes qui seraient contre occultent délibérément le vrai débat. » Cette remarque faite, lundi 3 avril, par M. Philippe Herzog, chef de file de la liste PCF aux élections européennes résume la première difficulté que les communistes vont avoir à surmonter dans cette nouvelle campagne électorale : l'image.

Au-delà des mots, le PCF est perçu par l'opinion comme un opposant inconditionnel de l'Europe. Il ne nie pas, du reste, son opposition à la voie empruntée depuis trente ans pour la construction de la CEE mais il affirme que, pour l'Europe de 1993, il faut « construire autrement et autre chose », selon le titre du dernier livre de M. Herzog.

Dénouant la « domination évidente des sociétés dominatrices, des Etats-Unis et de la RA » sur la Communauté européenne, le PCF préconise « la promotion de tous les salariés et de chaque peuple », en prenant appui sur « une organisation nouvelle des rapports en Europe fondée sur de nouveaux

pouvoirs des travailleurs et de leurs élus, sur la coopération des secteurs publics et une autre économie mixte ». Selon M. Herzog, « faire des promesses sociales tout en rétrograder les gens ».

Pour atteindre cet objectif le PCF veut utiliser « les luttes sociales » en Europe, en les faisant converger. « Il y a là un énorme enjeu syndical », n'hésite pas à indiquer M. Herzog qui marque un intérêt certain pour les propositions de la CGT dans le domaine européen. « Les syndicats doivent pouvoir, de façon autonome et créatrice, préciser-t-il, coopérer pour répondre à ces attentes, ce qui n'a rien à voir avec une intégration dans les appareils technocratiques de Bruxelles, cédant aux mirages de leur Europe sociale. »

Au handicap d'image s'ajoute, pour le PCF, celui de l'isolement à gauche. « Il ne suffit pas de prétendre unir les forces de gauche, et au-delà, afin de se faire élire à la tête des institutions communautaires, pour pouvoir fabriquer une Europe du progrès social », lance M. Herzog implicitement à l'adresse de M. Pierre Mauroy qui préconisait

récentement la construction de l'«eurogauche». Et pensant peut-être au PC italien, avec lequel le PCF a « des différences fortes en ce qui concerne l'immigration européenne », dit M. Herzog, le dirigeant communiste poursuit : « Faut-il accepter de se placer sous la domination politique de l'Internationale socialiste et des partis sociaux-démocrates, plus ou moins associés à un apport de forces de droite ? Une «eurogauche» électoraliste ne sera pas acceptée par ceux des Français, des Espagnols ou des Italiens qui, chacun pour des raisons propres, éprouvent les fléaux de la domination financière et cherchent une construction alternative. »

La troisième difficulté pour M. Herzog sera la concurrence d'autres listes qui peuvent mordre sur l'électorat communiste : elles sont socialiste, écologiste, nationaliste ou même, éventuellement, communiste renovatrice. A cela s'ajoute le soutien critique d'ores et déjà apporté par les « reconstrueteurs » communistes, relevant que le PCF avait « les moyens de construire une liste composée et dirigée par des militants dont l'envergure correspond à la hauteur de l'enjeu ». Ils

regrettent « l'absence de toute ouverture » et ils notent « un contraste frappant entre les affirmations répétées sur le thème de la remontée de notre influence et des pratiques et des choix qui prouvent que l'on s'installe toujours plus dans la dynamique du recul ».

O. B.

● PRÉCISION. — Dans la liste des candidats du PCF pour les élections européennes publiées dans nos éditions du 1^{er} avril, nous avons indiqué, par erreur, que M. Maxime Gremetz est parlementaire à l'Assemblée de Strasbourg. Si M. Gremetz a bien été élu en 1984, il a démissionné en devenant député de la Somme aux élections législatives de 1986. Il ne siège plus à l'Assemblée nationale après avoir été battu en 1988. Par ailleurs, M. Jackie Hoffmann, qui ne figure pas sur la liste du PCF en 1989, avait bien été élu en 1984 mais avait, elle aussi, démissionné plus tard. Ils avaient respectivement été remplacés par M. Sylvie Mayer-Leroux et par M. Louis Baillet.

La préparation des élections du 18 juin prochain

Les premiers pas de M. Philippe Herzog pour une autre Europe

« Les hommes politiques et les médias qui prétendent distinguer entre ceux qui sont pour l'Europe et les communistes qui seraient contre occultent délibérément le vrai débat. » Cette remarque faite, lundi 3 avril, par M. Philippe Herzog, chef de file de la liste PCF aux élections européennes résume la première difficulté que les communistes vont avoir à surmonter dans cette nouvelle campagne électorale : l'image.

Au-delà des mots, le PCF est perçu par l'opinion comme un opposant inconditionnel de l'Europe. Il ne nie pas, du reste, son opposition à la voie empruntée depuis trente ans pour la construction de la CEE mais il affirme que, pour l'Europe de 1993, il faut « construire autrement et autre chose », selon le titre du dernier livre de M. Herzog.

Dénouant la « domination évidente des sociétés dominatrices, des Etats-Unis et de la RA » sur la Communauté européenne, le PCF préconise « la promotion de tous les salariés et de chaque peuple », en prenant appui sur « une organisation nouvelle des rapports en Europe fondée sur de nouveaux

pouvoirs des travailleurs et de leurs élus, sur la coopération des secteurs publics et une autre économie mixte ». Selon M. Herzog, « faire des promesses sociales tout en rétrograder les gens ».

Pour atteindre cet objectif le PCF veut utiliser « les luttes sociales » en Europe, en les faisant converger. « Il y a là un énorme enjeu syndical », n'hésite pas à indiquer M. Herzog qui marque un intérêt certain pour les propositions de la CGT dans le domaine européen. « Les syndicats doivent pouvoir, de façon autonome et créatrice, préciser-t-il, coopérer pour répondre à ces attentes, ce qui n'a rien à voir avec une intégration dans les appareils technocratiques de Bruxelles, cédant aux mirages de leur Europe sociale. »

regrettent « l'absence de toute ouverture » et ils notent « un contraste frappant entre les affirmations répétées sur le thème de la remontée de notre influence et des pratiques et des choix qui prouvent que l'on s'installe toujours plus dans la dynamique du recul ».

O. B.

● PRÉCISION. — Dans la liste des candidats du PCF pour les élections européennes publiées dans nos éditions du 1^{er} avril, nous avons indiqué, par erreur, que M. Maxime Gremetz est parlementaire à l'Assemblée de Strasbourg. Si M. Gremetz a bien été élu en 1984, il a démissionné en devenant député de la Somme aux élections législatives de 1986. Il ne siège plus à l'Assemblée nationale après avoir été battu en 1988. Par ailleurs, M. Jackie Hoffmann, qui ne figure pas sur la liste du PCF en 1989, avait bien été élu en 1984 mais avait, elle aussi, démissionné plus tard. Ils avaient respectivement été remplacés par M. Sylvie Mayer-Leroux et par M. Louis Baillet.

Politique

La rentrée parlementaire
Etre jeune ou ne pas être

Profitant, lundi 3 avril, d'une rentrée parlementaire réduite à sa plus simple expression, les députés ont, dans les couloirs, longuement discuté sur la notion de jeunesse et de renouvellement en politique. La tentative de la jeune garde des députés de l'opposition de contraindre l'OPA des caniques sur la future liste européenne est venue apporter à ce débat théorique une application concrète.

Il est en tout cas un point sur lequel les parlementaires, toutes générations et tous groupes confondus, se sont accordés : la jeunesse ne saurait se réduire à une simple date sur un fichier d'état civil : « Brassez le chantant déjà : Le temps ne fait rien à l'affaire, quand on est en on est en », rappelle notamment M. Philippe Vasseur (UDF-PR), qui refusait de valoir le « clivage jeunes-vieux ». La solution ? « Une liste Giscard-Chirac avec, derrière, soixante-dix-neuf jeunes », répondait-il, tout en insistant sur le fait que ce type de débat « passe complètement au-dessus de la tête des Français ».

« C'est plus grave d'être jeune avec des idées de vieux que vieux avec des idées de vieux », insistait M. Georges Hage (PCF), toujours vert pour ses soixante-sept ans. M. Bernard Tapie, vedette de la journée, rappelait au passage qu'en sport « il y a des poussins, des juniors et des seniors, et que, parfois, les poussins sont les pires ». Quant au président du groupe socialiste, M. Louis Mermaz, n'ayant rien oublié de ses humanités, il rappelait avec philosophie que « ce débat est séculaire et que, déjà, Cicéron en son temps... ».

La plupart des députés interrogés se sont bien gardés d'introduire des questions de personnes dans leurs réponses. Et c'est tout à fait du bout des lèvres que M. Alain Mayoud (UDF-PR) admettait qu'une tête de liste Giscard, « ça ne fait pas très nouveau ». « Giscard a, en tout cas, une autre dimension internationale que Michel Noir », boudonnait M. Norbert Haentgen (RPR).

Le député bariste, M. François d'Aubert, restait volontairement prudent : « Nous ne sommes pas contre tel ou tel. La question qui est posée est celle du renouvellement : il faut faire une liste de décentralisés et d'autonomes, pas de décalés... ». « Il ne s'agit pas d'une querelle des jeunes et des vieux mais bien de celle des anciens et des modernes », constatait pour sa part M. Patrick Ollier (RPR), tandis que M. Jean Royer (non inscrit) expliquait que les dernières élections municipales avaient surtout montré que les Français « voulaient des hommes politiques proches d'eux ». C'est cela le véritable renouvellement. « On ne crée aujourd'hui les

Les discussions tous azimuts continuent au sein de l'opposition, la préparation de l'élection européenne étant utilisée par ceux qui souhaitent le « nouveau » de la droite. Mardi matin, l'initiative de la liste « jeune », M. Charles Millon a continué son offensive en affirmant que « si Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac ne pouvaient « symboliser le nouveau ». La réunion des deux députés du RPR et de l'UDF, conduites justement par MM. Chirac et Giscard d'Estaing, a été maintenue à la date prévue, c'est-à-dire le mercredi 5 avril au matin. D'après l'entourage du président du RPR on ne devrait y discuter que des travaux de la commission « Madelin-de-la-Malène », chargée d'analyser les positions des deux partis sur l'Europe, sans discuter la composition de la liste. Le comité d'orientation politique du RPR se réunira le même jour en fin d'après-midi, de même que le bureau politique de l'UDF.

jeunes, les jeunes, les jeunes, comme jadis l'Europe, l'Europe, l'Europe. Le problème, aujourd'hui, ce n'est pas celui de la relève des générations, c'est celui d'une rupture avec des mœurs politiques dépassées », renchéissait M. Jacques Baudouin (RPR).

M. André Santini (UDF-PSD) préférait, quant à lui, sourire de toute cette agitation autour de l'âge

M. Jacques Godfrain (RPR) admettait également que c'était un obstacle important.

M. Pascal Clément (UDF-PR) trouvait l'idée d'une liste de renouvellement d'attrait, encore était-il fallu qu'elle puisse se constituer plus vite. « C'est un peu tardif. Les choses sont empaquetées maintenant. Elle n'a guère de chance de voir le jour. Il y a trois mois, je ne

Brève séance

La première séance de la session parlementaire de printemps, lundi 3 avril à l'Assemblée, n'aura duré qu'une dizaine de minutes. Le temps pour son président, M. Laurent Fabius, d'annoncer la nouvelle composition du bureau de l'Assemblée, — marquée par un seul changement : l'entrée de M. Pascal Clément (UDF-PR, Loire) en remplacement de M. André Rossinot (UDF-rad., Meurthe-et-Moselle) (1) — et de souhaiter la bienvenue à deux nouveaux élus, MM. François Aenss (PC, Seine-Saint-Denis) et Bernard Tapie (Rouches-du-Rhône), qui a annoncé sa décision de siéger parmi les non-inscrits. « Je ne suis pas inscrit parce que je n'ai jamais été socialiste en tant que député », explique M. Tapie, président tournois qui se « sensibilise » à être nettement marquée pour la gauche.

L'étu de Marseille, souriant et hâlé, est venu rejoindre modestement le banc le plus haut de l'hémicycle, à la fois sans conteste la vedette aux dirigeants politiques — dont MM. Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et Pierre Mauroy — et aux ministres, venus en grand nombre assister à ce premier jour de rentrée. Après cette séance de pure forme, les députés devaient commencer, mardi, l'examen du projet de loi sur l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie.

(1) Le bureau de l'Assemblée est constitué de six vice-présidents : MM. André Billardon (PS), Claude Labbé (RPR), Pascal Clément (UDF), Loïc Bouvard (UDC), Michel Coffinier (PS) et Georges Hage (PC) ; de trois questeurs : MM. Philippe Babinet (PS), Michel Guitier (PS) et Gilbert Bonnemaison (PS) ; et de deux secrétaires.

du capitaine : « J'ai quarante-huit ans. Je suis le plus vieux des jeunes et le plus jeune des vieux ». A deux pas, son « jeune », M. André Billardon (PS), trouvait curieux le fait que la plupart des jeunes turcs engagés dans l'opération de renouvellement devaient démissionner de leur mandat une fois élus pour cause de cumul : « C'est de la jûnerie ! »

dis pas... », ajoutait avec une pointe d'amertume ce bariste, qui se qualifiait d'« arché-jeune » pour entrer définitivement le débat sur jeunesse et archaïsme. Une seule fleur à l'horizon pour lui : si M. François Léonard se lançait dans la bataille des centristes et des renouvelateurs du RPR, la partie serait peut-être gagnable. Mais l'opération semble

tenir du mirage à plus d'un renouvelateur.

Salle des Quatre Colonnes, M. Jean-Claude Gaudin semblait s'amuser en voyant M. Giscard d'Estaing presser le pas pour échapper à la meute des journalistes. « Il faut aller la jeunesse à l'expérience », disait, sans se mouvoir, le président du groupe UDF.

Quant à M. Dominique Baudis (appartenu UDC), avant de faire un saut à TF1 pour une réunion amicale rassemblant tous les présentateurs de cette chaîne depuis sa création, il estimait que « les clivages au sein de l'opposition ne recoupent plus les différences de sensibilités ».

« Ces clivages résultent de vieilles structures qui datent de trente ans ou plus. Il faut créer une grande confédération de l'opposition au sein de laquelle s'organiseront des courants. Il faudrait par exemple que les conservateurs et les libéraux de chacune des formations de l'opposition se retrouvent dans un même courant qui corresponde à leur véritable sensibilité. Le PS a des courants et une règle du jeu pour les faire vivre, alors qu'au sein de l'opposition c'est la loi de la jungle ».

« A gauche, le spectacle des déchirements de l'opposition attise plus l'ironie que la compassion : « Je crois qu'il faut avoir des formations dans un lieu précis pour poser le problème dans de tels termes », s'indignait M. Pierre Mauroy.

« A côté de cela nos problèmes de courants, c'est de la rouille de succession », soulignait M. Dominique Strauss-Kahn (PS), tandis que M. Guy Carcassonne, conseiller du premier ministre pour les relations avec le parlement, expliquait qu'on ne pouvait pas parler de la génération des « jeunes turcs » de l'opposition par référence aux « jeunes turcs du Parti radical qui s'étaient illustrés dans les années 30 : « A l'époque, des hommes comme Zay, Mendès France ou Cot s'entendaient entre eux et avaient une ambition collective ».

Quant à M. François Hollande, trente-quatre ans, et M. Frédéric Breville, trente-deux ans, ils estiment que le problème n'est bien sûr pas un problème d'âge : « Ce qui importe ce n'est pas l'âge du capitaine mais sa valeur », explique le premier, tandis que la seconde, ancienne du cabinet de M. Emmanuel Mitterrand, dévoile le secret du président de la République : « Il aime s'entourer de gens jeunes et il est lui-même jeune d'esprit. Et il y a également beaucoup de femmes à l'Elysée ».

PIERRE SERVANT.

M. Barnier remplace M. Séguin à la vice-présidence du groupe RPR

Le bureau du groupe parlementaire RPR a été renouvelé lundi 3 avril avec l'élection de trois nouveaux membres, MM. Robert Pandraud (Seine-Saint-Denis), Jean-Yves Charnaud (Vienne) et Yves Gaulle (Deux-Sèvres). Ils remplacent MM. Alain Peyrefitte (Seine-et-Marne), qui a été battu et MM. Philippe Séguin (Vosges) et Frank Borotra (Yvelines) qui ne se représenteront pas.

M. Michel Barnier, député de Savoie, déjà membre du bureau à cet élu premier vice-président du groupe que préside M. Bernard Pons. Deux autres vice-présidents ont été élus pour la première fois, MM. Michel Giraud (Val-de-Marne) et Jean-Pierre Delalande (Val-d'Oise) alors qu'ont été réélus vice-présidents MM. Robert-André Vivien (Val-de-Marne) et Jacques Godfrain (Aveyron). M. Etienne Pinte (Yvelines) proche de M. Séguin a été battu comme membre du bureau.

Les neuf autres membres du bureau sont : MM. Jacques Toubon (Paris), Patrick Ollier (Hautes-Alpes), Dominique Perben (Saône-et-Loire), Robert Galley (Aube), M. Michèle Alliot-Marie (Pyrenées-Atlantiques), MM. Eric Raoult (Seine-Saint-Denis), Pierre Mazzeau (Savoie), Jean-François Manoloff (Oise), François Fillon (Sarthe).

Enfin, les trois secrétaires RPR au bureau de l'Assemblée ont été renouvelés : M. Arnaud Lepereq (Clermont), M. Christine Papon (Val-de-Marne) et M. Pierre Mangier (Vendée).

M. Michel Barnier succède ainsi à M. Séguin qui sans être candidat avait été élu par acclamations premier vice-président du bureau du groupe en juin dernier. Le député de Savoie qui a été choisi la semaine dernière par MM. Chirac et Juppé comme membre du comité d'orientation politique du

RPR se situe dans la mouvance dite des « renouvelateurs ». Il souhaite que la liste européenne comprenne des hommes « neufs », et que « le RPR évolue afin de constituer le groupe centre » et « ne centriste autour duquel l'opposition pourra s'organiser, car il n'existe plus entre les composantes de celle-ci de divergences importantes sur les problèmes de fond ».

M. Juppé : c'est débile !

M. Barnier compte développer ses conceptions au cours de la première réunion du comité d'orientation politique, convoquée par M. Chirac mercredi, où siègeront aussi les nouveaux membres que sont MM. Michel Noir, Alain Devaquet, François Fillon et Nicolas Sarkozy. Ce dernier ne serait cependant « pas gâté » par une liste conduite par MM. Giscard d'Estaing et Chirac « surtout si derrière il n'y a que des jeunes ».

Au cours de cette réunion M. Alain Juppé comptait rappeler les trois conditions pour réaliser une liste d'union de l'opposition qui soit également renouée : « Que cette liste soit vraiment pour l'Europe c'est-à-dire que ses candidats s'engagent à siéger au Parlement de Strasbourg (...). Que cette liste n'apparaisse pas comme une opération anti-partis. (...) Il faut enfin cesser de présenter cette liste comme une opération des jeunes contre les vieux. C'est débile. Il faut un renouvellement mais il faut aussi des gens d'expérience ». Et M. Juppé estime que si ces conditions sont remplies, une liste d'union de toute l'opposition peut recueillir « plus de 40 % des voix ».

ANDRÉ PASSERON.

Responsable du mouvement barriste CLES

M. René Ricol rejoint l'Association des démocrates

En annonçant lundi 3 avril la démission de son poste de député général de la Convention libérale européenne et sociale CLES (bariste), M. René Ricol porte un coup très rude à M. Raymond Barre.

Bien qu'encore peu connu du grand public, M. Ricol symbolisait tout à la fois la jeunesse, le dynamisme, l'ouverture et était le parfait représentant de ces socio-professionnels entrepreneurs pour qui le barisme était synonyme de concret et d'efficacité et qui constituaient jusqu'à présent le noyau dur du réseau. M. Ricol n'était pas seulement un lieutenant de M. Barre. Il était l'un de ses plus actifs fantasmes, constamment sur le terrain depuis l'échec à l'élection présidentielle de l'année dernière, pour tenter de lever une nouvelle armée barriste.

M. Ricol rend donc les armes pour rallier « ses amis », MM. Michel Durafour et Jean-Pierre Soisson à l'Association des démocrates, qui affichent leurs projets de remodelage au centre gauche. On dit aussi que ce transfert serait assorti d'une promesse de signer en bonne place sur la liste européenne des socialistes. M. Ricol n'a jamais caché ses amitiés à gauche, « ses bons contacts » avec l'Elysée. Ce n'est, raconte-t-il, qu'à la demande expresse de M. Barre qu'il avait renoncé à appeler au soutien de M. Mitterrand au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle.

Ce qui frappe, c'est que dix mois plus tard M. Barre n'a pas réussi cette fois à remonter auprès de lui cet homme qui lui avait toujours été d'un dévouement exemplaire. Et l'on peut se demander si ce départ de

M. Ricol, qui entraîne avec lui celui de député général adjoint de la CLES, M. Pierre-Henri Pico, ne va pas donner le signal de la désertion vers la gauche. M. Barre a perdu sur sa droite tous ceux qui n'ont pas compris ses prises de distance par rapport à l'opposition. Il est menacé maintenant d'être abandonné par tous ceux qui ne comprennent pas son refus de faire le pas définitif vers la majorité présidentielle. Etrange phénomène prouvant qu'à ce train la barrière risque de terminer rogné par les deux bouts.

M. Ricol s'en va d'après par le complotement de M. Barre qui lui semble de plus en plus vouloir se retirer sur son Olympe. Il peut le comprendre. « Les municipales de Lyon ont été un véritable coup pour lui, note-t-il, plus dur sans doute que son échec à l'élection présidentielle ».

Mais comment se faire l'idée de soutenir quelqu'un qui est « ailleurs » ? M. Ricol s'en va parce qu'il ne croit plus à la recomposition au centre. « M. Mithalbert s'est radicalisé à droite », la CLES, qui avait vocation selon lui à se transformer en véritable parti barriste, va rester « un laboratoire d'idées » livré désormais aux seules mains de M. Gilbert Beaux, surnommé par les baristes « môme » parce que sans doute plus portée à la résistance qu'à l'ouverture. Le barisme va-t-il se résumer maintenant à la chronique d'une mort annoncée ? M. Ricol veut lui se consoler comme il peut : « Au fond ce que je fais doit bien faire rire Raymond Barre. Cela correspond très bien à ce qu'il pense. »

DANIEL CARTON

Dans le seizième arrondissement

M. Mesmin accuse à la fois le RPR et l'UDF de lui avoir fait perdre la mairie

M. Georges Mesmin, député UDF-CDS, n'est pas du tout heureux d'avoir perdu son fauteuil de maire du seizième arrondissement de Paris au profit de M. Taubtinger, UDF-PR. Et il le dit bien fort. Au cours d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale, lundi 3 avril, il a même accusé M. Chirac et le RPR d'avoir rompu le contrat en faisant voter leurs conseillers pour un candidat dissident de l'UDF, en l'occurrence M. Gantier, député UDF-PR. Il assure même que « dès le début, le RPR était d'accord pour le complot ». Et il décrit ainsi cette machination dirigée contre lui : « Une conspiration avec deux marionnettes [MM. Gantier et Taubtinger] dont les ficelles étaient tirées par MM. Dominati et Tibéri » (les responsables de l'UDF et du RPR à Paris). Selon ce schéma, « Taubtinger, très déçu de n'avoir pas été choisi comme maire en 1983, a prémédité son coup de façon masquée et habile. Quant à Gantier, il a joué la comédie pour les deux premiers tours en étant le complice, l'acolyte de Taubtinger. Enfin le CDS de Paris m'a abandonné parce que tous ses élus avaient obtenu des fromages de

Chirac et étaient devenus des « bêtout-out ». M. Dominati répond simplement à ces accusations que « voyant que les choses partaient à vau-l'eau », il a prêté qu'une majorité confortable se dégageait sur « une candidate d'union » et il a admis qu'ensuite dans le seizième « un problème de personnes interférait l'UDF ».

M. Jean Tibéri assure, au contraire, que lorsque sont apparues des divisions au sein de l'UDF du seizième arrondissement, les conseillers RPR ont été « invités à ne pas s'en mêler » et à laisser les deux concurrents se départager. C'est seulement lorsque M. Dominati a désigné M. Taubtinger comme candidat officiel de l'UDF que le RPR a reçu l'instruction de voter pour lui. Il n'en demeure pas moins que l'échec du maire sortant a été vécu de dépit au RPR où l'on se souvient que les relations de M. Mesmin avec M. Chirac ont souvent été difficiles. Il en va de même à l'UDF où les rapports étaient particulièrement tendus et depuis longtemps : entre M. Gantier qui, lui aussi, aurait souhaité être maire dès 1983, et M. Mesmin.

A. P.

composé de cent cinquante mille particuliers et cinq mille entreprises.

Né en octobre 1941 à Toulouse (Haute-Garonne), Daniel Nafatis est licencié en droit, ancien élève de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr (1960-1963) et ancien élève de l'ENA (promotion Rabatel, 1973). Directeur de cabinet du préfet à la région Corse (1973-1975), du gouverneur de la Polynésie française (1977), il est conseiller technique au cabinet de M. Paul Délécloux, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM (1978-1980), puis chargé de mission au cabinet du premier ministre, M. Raymond Barre. En 1982, il entre à la mairie de Paris et l'année suivante, est nommé à la tête du cabinet de M. Camille Cabanis, alors secrétaire général de la Ville de Paris. Il sera directeur adjoint du cabinet du maire de Paris, M. Jacques Chirac, de 1984 à 1986, date à laquelle il devient directeur de cabinet jusqu'en février 1989.

PROPOS ET DEBATS

M. Millon

Prendre le relais

L'initiative de la liste « jeunes », M. Charles Millon, a constaté, le mardi 4 avril à RTL, que la réponse à son idée avait « été relativement extraordinaire aussi bien dans le monde politique que dans l'opinion publique, alors de l'idéal, on va passer aux actes ». Il a ajouté : « Ce n'est pas un problème de jeunes et de vieux, c'est un problème de génération d'idées (...). En politique, il y a des moments où on passe le relais. Je crois que le moment est venu pour que les hommes de grand talent, comme Giscard ou Chirac, passent le relais dans un certain nombre de domaines (...). On voit le renouvellement de la vie politique française, alors qui symbolise le renouvellement ? Je ne crois pas que ce soit ni Valéry Giscard d'Estaing ni Jacques Chirac. Ils étaient déjà là comme têtes d'affiche en 1974, et on est en 1989. » M. Millon a expliqué que pour créer « une grande formation d'alternance » il fallait « d'abord un bouillonnement d'idées, puis un bouillonnement d'initiatives, et puis, enfin, un grand congrès, une grande convention où l'on puisse tous se retrouver ».

M. Stoléru

Soutien à M. Fabius

Invité de France-Inter, le lundi 3 avril, M. Lionel Stoléru a indiqué qu'il n'était pas question « pour l'instant » qu'il figure sur une liste centriste conduite par M. Simone Veil, précisant qu'il « soutiendrait, bien évidemment, celle de M. Laurent Fabius ». Le secrétaire d'Etat au Plan a ajouté : « Actuellement, nous avons une frontière qui paraît assez stabilisée entre la majorité et l'opposition (...). On aurait pu avoir un schéma différent avec une liste Simone Veil qui aurait pu être transcurants, totalement européenne,

sans se référer ni à la droite ni à la gauche (...). Les choses n'ont pas évolué comme cela. »

M. Queyranne

« Les jeunes-vieux »

Au cours de son point de presse, du lundi 3 avril, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a ironisé sur « la tentative d'OPA faite sur les appareils de l'UDF et du RPR par de jeunes raiders qui sont surtout de jeunes-vieux ». Il a ajouté : « Leurs idées sont aussi archaïques que les anciennes conceptions du RPR en ce qui concerne l'Europe (...). Ils sont en train de répéter les vieux habits neufs de la droite (...). Mais pendant ce temps, on ne parle pas de propositions sur l'Europe ».

M. Lamassoure

Tous renouvelateurs

Le porte-parole de l'UDF, M. Alain Lamassoure, a déclaré, le lundi 3 avril au micro de RTL : « Nous sommes tous des quadragénaires renouvelateurs, et j'en suis un comme les autres. » Il a ajouté que les candidats de l'opposition, qui seront élus à Strasbourg, devront abandonner les mandats « qu'ils ont en trop », et siéger effectivement à l'Assemblée européenne.

M. Galland

Faux débats

Le président du Parti radical, M. Yves Galland, dans un communiqué publié le 3 avril, estime que les discussions actuelles au sein de l'opposition sont de « faux débats ». Il suggère de choisir « les meilleurs candidats, en particulier ceux de la nouvelle génération », mais en plaçant « ceux qui se seront engagés à siéger à Strasbourg en tête de liste et en position éligible, et ceux qui, touchés par le cumul des mandats, n'auront pas fait ce choix en fin de liste ».

ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 66
avril

EN KIOSQUE

POLLUTION
A quand les
17 F produits propres ?

CH 11/10/150

RELIGIONS

En visite à Prague

Le cardinal Lustiger défend la liberté religieuse des catholiques de Tchécoslovaquie

Pour la première fois, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a pu rendre une visite de quarante-huit heures, le samedi 1^{er} et dimanche 2 avril, au cardinal František Tomasek, archevêque de Prague. Ils ont célébré la messe, dimanche, à la cathédrale Saint-Guy, où Mgr Lustiger a également pu s'entretenir avec des prêtres, des séminaristes et des laïcs.

Plus d'un demi-siècle a séparé les deux dernières visites d'un archevêque de Paris en Tchécoslovaquie. Celle du cardinal Verdier remontait à 1935. « L'Europe est morte à Prague », dit le cardinal Lustiger, évoquant les événements de 1938. Il a décliné les applaudissements de l'assistance à la cathédrale Saint-Guy lorsqu'il s'est écrié : « Vous n'êtes pas oubliés ; nous reprenons le chemin commun. (...) Le cœur de l'Europe, qui est un cœur chrétien, bat à Prague ! »

L'oubli, telle est la principale hantise de la population croyante de ce pays. D'une visite trop furtive, l'archevêque de Paris retient surtout, en effet, le sentiment de solitude des fidèles, dont les tracasseries quotidiennes pour vivre leur foi ressemblent à un chemin de croix, largement ignoré du reste de l'Europe. Les violations de la liberté religieuse font de la Tchécoslovaquie l'un des régimes athées les plus durs de l'Est.

Dix sièges épiscopaux sur treize ne sont pas pourvus depuis trente ans. L'effectif du clergé est ébranlé par le *numerus clausus* imposé à l'entrée des deux seuls séminaires du pays. Aucune activité de culte, de réunion, de catéchisme n'est autorisée en dehors des églises. Les ordres religieux sont interdits, sauf quelques rares congrégations féminines, chargées de veiller sur des vieillards et des handicapés. « Pour les Tchèques, la Pologne c'est le paradis », dit Mgr Lustiger, qui estime à plusieurs centaines le nombre de prêtres ordonnés et exerçant leur ministère de façon clandestine.

Il a pu rencontrer des opposants de la Charte 77, qui font cause commune avec les croyants pour tenter de lever cette litane d'interdits religieux. Tous réclament la séparation des Eglises et de l'Etat pour pouvoir vivre en parfaite autonomie. Cette revendication grandit dans un pays où la pétition pour la liberté reli-

gieuse, lancée il y a un an par l'Eglise catholique et son chef, le cardinal Tomasek, a recueilli plus d'un demi-million de signatures.

Le « réveil » d'une Eglise, que quarante ans de propagande athée n'ont pas réussi à démanteler, toucherait notamment les populations jeunes et urbaines, si l'on en croit l'archevêque de Paris, à la différence des campagnes, de plus en plus déchristianisées, encadrées par un clergé vieillissant et solitaire. Il a commencé en 1985, quand la commémoration du 1100^e anniversaire de la mort de Saint-Méthode à Velhrad, en Slovaquie, a tourné en manifestation, en présence du cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat au Vatican. Aucun autre évêque occidental n'avait alors été autorisé à entrer dans le pays.

Le « crédit moral » de l'Eglise

« L'Eglise de Tchécoslovaquie n'est pas, comme en Pologne, porte-parole de l'identité nationale », estime Mgr Lustiger, mais elle dispose d'un « étonnant crédit moral ». Elle le doit surtout au vieux cardinal Tomasek que, malgré ses quatre-vingt-neuf ans, le pape maintient en fonction. Il est entouré de deux évêques auxiliaires, également âgés. La personnalité en pointe de l'épiscopat est Mgr Jan Sokol, évêque de Trnava (Slovaquie), cinquante-cinq ans, dont la nomination, il y a neuf mois, avait été précédée d'une négociation longue et ardue entre le Vatican et le gouvernement de Prague. L'archevêque de Paris a pu le rencontrer, ainsi que deux autres évêques, empêchés quant à eux d'exercer leurs fonctions. Mgr Matonsek et Mgr Ochenacek. Tous les autres diocèses sont dirigés par des administrateurs provisoires choisis par la papauté. Le pape refuse toute nomination à l'épiscopat de prêtres issus de l'opposition, association proche du Parti communiste et contrôlée par l'Etat, qui, selon l'archevêque de Paris, ne toucherait plus que 10 % des membres du clergé.

« Courageux, mais sans illusions », a dit le cardinal Lustiger des chrétiens tchécoslovaques, qui ne redoutent rien de plus que l'« enfermement culturel » de la jeune génération et l'ignorance du reste du monde.

HENRI TINCO.

MÉDECINE

Un rapport de la DDASS et saisis au procureur

L'administration de la santé demande la fermeture du centre d'instinctothérapie

La direction générale de la santé après avoir pris connaissance d'un rapport concernant le centre d'instinctothérapie de Montramé en Seine-et-Marne, a saisi la justice pour obtenir la fermeture de l'établissement. On reproche au centre qui propose pour tout traitement des aliments crus, d'exercer illégalement la médecine et de faire de la publicité irrégulière pour des méthodes thérapeutiques.

Lorsque les « instincts » ont débarrasé le château de Montramé, en 1984, le village de Soisy-Bouy (Seine-et-Marne) a été sous le choc. Le maître des lieux, un physicien de quarante-neuf ans aux allures de prophète, prêchait avec ferveur le retour à « l'alimentation originelle ». Point de produits laitiers, d'assaisonnement, et surtout de cuisson. Les pensionnaires de Guy-Claude Burger devaient en outre fruits et légumes crus autour des grandes tables de bois du château. De deux dingues, disait-on alors. Des âmes saines ou folles pour renouer d'eux-mêmes avec les délices de la cuisine.

La direction départementale de l'action sanitaire et sociale de Seine-et-Marne (DDASS) prêtait malgré tout l'oreille. Les « enseignements en instinctothérapie » de Montramé ne paraissent pas encore - au moins publiquement - de soins, voire de miracles, mais leurs discours étaient suffisamment insensés pour inquiéter la DDASS. Di les disciples de Guy-Claude Burger s'étaient contentés de manger crus en famille, personne n'y aurait trouvé à redire, mais au fil des mois, les « instincts » sont allés plus loin, beaucoup plus loin, en prétendant tout guérir. Du cancer aux myopathies. De la sclérose en plaques aux polyarthrites, sans oublier aujourd'hui, le Sida. Et tout cela grâce à la seule magie des aliments crus. Sans médicaments. Sans suivi médical. Le centre, qui n'est pas un établissement de soin et qui n'est ni reconnu, ni agréé par la Sécurité sociale, ne possède aucun médecin à demeure. Aucun équipement médical, aucun instrument d'analyse, aucun laboratoire non plus. Tout juste un potager.

Il faudra pourtant plusieurs années pour que l'administration s'en inquiète. Car les secrets de Montramé sont bien gardés : rares sont les fidèles qui se tournent vers la justice, l'administration, ou la médecine, dont Guy-Claude Burger dit pis que pendre en privé. Le fondateur de l'instinctothérapie est, de plus, habile : il se garde bien lorsqu'il est en public, de parler de soins ou de recommander aux malades de Montramé d'abandonner leur traitement médical du jour au lendemain. Guy-Claude Burger reste prudent. Officiellement, le château de Montramé demeure un centre d'accueil et d'information sur l'instinctothérapie. Soit un établissement « de type hôtel-restaurant ». Rien de plus.

Le vaisseau commence à tanguer au printemps 1987. Au mois de mars la brigade de gendarmerie de Provins ramène au château une jeune femme désorientée qu'ils ont découverte errant dans la région. Et découvre alors la curieuse atmosphère qui règne à Montramé. Un procès-verbal est transmis au parquet du tribunal de grande instance de Melun, qui en envoie copie à la DDASS du département, le 19 mars.

Les médecins de l'hôpital Léon-Binet de Provins, eux aussi, s'inquiètent. Ils recueillent de plus en plus souvent de grands malades épuisés par leur séjour chez Guy-Claude Burger. « A intervalles réguliers depuis 1984, certains malades de ce centre sont hospitalisés dans différents services médicaux ou chirurgicaux de l'hôpital », écrivent-ils le 11 mars 1987. Certains d'entre eux sont hospitalisés en urgence, agonisant ou dans un état d'extrême faiblesse physique. Des décès ont été observés dans certains services quelques heures ou quelques jours après leur admission. A de nombreuses reprises, les responsables du centre, non médecins ou se prétendant tels, sont intervenus de façon intempestive dans le suivi des soins et de l'alimentation des patients hospitalisés, exigeant de l'équipe soignante la fourniture d'aliments crus (viande, fruits etc.) aliments qu'ils apportent d'ailleurs souvent clandestinement aux malades hospitalisés. Le 11 mai suivant, leurs dires se trouvent confirmés : la famille d'une femme décédée à Provins après un séjour à Montramé porte plainte pour homicide volontaire et non assistance à personne en danger.

L'Ordre des médecins alerté

Cette année-là, un premier prétexte permet de fermer le centre : des manquements aux règlements de sécurité. Le château ferme ses portes le temps de faire les travaux - fort coûteux - exigés par l'administration. Et s'ouvre à nouveau aux instants quelques mois plus tard.

Dans leur missive du 11 mars les médecins de l'hôpital Léon Binet de Provins demandaient « aux autorités

responsables » une « enquête approfondie sur les conditions de fonctionnement de cet établissement ».

Tout comme la DDASS qui souhaite qu'une inspection générale ait lieu, plusieurs rapports sont rédigés et transmis au ministère de la santé. Les conclusions d'une inspection, réalisée le 19 novembre 1987, au château de Montramé, sont sans ambiguïté : « Si, pour M. Burger, il s'agit d'un véritablement d'une simple méthode de mise en forme et dont il aurait conscience des limites, il se devrait de refuser d'accueillir des personnes présentant une pathologie lourde ou au moins exiger un certificat médical autorisant le séjour dans ce centre », écrit le rapporteur, qui ajoute que les comptes rendus d'hospitalisation prouvent que les patients ont souvent arrêté tout traitement. « Il me paraît regrettable qu'une action en justice n'ait pas été entamée en 1985, à la suite de certaines hospitalisations », poursuit-il. De même, le rapporteur ne retrouve dans le dossier aucune trace des appels et constatations du docteur Fenot (ce médecin de Goux, le plus proche du centre), qui, n'ayant pas le temps d'écrire, a appelé relativement souvent le conseil de l'Ordre des médecins. Et de demander également une étude « approfondie » du budget de cette association « qui ferait appel quasiment exclusivement à des bénévoles ». L'administration fiscale doit, elle aussi, se pencher sur le mode de fonctionnement et de rémunération de ces bénévoles, et tout au moins des permanents », conclut le rapporteur.

Plaintes, enquêtes, lettres au procureur de la République. Au tribunal de Melun le dossier concernant Montramé s'épaissit. En juillet 1988, la DDASS s'inquiète à nouveau : Guy-Claude Burger souhaite accueillir une colonie de vacances durant l'été. Le 22 août, la DDASS signale un premier cas de sida évolué au château. Une information judiciaire contre X... est ouverte à la fin du mois d'août pour « exercice illégal de la médecine et publicité irrégulière pour méthodes thérapeutiques ».

Il aura donc fallu plus de quatre ans pour inquiéter sérieusement Guy-Claude Burger. Quatre ans pendant lesquelles la direction générale de la

santé estime avoir fait son devoir. « La DDASS de Seine-et-Marne a saisi une première fois le procureur de Melun en novembre 1987 et a recommencé en juillet 1988 », y explique-t-on. Les échanges de courrier ont, semble-t-il, été fort nombreux. Les décisions, elles, ont visiblement demandé plus de temps.

Guy-Claude Burger a maintenant affaire à la justice. Et ce n'est pas la première fois. Le 29 septembre 1978, le tribunal correctionnel de Cossonay, dans le canton de Vaud, en Suisse, condamne le fondateur de l'instinctothérapie à quatre ans de réclusion pour « attentat à la pudeur sur des enfants et débauche contre nature ». Sa femme, Nicole Burger, était, elle, condamnée à quatre mois d'emprisonnement avec sursis pendant deux ans pour complicité.

Guy-Claude Burger passera vingt mois en détention préventive à la prison de Bois-Mermet, avant de purger sa peine dans son pays, en Suisse. Lors du procès, il parlera d'« amour », de « communication », d'« énergie », de « structuration métaphysique ». Il se dira alors persuadé d'avoir redécouvert « les lois de la sexualité infantiles ».

Rien de tel ne semble s'être passé au château de Montramé, mais les discours actuels de Guy-Claude Burger sur l'« instinct » réveillent de curieux souvenirs. Celle d'une trouble « philosophie » exposée devant le tribunal de Cossonay un beau jour de 1978. Guy-Claude Burger parlait alors du « développement harmonieux » des individus débarrassés des entraves sociales, et énonçait alors l'un des principes clés de son univers : l'obéissance aux lois de la nature. Il justifiait ainsi ses penchants pour les jeunes enfants. Il invoque aujourd'hui ce même principe pour expliquer ses choix en faveur de l'alimentation « originelle ». La fascination pour l'état « de nature » conduit parfois à d'étranges errements. Hier, les victimes de Guy-Claude Burger étaient de jeunes enfants. Aujourd'hui, il s'agit de grands malades fous d'espoir à l'idée de guérir soudainement grâce à la seule vertu des aliments crus.

ANNE CHEMIN.

Catholiques, orthodoxes et protestants français préparent le rassemblement œcuménique de Bâle

Près de deux cents responsables de l'œcuménisme en France (80 catholiques, dont 7 évêques, une centaine de luthériens et de réformés, 8 orthodoxes et 3 anglicans) se sont réunis, du 28 mars au 3 avril à Chantilly (Oise), pour faire le point du dialogue entre les confessions chrétiennes, altéré en France par des prises de position divergentes entre les Eglises chrétiennes, notamment sur les questions de société. L'objectif était de vérifier et de clarifier les fondements de leur « confession de foi commune » pour « surmonter les difficultés œcuméniques conjoncturelles ».

« Il n'est pas vrai de dire que le dialogue œcuménique pétième, voire recule, ont déclaré le pasteur Michel Freychet et le Père Damien Sicaud, responsables nationaux, protestant et catholique. Les relations vont en s'approfondissant. Nous avons atteint des étapes irréversibles au plan de l'annonce de l'Evangile, seul moyen de dépasser les discussions interminables sur l'avenir de nos Eglises ».

Cette réunion de Chantilly préparait aussi le rassemblement sans précédent qui, sur le thème « Paix et justice », aura lieu à Bâle du 15 au 21 mai prochain, réunissant 700 délégués catholiques, protestants, orthodoxes et anglicans de toute l'Europe. C'est la première fois que le Conseil des Eglises chrétiennes d'Europe (protestantes, orthodoxes et anglicanes) et le Conseil des Conférences épiscopales d'Europe (26 Eglises représentées) appellent à une manifestation commune. Une importante délégation du Vatican sera présente. La délégation française comprendra 38 catholiques (dont trois évêques, Mgr Villet, Mgr Brand et Mgr Daloz), 12 protestants et 3 orthodoxes.

ENVIRONNEMENT

La marée noire en Alaska

Exxon présente ses excuses

Le pompage du pétrole resté dans les soutes de l'Exxon-Valdez s'est achevé, lundi 3 avril, avec l'aide d'un troisième tanker, l'Exxon-Baytown, venant en renfort des deux premiers, l'Exxon-San-Francisco et l'Exxon-Baton-Rouge. Si le temps le permet, une tentative de renflouement sera conduite, mercredi 5 avril, à la faveur de la marée haute. La nappe de brui qui s'est échappée des soutes, évaluée à 42 000 tonnes, a tué des milliers d'oiseaux, des loutres de mer et détruit des frayères à poissons vitales pour les pêcheurs de l'Alaska.

La société Exxon a fait publier une pleine page d'excuses dans plusieurs quotidiens nationaux américains. Le président d'Exxon, M. Lawrence Rawl, y dit notamment : « Je tiens à vous dire combien je suis navré par cet accident. (...) Depuis le 24 mars, l'accident est suivi de très près et je veille personnellement à ce suivi ».

Devant certaines menaces de boycottage lancées en France, la société Esso a publié un communiqué où elle rappelle que la compagnie

Exxon « a clairement souligné son intention de répondre entièrement à toutes les conséquences de la pollution, qu'elles soient à court ou à long terme ».

Les autorités américaines ont annoncé que les livraisons de pétrole au terminal de Valdez allaient retrouver leur rythme normal à partir du mardi 4 avril. - (AFP, AP.)

● Manifestation en Hongrie contre le barrage de Nagymaros. - Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées, le lundi 3 avril, sur le site du barrage en construction de Nagymaros, sur le Danube, a rapporté l'agence de presse hongroise MTI. Les manifestants, qui considèrent le barrage comme une « catastrophe écologique », ont demandé la démission du ministre de la protection de l'environnement et des eaux, M. László Maróthy. Les travaux du futur complexe hydroélectrique, entreprise par la Hongrie et la Tchécoslovaquie, sont en partie financés par l'Autriche, qui recevra en échange du courant électrique. - (AFP.)

MERCREDI (numéro daté JEUDI)

LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER

Le Monde



LA TOUR EIFFEL A 100 ANS

Hommage de la Monnaie de Paris.

UNE NOUVELLE PIÈCE DE COLLECTION EN OR OU EN ARGENT.

5 F TOUR EIFFEL

Une pièce de collection en Or ou en Argent, vient d'être émise le 23 mars 1989 par la Monnaie de Paris, pour célébrer les 100 ans de la TOUR EIFFEL.

Devenez le possesseur privilégié de la pièce 5 F TOUR EIFFEL.

Offrez-la, c'est un objet d'art, au tirage limité, le plus élégant souvenir de Paris. C'est aussi une valeur sûre. Ce sera un cadeau toujours apprécié.

Pièces disponibles :
 • Galerie de vente
 2, rue Guénégaud, 75006 PARIS
 • Etablissement monétaire de Pesage
 Vole Royale, 93884 PESSAC Cedex

Vente par correspondance :
 LA MONNAIE DE PARIS
 11, quai de Conti, 75270 PARIS CEDEX 06
 Tel. (1) 40 46 56 39
 (1) 40 46 56 38

Monnaie de Paris
 Créatrice de Trésors

Je désire recevoir gratuitement votre dépliant sur la pièce 5 F TOUR EIFFEL en Or ou en Argent (écrire en capitales).

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

LA MONNAIE DE PARIS 11, quai de Conti, 75270 Paris Cedex 06. L.M.

Culture

ARTS

Le Monde • Mercredi 5 avril 1989 11

La photographe Germaine Krull à Chalon-sur-Saône

La dame de métal.

Derrière une œuvre rare et méconnue, le portrait d'une femme multiple qui mena une vie pour le moins mouvementée.

Avec Laure Albin Guillet, Gisèle Freund et Florence Henri qui fut son professeur, Germaine Krull est une des représentantes les plus typiques de la photographie de son époque.

Proche des avant-gardes des années 30, elle participe de la « nouvelle vision » qu'elle contribue à imposer en France. « Germaine, vous et moi sommes les plus grands photographes de notre temps, moi dans le genre printif, vous dans le moderne », lui écrivait Man Ray, se penchant ironiquement le Douanier Rousseau.

Née en Pologne en 1897 de parents allemands, elle étudie la photo de 1916 à 1918. Et commence son activité professionnelle en 1919 comme portraitiste en studio à Munich où elle épouse un anarchiste ukrainien. Captivée par l'architecture et l'industrie, elle photographie en 1924 le pont modèle de Rotterdam auquel Joris Ivens consacre un film. Quittant la Hollande où elle se sent à l'étroit, elle arrive à Paris en 1926.

Elle y réalise l'essentiel de sa carrière. Sa production est prolifique. Elle découvre les petits métiers, le marché aux fleurs, les coulisses du théâtre. En même temps que Brassai, elle s'intéresse à la prostitution et à l'homosexualité.

Elle-même se dévoue toute spécialement. « J'aime la photographie sous ses aspects », déclare-t-elle. Cette femme caméléon curieuse et décidée vit à cent à l'heure. En 1927, elle obtient le citoyenneté française en épousant Joris Ivens.



Autoportrait avec Icarette, 1925

Dans son studio du 95, boulevard Saint-Michel défille le Tout-Paris. Elle est l'amie d'Eisenstein, de Walter Benjamin, de Paul Poiret, des Delaunay.

« Faire des nus, pourquoi pas ? »

En bonne fille d'ingénieur, elle croit en l'objectivité de l'objectif qui est « un œil mieux fait que l'œil ». Son idéal de rigueur et de netteté la mène à vanter la beauté des formes élémentaires (rails, moteurs, chemi-

nées). Monstre d'acier, la tour Eiffel, apparaît à contre-jour, telle une araignée géante. Grues en action, turbines, ou le pont Transbordeur de Marseille sont cadrés sous des angles inédits. L'organisation de la lumière, la dynamique de la composition confinent presque à l'abstraction. Cet hymne au modernisme trouve son aboutissement dans son album *Métal* qui paraît en 1929.

Ironiquement surnommée par ses détracteurs « la Walkyrie de fer », Germaine Krull ne se contente pas de célébrer le progrès technique.

Opposée aux trucages, elle prend aussi des vues conventionnelles de la Concorde et des toits de Paris. Ses portraits de villes alternent avec ceux de Louis Jouvet, Picabia ou Cocteau. Dans *Défective*, elle publie des photos sur l'affaire Violette Nozière. Et éditée à compte d'auteur ses études de nus. « Faire des nus, pourquoi pas ? Parce que c'est beau depuis toujours et qu'un matin d'été, ça m'a plu ».

Elle ne cesse de voyager. Dès 1930, elle fait des photos en roulant, à travers le pays-bris de sa voiture. En 1940, elle fuit la France pour le Brésil et, devenue correspondante de guerre, elle photographie de Gaulle à Alger en 1943. Elle ralentit fortement son activité après la guerre et passe la seconde moitié de sa vie en Asie.

En 1965, elle se retire dans le nord de l'Inde parmi les réfugiés tibétains et se lie avec le dala-lama. Grâce à André Malraux, une rétrospective de son œuvre a lieu à Paris en 1967. Germaine Krull meurt le 30 juillet 1985 à Weizlar, en Allemagne, où une fondation porte son nom.

L'œuvre de Germaine Krull, très diverse, participe à l'euphorie du modernisme. « Chaque angle nouveau multiplie le monde par lui-même », disait-elle. Des vues embuées de Berlin, en 1924, aux motifs de machines, ses documents, dont on a perdu tous les négatifs, sont formidablement évocateurs d'une époque. Ils sont aujourd'hui réunis par Christian Bouchet, et accueillis par Paul Jay à Chalon-sur-Saône, après Carlet et Arles.

PATRICK ROEGERS.

* Germaine Krull, photographes 1924-1936, Musée Nicéphore, 28, rue des Messageries, Chalon-sur-Saône, jusqu'au 28 mai.

Expositions de Charlton, Lewitt, Rückriem

Fidélité, infidélité

Trois minimalistes exposent à Paris. Les uns changent, les autres pas.

À l'ouverture de l'œuvre de Charlton était le gris. C'était il y a vingt ans. Ce naïf de Sheffield accrochait aux murs des rectangles étroits couverts d'une couche monochrome de gris sombre. Apparues au plus fort du minimalisme, ces toiles appliquaient avec la plus ferme rigueur le principe de la réduction de l'œuvre à un objet sans charme.

Au même moment Ulrich Rückriem introduisait dans la sculpture une méthode guère différente. Il sciait en volumes réguliers des blocs de granit gris. Arêtes droites, flancs bruts ou polis : de tels monuments à la géométrie jouaient peu de la variété. N'été été la beauté du matériau lui-même, le grain de la roche et la luminosité du quartz et du mica, les blocs de Rückriem n'auraient pas été beaucoup plus intéressants que des pierres tombales fabriquées en série. N'y avait-il pas au reste quelque allusion à l'industrie funéraire dans un travail si sévère ?

Deux décennies ont passé. Charlton et Rückriem exposent ensemble. L'un des quadrilatères de peinture grise, l'autre des carrés d'ardoise grise. Le Britannique, que l'on peut voir aussi à l'Arc, n'a pas changé d'un pouce. Tel on le découvrit, tel il demeure, ne poussant la fantaisie que jusqu'à user de plusieurs nuances de sa couleur — ou non — couleur — favorite. L'Allemand n'a pas plus que lui comme l'irrésistible des métamorphoses. Ses pièces récentes sont plus « pauvres » et plus « pures » encore que celles qu'il montrait au début des années 80. On dirait du Carl André transposé dans l'ardoise des écoliers.

Cette fidélité est sans doute admirable. Elle nie le temps, elle donne

au spectateur l'illusion de revenir quinze ans en arrière, elle lui procure les plaisirs de la nostalgie esthétique. Mais elle tient de la monomanie. Tant qu'il fut réaction contre l'expressionnisme, le minimalisme avait sa nécessité. Reconnu, promu, à l'ancienneté, sujet d'études et d'expositions rétrospectives, il « date » et lasse.

Trapèzes vus en perspective

Comme tout avant-gardisme, il se fige en formule. Ses défenseurs font décorer figures d'anciens combattants qui ignoraient que l'histoire est ailleurs, du côté du retour au sacré des uns et de la description ironique de l'état des lieux que mément quelques autres. Gare à l'artiste qui ennuie, car le royaume des ombres lui est promis.

Sol Lewitt cherche à se prémunir contre une si triste fin. Lui qui fut l'un des pères de l'angle droit et du cube, lui dont les constructions orthogonales blanches ont symbolisé le minimalisme new-yorkais, est passé dans le camp de la couleur et du décoratif. Il peint, on fait peindre, des frises de triangles et de trapèzes vus en perspective.

Chaque face a sa nuance de vert pâle ou de brun roux. Après avoir expérimenté son procédé sur mur, il l'a étendu aux paravents. Ceux-ci n'auraient pas déparé le fumoir du paquebot Normandie. Comme retour aux années 30, c'est parfait. Il ne manque plus que le galuchat.

PHILIPPE DAGEN.

* ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, jusqu'au 21 mai.

* Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hautes-Écoles, jusqu'au 16 mai.

* Galerie Yves-Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris, jusqu'au 11 avril.

Huit photographes britanniques exposés à Metz

Des insulaires excentriques

Huit auteurs peu connus en France prouvent que la Grande-Bretagne participe au renouveau de la création photographique en Europe.

La photographie anglaise contemporaine est assez connue en France. Le Centre national de la photographie, voici quatre ans, en avait donné un aperçu montrant que les jeunes opérateurs d'outre-Manche étaient moins influencés par Panton ou Bill Brandt que par les célèbres « young angry men », incarnés dans les années 60 par Osborne au théâtre ou Lindsay Anderson au cinéma.

Plus récemment, des reporters comme Martin Parr et Paul Graham ont renoué avec la tradition du documentaire social. L'un, dans la lignée de Tony Ray-Jones, par une cinquième chronique en couleur sur la plage de

Brighton. L'autre par une enquête approfondie sur le chômage et la sécurité sociale.

A cela, on peut ajouter les portraits de Brian Griffin et de David Buckland, les paysages de Raymond Moore, les recherches plastiques de Karen Knorr, celles plus conceptuelles de John Hilliard ou de Victor Burgin, sans parler de Richard Long et Hamish Fulton qui sont mondialement connus. Par leur diversité d'approche, ces créateurs prouvent que la photographie britannique a fort évolué depuis Cecil Beaton et David Bailey.

La révélation Craigie Horsfield

C'est un tout autre projet que propose l'exposition du British Council (1), conçue par Jean-François Chevreret et James Lingwood. Leur but est clairement défini dans la préface du catalogue. Il s'agit de considérer la création photographique aujourd'hui dans le contexte de l'art contemporain. Et donc de dépasser le cadre national.

Les huit auteurs qu'ils ont choisis ne représentent pas une quelconque identité britannique mais sont simplement des artistes qui « utilisent la photographie ». La seule chose qui les unit serait une certaine idée de l'excentricité.

C'est pourtant bien la conscience d'un état de fait qui dicte la description documentaire du nord-est de l'Angleterre par Chris Killip. Son portrait des marginaux, gitanes et « hooligans » de l'île de Man, où il est né, évoque irrésistiblement le lyrisme engagé de Kundera. De même le compte rendu minimal, en un long travelling panoramique, d'une rue de Londres par Stuart Brisley est un constat accusateur de la réalité socio-économique. Quant à la démarche critique de l'irlandais Doberty, bâtie sur le montage textuel, elle ne pourrait exister ailleurs que dans sa ville natale de Derry où il traîne, sans convaincre, un conflit qui le concerne directement.

Certes, les relevés topographiques de John Davies sont à l'antipode de la tradition romantique du paysage anglais. La rigueur objective de ses vues à la chambre, parfaitement mises en forme, est adoucie par un sens aigu du détail qui relève avec ironie les anachronismes des sites industriels.

Élève tardive de Burgin, Jo Spence est la plus âgée de l'ensemble. Née en 1934, elle est dactylo. Son travail, moins accompli que

celui de Cindy Sherman, met en cause les stéréotypes de la femme dans la société anglaise. Dégagée, méconnaissable, elle interprète tous les rôles. Et n'hésite pas à camper des situations extrêmes, en se voutant par exemple une boîte de sel sur la tête. Jo Spence admet qu'elle utilise l'autoportrait comme une thérapie personnelle.

Finalement seuls trois auteurs émergent réellement au domaine de l'art visé par les deux commissaires. L'ex-sculpteur néo-zélandais Boyd Webb est le plus connu. Ses fables métaphysiques sont inspirées par un humour absurde, 100 % britannique. Son monde est poétique et drôle. Marqué par la prédominance de l'eau, il décrit des situations impossibles. A coup de processus dérisoires, ses héros naufragés, survivants en survie, voguent à la dérive dans un vide sidéral. L'imagination est pour Webb une forme d'engagement. Sa cosmogonie fantasmagorique évite les clichés de l'imagerie illustrative.

Mais la révélation de cette exposition est Craigie Horsfield, trentenaire, inconnu de ses compatriotes. Il n'a écrit que deux textes exposés. Qu'il traite un corps, une tête, un pan d'architecture, il réussit à rendre singulier l'ordinaire. Expression de l'indescriptible, ses immenses tableaux concilient le mystère et l'évidence.

A la fois proches et distants, indistincts et douloureux, ses portraits ont une présence envoutante. Plus que la perfection de la forme, Horsfield revendique, lui aussi, le social comme sujet de son travail. Il est encore plus présent dans l'autre volet de cette exposition (2), tout comme la londonienne Hannah Collins, trente-trois ans, qui exerce l'espace même de la perception dans une pièce monumentale de 8 mètres de long.

Après Nantes et Saint-Etienne, « Matter of facts » est accueilli à Metz par Michèle et Jean-Luc Tartarin. Ce panorama est moins exubérant que celui de la photographie hollandaise qui l'a précédé. L'abus arbitraire des grands formats nuit au rythme de l'ensemble. N'en déplaise aux commissaires, leur a priori théorique ne se vérifie pas sur les murs. Et appauvrit un propos dont l'originalité est intrinsèquement britannique.

P. R.

(1) « Matter of facts », photographie art contemporain en Grande-Bretagne, Caves Sainte-Croix, rue du Haut-Poirier, 57000 Metz, jusqu'au 16 avril.
(2) « Une autre objectivité », CNAP, 11, rue Berryer, Paris 8, jusqu'au 30 avril.

VENTES

Vraies ou fausses

Les toiles d'Utrillo seront mises aux enchères

Dix-neuf toiles et dessins de Maurice Utrillo qui passeront prochainement en vente chez Sotheby et Christie's, à Londres, et chez M^{rs} Loudmer, à Paris, au début de mai. Les deux maisons de vente anglo-saxonnes et l'étude parisienne ont immédiatement démenti les accusations de Jean Fabris, qui se présente comme le légataire universel de la veuve du peintre.

Pour M^{rs} Loudmer, qui a déjà saisi son avocat à l'issue d'un procès, de Fabris n'est qu'un « vulgaire tentative de négocier un trafic d'influence ». Quant à Sotheby, elle ne reconnaît à Jean Fabris aucun droit à l'expertise ou qualification formelle dans ce domaine et fait remarquer que ce dernier n'a pas examiné les tableaux.

De plus, d'après Sotheby, cinq des toiles mises en vente le 5 avril à Londres font partie du catalogue raisonné de M. Paul Péridon, expert franc-comtois, récemment reconnu de l'œuvre d'Utrillo.

De bonne foi ou non, M. Fabris n'est pas à son premier coup d'essai dans le match qui l'oppose aux maisons de vente aux enchères et à l'étude de M^{rs} Loudmer. Il y a quelques années, il avait essayé sans succès de faire interdire la publication de photos des œuvres d'Utrillo dans les catalogues.

Pour l'instant, la situation reste confuse et semble se résumer à une simple bataille d'influence pour contrôler le marché.

Dans tous les cas, ces œuvres seront vendues comme prévu, fait-on savoir à Paris comme à Londres. Même si lundi soir, chez Christie's, la Maison natale de Napoléon à Ajaccio d'Utrillo n'a pas trouvé preneur, il faudra sans doute attendre la fin des ventes pour savoir si cette annonce a été prise au sérieux ou non par les acheteurs.

A. S.

« Vente aux enchères pour l'Arménie ». Le 10 avril aura lieu la deuxième vente des commissaires-priseurs de Paris au profit des orphelins d'Arménie. Les tableaux, modernes, estampes, lithographies, sculptures, argenterie, etc., seront dispersés à 14 heures à Drouot.

A Sotheby's

La revanche de l'avant-garde russe

Jeté aux oubliettes de l'histoire par les autorités soviétiques pendant plus de cinquante ans, l'art russe des années 20 sort des placards. Il est en passe de devenir la nouvelle coqueluche de l'Occident.

La valeur marchande des œuvres russes des années 20 ayant considérablement augmenté durant ces dernières années, les collectionneurs s'en désaisissent plus volontiers. Sotheby's a organisé à Londres une première dispersion en 1987. Le 6 avril, elle récidive en mettant aux enchères quelques deux cent vingt tableaux, dessins, collages, céramiques, affiches, livres, dessins de costumes et décors de théâtre, tous réalisés pendant le premier quart du siècle en Russie. A l'exception des dessins d'architecture de Iakov Tchernikov, vendus au profit du Forum international des jeunes architectes, à Sofia, toutes ces œuvres proviennent de collections privées occidentales.

A commencer par une *Composition suprématiste* (1 million de francs) aux crayons de couleurs et aquarelle de Kasimir Malevitch. On y retrouve sa théorie sur la suprématie de la couleur et des formes géométriques, qu'il définit dès 1916 dans son livre *Du cubisme et futurisme au suprématisme : une nouvelle peinture réaliste*, estimé ici à plus de 38 000 F.

Son élève Liubova Popova, cette fois-ci, surpasse le maître, avec trois toiles grandioses *Painterly Architecture*, de 1918, et estimées chacune autour de 2 millions de francs. Face à ses tableaux puissants, à la géométrie équilibrée et aux couleurs franches qui jouent avec les ombres, les deux triangles superposés de *Composition*, d'Alexander Rodchenko, paraissent plus anodins (330 000 F).

Évaluée à plus de 1 million de francs, *Architectonic Composition* (1920-1921), d'Ivan Kliun, autre adepte de Malevitch, mise sur le mouvement avec ses lignes droites, ses demi-cercles, ses pyramides et ses triangles dont les angles se fondent dans le fond du tableau.

La *Composition* d'Alexandra Ester (1912) s'apparente aux

œuvres de Sonia Delaunay, que l'artiste a fréquentée durant son séjour à Paris. Estimée à plus de 5 millions de francs, elle a fait partie d'une des plus fabuleuses collections privées avant-gardistes : celle de George Kotsakis, un Soviétique d'origine grecque, aujourd'hui retiré à Athènes.

En 1922, Lasar El-Litsitzky, après l'exposition de Berlin, dessine la couverture du catalogue de la première exposition d'œuvres d'art russe au Stedelijk Museum à Amsterdam (20 000 F).

Alors que le mouvement d'avant-garde commence à se faire connaître en Europe, le climat artistique en URSS, en revanche, se dégrade après le mort de Lénine (en 1924). Vassily Ermilov lui rend hommage la même année avec *Composition constructiviste* (plus de 1 million de francs), faite de bois, de métal, de tissus, sur un fond couvert de sable. Représentant les chiffres en bois de la date et l'heure exacte de la mort du politicien, cette œuvre avait été exposée au Los Angeles County Museum of Art en 1980.

Record pour Rodchenko

Anna Kogan, élève de Malevitch, refuse de se soumettre aux canons du réalisme socialiste et continuera à peindre ses *Compositions* (22 000 F) mais n'exposera plus ses œuvres. A sa mort, en 1974, les vingt-huit toiles de son atelier prendront discrètement le chemin du marché de l'art occidental.

Aujourd'hui le temps des valises diplomatiques par lesquelles nombre de ces œuvres sortaient du pays semble révolu. Révolues aussi les ventes organisées par les musées soviétiques, qui naguère encore échangeaient des compositions d'avant-garde contre des devises. Quant aux collections privées d'URSS qui, dit-on, sont très importantes, il semble pour l'instant impossible de les faire sortir légalement du pays. Les quelques toiles, affiches et photos de Rodchenko (un record pour Line, vendue 3 300 000 F, provenant de la famille de l'artiste) qui ont été intégrées dans la vente spectaculaire d'œuvres contemporaines, le 7 juillet dernier à Moscou, n'auront servi qu'à appâter les amateurs.

ALICE SEDAR.

* Vente : le 6 avril à Londres chez Sotheby's.

à famille

ette
ntes sociales
on de crime

faire

Informations « services »

Mardi 4 avril

Mercredi 5 avril

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	51.0	Santa-Barbara 34,7	Actual. région. 7,4	Actual. région. 10,4	Top 80 3,6	K 2000 3,0	Cagney et Lacey 1,9
19 h 45	54,9	Notre fortune 23,4	L'appart 6,4	19-30 info 5,7	Météo part 3,9	K 2000 3,7	Cagney et Lacey 2,6
20 h 16	66,1	Journal 29,5	Journal 14,2	La classe 11,1	Météo part 2,5	Journal 4,3	Cashy show 4,0
20 h 55	65,7	Météo II 19,6	Terre étrangère 14,2	Témoins à charge 12,6	1 commentaire 2,6	Chaque meurtre 11,9	Tir à vue 6,3
22 h 8	62,4	Météo II 21,6	Terre étrangère 10,0	Témoins à charge 14,4	Bolognolov 2,0	Chaque meurtre 13,5	Homme de fer 1,7
22 h 44	35,5	Samedi à la Une 19,6	CEI coulisse 1,7	Journal 5,5	Bolognolov 1,9	Sangria 4,0	Homme de fer 3,0

20.30 Concert (donné au Royal Opera House, Covent Garden) : Don Carlos, de Verdi, par l'Orchestre de Covent Garden, dir. Bernard Haitink; sol. : Ilseana Cotrubas, Luis Lima, Bruno Bagnini, Robert Lloyd, Giorgio Zancanaro. En simultané sur FR3. 0.00 Jazz club. En direct de l'Hôtel du Golf, à Arc-1800, le quartette du pianiste Mario Stanchev.

Verticalement

1. Traitements. - 2. Iode. Dune. - 3. Rien. Il. Obi. - 4. Lanternes. - 5. Loi. Cl. - 6. Ipéacacua. - 7. R.É. Ubu. Doré. - 8. Eraillée. Ru. - 9. Santé. Usées.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

GUY BROUTY.

SLIGOS, LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE



Galilée, inventeur de la lunette et astronome

SLIGOS, CONCEPTEUR ET EXPLOITANT DE SYSTÈMES

"On n'excelle jamais que dans ce qu'on pratique": la maxime de Montaigne est toujours d'actualité. Et dans l'informatique plus qu'ailleurs. Bien concevoir un système informatique, c'est aussi prendre des options techniques qui auront un effet déterminant sur son exploitation, donc sur son efficacité. On le fait mieux quand on a l'expérience de l'exploitation. De même pour être un bon exploitant de services informatiques, il faut aussi avoir une expérience étendue de concepteur. Concepteur et exploitant, SLIGOS réalise la synthèse de l'ingénierie de haut niveau et de l'exploitation de moyens informatiques à la pointe de la technologie. Cette double compétence apporte à ses clients une inégalable garantie d'efficacité.

S SLIGOS

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Le crâne d'Amadeus

On vient d'identifier le crâne de Mozart.
Le compositeur était atteint
d'une malformation rarissime des sutures frontales.

Le 5 décembre 1791, à 0 h 55, mourait à Vienne Wolfgang Amadeus Mozart, « maître de la Chapelle impériale et royale et compositeur de la chambre, né à Salzbourg, décédé au n° 970 dans la Rasthausgasse, de fièvre militaire aiguë, à l'âge de trente-six ans » (1). Frère de deux siècles plus tard, le crâne de Mozart vient seulement d'être formellement identifié par des anthropologues français et autrichiens. C'est parce qu'il avait une déformation très rare du crâne résultant d'une soudure précoce d'une suture du front que cette identification a pu être effectuée.

Mais revenons en 1791. Constance, la femme de Mozart, étant donnée sa situation financière précaire, ne put organiser qu'un enterrement de troisième classe. Le corps de Mozart fut tout d'abord conduit à la cathédrale Saint-Étienne, puis au cimetière de Saint-Marx, dans les faubourgs de Vienne. Jeté dans la fosse commune dans une totale indifférence, l'un des plus grands génies de la musique n'eut que des fossoyeurs à son enterrement.

Cinquante ans plus tard, en 1842, l'année où mourut

Constance, Jacob Hirtl, un célèbre anatomiste autrichien, retrouva le crâne présumé de Mozart. Il en donna une description dont firent état les responsables du Mozarteum de Salzbourg quand ils organisèrent, en 1901, le transfert du crâne dans la maison natale du compositeur.

Mais il subsistait toujours un doute quant à l'identité de ce crâne. En dépit de nombreuses « preuves historiques », comme disent les anthropologues, rien ne permettait d'établir avec certitude qu'il s'agissait bien du crâne de Mozart. Aussi les responsables du Mozarteum décidèrent-ils de retirer le crâne de son lieu d'exposition et de l'envoyer dans un placard de la bibliothèque.

Il fallut attendre la pièce de Peter Shaffer, *Amadeus*, et le film de Milos Forman en 1984, pour que l'on s'intéresse à nouveau au crâne de Mozart. A la demande du conservateur du Mozarteum, Gottfried Tichy, un paléontologue autrichien, fut en effet chargé de récapituler tout ce que l'on savait sur ce crâne. A cette fin, une expertise médico-légale fut demandée.

C'est un géologue-anthropologue français, Pierre-François Puech, qui fut chargé en grande partie de ce travail (2). Travaillant à l'Institut de médecine légale de Marseille et au laboratoire

d'anthropologie du Musée de l'homme de Paris, il commença dans un premier temps par « épilcher » le crâne de Mozart : examen au scanner et au microscope à balayage, microanalyses, le moindre indice fut étudié.

La première surprise de M. Puech fut de constater que le crâne de Mozart avait une déformation extrêmement rare, une craniosténose, due à une fermeture prématurée de la suture métopique du front. Le problème est que cette déformation n'avait jusqu'alors jamais été décrite chez l'adulte. La première description chez le nouveau-né remonte à 1981 et ce n'est, en fait, qu'à partir de 1985 que ces malformations ont été bien connues. Les trente mille crânes du Musée de l'homme furent passés en revue et, sur le lot, quatre seule-

ment portaient une craniosténose de ce type. A la suite d'une longue et minutieuse enquête, le crâne de Mozart put être formellement identifié. Ce travail anthropologique nécessita en outre la mise en parallèle des différentes constatations faites sur le crâne avec celles observées sur des portraits du compositeur, en particulier sur le plus ressemblant d'entre eux, celui de son beau-frère Lange. Sur ce portrait apparaît, en effet nettement, un bombement du front, caractéristique d'une craniosténose.

Cette identification du crâne de Mozart fait aujourd'hui l'objet de trois publications scientifiques : l'une, dans le *Journal of Forensic Sciences* de mars 1989, porte sur sa malformation cra-



Sur cette photographie du crâne de Mozart apparaît nettement un bombement du front, signe de craniosténose.

L'or noir et ses pompes

Le pétrole non dégazé pourrait bientôt circuler dans les pipe-lines, supprimant ainsi l'obligation des gigantesques et onéreuses plates-formes.

L'INSTITUT français du pétrole (IFP), Total et Statoil (la compagnie nationale norvégienne) viennent de mettre au point, conjointement, le système Poséidon après cinq années d'études. Les trois partenaires se sont partagés en parts égales le coût de ces études : 200 millions de francs, mais Total et l'IFP ont reçu une aide de 40 millions de francs des Communautés européennes.

Poséidon était le dieu grec de la mer. Le système qui porte son nom a pour objet de diminuer sensiblement le coût de l'exploitation offshore en permettant le transport par pipe-lines, sur des distances de 150 kilomètres et plus, du pétrole dans l'état où celui-ci sort des puits.

Le pétrole qui sort d'un gisement contient toujours du gaz, de l'eau et des matières solides - sable, paraffine et hydrates (1). Au fond, dans la couche productrice qui est soumise à de fortes pressions, le gaz est dissous dans le pétrole. Au cours de la montée vers la tête de puits, la pression diminue, le gaz se détend. Cette détente a un effet bénéfique : elle donne à la colonne de pétrole - au moins au début de l'exploitation d'un champ - l'énergie nécessaire à la montée. Mais elle a aussi un effet pervers : arrivé en

surface, le gaz n'est plus dissous dans le pétrole : il est sous la forme de bulles. Le fluide, après sa sortie de la tête de puits, est donc le mélange de trois phases : phase liquide (pétrole et eau), phase gazeuse (gaz), phase solide (sable, paraffine et hydrates). Ce qui en complice singulièrement le transport vers la terre ferme.

Dans les tuyaux plus ou moins horizontaux, comme le sont les pipe-lines, la phase liquide coule en bas, entraînant les particules solides si celles-ci ne sont ni trop nombreuses ni trop grosses. La phase gazeuse circule dans la partie haute des tuyaux. Mais liquide et gaz s'écoulent à des vitesses différentes. Le gaz, plus rapide, crée des vagues à l'interface. D'où la formation de « poches » de gaz et de « bouchons » de pétrole qui se courent après, se bousculent, s'accumulent jusqu'à ce qu'une accumulation de gaz vienne défoncer la paroi du « bouchon » liquide sinuée devant elle. « Poches » et « bouchons » sont encore mal connus, mais on pense qu'ils peuvent atteindre des longueurs égales à mille ou deux mille fois le diamètre du tuyau où se produit tout ce remue-ménage. Soit 300 à 600 mètres dans un tuyau de 300 millimètres de diamètre.

Bien entendu, les tuyaux et surtout les installations de bouts de ligne (vannes, réservoirs) souffrent beaucoup de la course turbulente du pétrole et du gaz. En outre, au-delà d'une dizaine de kilomètres, le transport par tuyaux du pétrole non dégazé est impossible. D'où l'installation, tout à côté des têtes de puits, de séparateurs volumineux et lourds dans lesquels, par détente, le gaz sort du pétrole et qui nécessitent la construction de grandes et coûteuses plates-formes.

Si l'écoulement pouvait se faire à grande vitesse, le mélange pétrole-gaz serait une émulsion, assez comparable à une mayonnaise liquide, dont le cheminement dans les pipe-lines se ferait en douceur. Mais la grande vitesse suppose beaucoup d'énergie et, sur de longues distances, l'énergie se perdrait dans les frottements et les turbulences inévitables ; l'émulsion s'autodétruirait et on viendrait vite aux deux phases liquide et gazeuse avec tous les problèmes que nous avons évoqués plus haut. Même la puissance des pompes qui assurent la propulsion du pétrole ou du gaz dans les longs pipe-lines n'y peut rien. Au contraire, les pompes classiques séparent le pétrole et le gaz par effet centrifuge.

La principale astuce du système Poséidon est une pompe à l'intérieur de laquelle alternent des éléments tournants (les rotors) fixés sur un arbre et des éléments fixes (les stators). Dès 1971-1972, l'IFP avait mis au point, pour activer les puits « ago-

naisants » d'un champ en fin d'exploitation, une pompe acceptant un mélange diphasique grâce à l'alternance de rotors et de stators. Les rotors tournant à 4 000-6 000 tours-minute et munis d'aubes conféraient la vitesse. Les stators munis d'éléments canalisés le mélange freinaient cette vitesse et transformaient l'énergie en pression. Vitesse et pression combinaient leurs effets pour maintenir l'homogénéité de l'émulsion pétrole-gaz.

Une extrême précision

L'idée est simple. Mais sa réalisation n'a été possible que par la détermination très complexe de la longueur de l'arbre, de la forme des aubes des rotors et des éléments canalisés des stators. En outre, toutes les pièces sont conçues avec une extrême précision : si l'arbre est trop long, il se produirait des vibrations au cours desquelles les rotors toucheraient les parois ; si les rotors sont trop éloignés des parois, il y aurait des écoulements parasites.

YVONNE REBEYROL.

(Lire la suite page 19.)

(1) Les hydrates sont des cristaux de glace (de l'eau amenée à la congélation par le seul refroidissement dû à la détente) qui enferment des molécules de gaz en prenant des formes extraordinaires et des dimensions parfois impressionnantes. Les hydrates peuvent ainsi tout boucher. On emploie la formation des hydrates en injectant de l'antigel (glycol ou méthanol) au niveau des têtes de puits.

TRANSPARENCE DES ÉPROUVETTES

La fécondation *in vitro* a trouvé sa passionnée. Son nom : Chantal Ramogida, présidente de l'association Pauline et Adrien : bébés FIV (1). Son mot d'ordre : la transparence. Avec elle sur le dos, les spécialistes de la procréation médicalement assistée (PMA) et les pouvoirs publics n'ont qu'à bien se tenir. Consumerisme et FIV, le mélange pourrait être explosif.

L'irruption de Chantal Ramogida sur la scène médico-médicale de la PMA n'aurait sans doute pas eu lieu si la clinique du Chesnay (Yvelines) - où, après avoir subi une FIV, elle avait eu deux jumeaux, Pauline et Adrien - avait obtenu l'agrément du ministère de la santé. Choquée par une telle « injustice » - « l'équipe du Chesnay est formidable, affirme-t-elle, son non-agrément est scandaleux », - elle décide de créer une association de soutien à l'équipe. Journaux, télévisions, les médias s'emparent de l'affaire. Claude Evén, ministre de la santé, inquiet de l'ampleur du mouvement la reçoit, pendant qu'au domicile de Chantal Ramogida, à Rueil, s'entassent des milliers de lettres de soutien. De purement locale, l'association devient nationale. Cotisation : 150 F (à ce jour, mille cinq cents personnes ont envoyé un chèque).

« Vous n'avez pas idée de la solitude dont souffrent les couples stériles, dit-elle. Ils ne savent pas à qui s'adresser. Les histoires d'agrément, ils n'y comprennent rien. Alors ils m'écrivent, comme on jette une bouteille à la mer. » Que veut-elle cette femme mariée, mère de trois enfants, qui a abandonné son poste de cadre dans une entreprise d'import-export, pour se consacrer à plein temps à son association ?

« D'abord de la transparence. Que les centres de PMA affi-

chent leurs résultats pour que nous, les consommatrices, sachions quelle chance de réussite nous avons en allant dans tel ou tel centre. Pour cela, il faut revoir, avec davantage de rigueur, la liste des centres agréés telle qu'elle a été établie par la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction. Il faut en outre, moraliser tout cela. Dénoncer les pratiques de certains spécialistes qui n'hésitent pas à se faire payer au noir. » Et de citer le cas de ce célèbre chef de service parisien qui propose à ses patientes pour une consultation « au choix » 8 000 F par chèque ou 3 500 F en liquide...

Visiblement, à en juger par son carnet de rendez-vous, les arguments de Mme Ramogida ont un certain poids. Outre M. Evén et le directeur général de la santé, Mme Barzach et la quasi-totalité des spécialistes français de la FIV ont demandé à la rencontrer. « Même Robert Edwards », le père de la FIV, ajoute-t-elle fièrement.

De manière un peu enfantine, elle parle sans cesse de « ses » médecins, de ses « petits préférés », de son « chou-chou » et des « ripoux » de la profession.

Le 25 avril, elle inaugurera, en grande pompe, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), son local. Suivront l'ouverture d'antennes à Lorient, Lyon, Nice et Lille. « Vous allez devenir le Gault et Millau de la FIV », lui a récemment confié un membre de l'entourage de M. Evén. Un compliment ambigu comme courrait l'être les objectifs de son association si elle persistait à se développer en faisant appel au sponsoring pharmaceutique...

F. N.

(1) 4, rue Yves-de-Manoir - 92500 Rueil-Malmaison.

Un grand physicien découvre le biomagnétisme

Yves ROCARD

La Science & Les Sourciers

Baguettes, pendules, biomagnétisme

Dunod

215 F

Des crottoirs pour piétons

Les excréments de chiens provoquent une maladie parasitaire qui pose un problème de santé publique : la toxocarose.

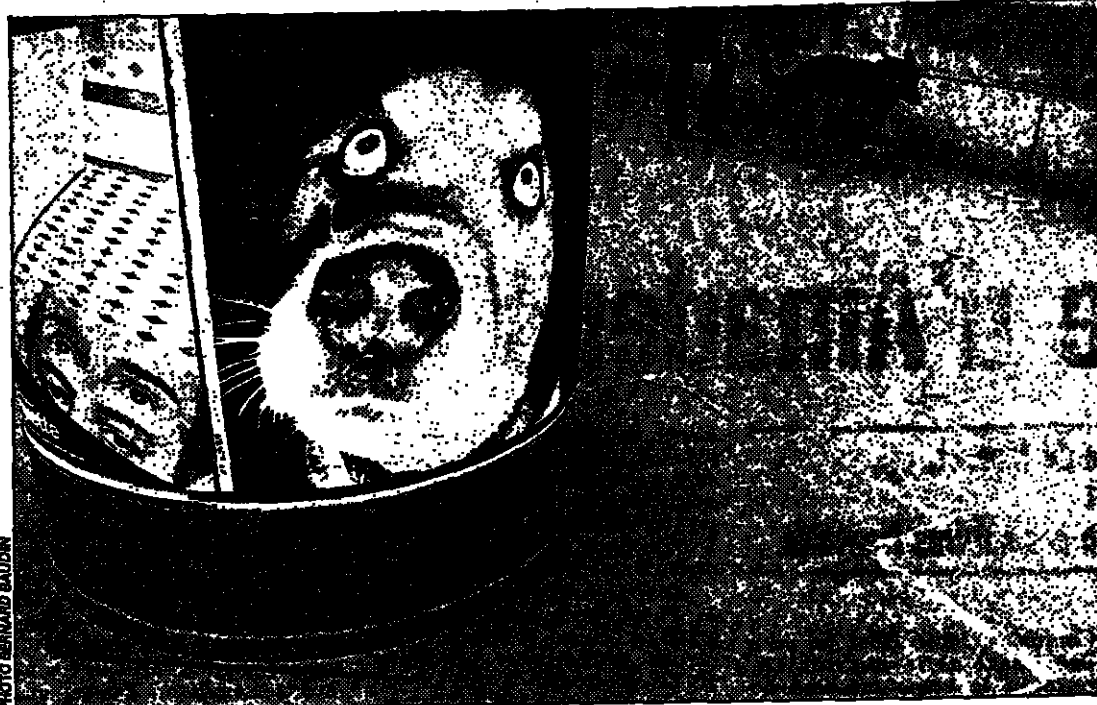
JUSQU'À maintenant la présence d'excréments de chiens dans les lieux publics a été critiquée pour la nuisance et le coût qu'elle impose à la collectivité. A ces critiques, plusieurs études récentes conduites en Europe et en Amérique du Nord ajoutent une information d'une tout autre gravité : les excréments de chiens sont à l'origine d'une maladie parasitaire qui pose un sérieux problème de santé publique. Selon les conclusions de ces études, l'incidence de cette maladie chez l'homme serait largement sous-estimée. Une fraction importante de la population souffrirait de symptômes qui lui sont associés.

L'agent de cette maladie est un parasite présent dans les excréments de chiens : *Toxocara canis*. Or le nombre de chiens contaminés est très élevé en France. Le docteur Dominique Chabasse, (centre hospitalier universitaire d'Angers) donne le chiffre de 23 % pour sa région. Pour toute la France, cette proportion varie de 10 % à 50 %. Les chats sont porteurs dans la même proportion d'un parasite apparenté, *Toxocara cati*. Mais leurs habitudes fécales réduisent le risque de transmission à l'homme.

Une fois dans l'environnement, les œufs microscopiques et très résistants du parasite sont propagés sur les aires de jeux, les bacs à sable (à Paris, plus de la moitié d'entre eux en contiennent) et dans l'habitat par les pattes d'animaux domestiques ou les semelles de chaussures.

L'homme se contamine en avalant les œufs après contact répété de la main souillée avec la bouche. Ce mode d'infestation explique en partie que la maladie soit plus fréquente chez l'enfant. Après diagnostic sérologique, le traitement médicamenteux doit être fait par un spécialiste.

Le parasite jusqu'ici n'était tenu pour responsable que de quelques cas graves mais rares. Sous sa forme qu'on peut aujourd'hui appeler « classique », la toxocarose s'exprime par des lésions de la corne parfois irréversibles et par des complications neuro-psychologiques. Le faible nombre de maladies déclarées — mille neuf cent vingt dans le monde jusqu'en 1979 — était en contradiction avec le haut taux de séropositivité au parasite rencontré sur l'ensemble de la planète. « Cette anomalie laissait prévoir l'existence de formes mineures de la maladie », explique le docteur Jean-François Magnaval (centre hospitalier universitaire de Purpan-Rangueil à Toulouse). Son étude montre que la contamination (séropositivité) chez l'adulte dans la région Midi-Pyrénées avoisine 5 % en milieu urbain et 15 % en milieu rural. Les chiffres donnés par les équipes britannique, irlandaise, américaine et canadienne sont



comparables, avec des pointes chez l'enfant en milieu rural allant jusqu'à 19 % en Ecosse et 23 % en Caroline du Nord.

Les observations cliniques du docteur Magnaval montrent que 2 % à 3 % des séropositifs expriment une toxocarose franche ou « classique ». Ce taux surprend pour une maladie jusqu'à considérée comme rare. Mais l'enseignement important tient à l'identification, chez certains malades, d'un large éventail de symptômes d'infestation qui auparavant n'étaient jamais associés à la maladie. Les plus fréquents sont la fatigue, les douleurs abdomi-

nales, les manifestations allergiques (fait trop souvent négligé par les allergologues), les troubles neuropsychologiques et les problèmes articulaires et pulmonaires. L'état des connaissances actuelles ne permet pas encore de mesurer avec précision leur incidence respective chez les personnes séropositives.

La diversité des symptômes est due à la nature migrante de la larve. Après éclosion dans le haut de l'intestin grêle, elle traverse la paroi intestinale et migre vers le foie puis le cœur. De là, elle entre dans la circulation sanguine gé-

rale et erre à travers les tissus, entraînant des dommages mécaniques et inflammatoires qui varient selon l'organe parasité. Ces données expliquent que l'on observe des pathologies semblables à celles retrouvées dans différentes spécialités médicales. L'erreur ou le retard du diagnostic entraîne une persistance des troubles et un coût élevé des soins. Le docteur Magnaval donne le chiffre de plus de 6 000 francs par patient. « La maladie peut durer des mois, des années. En France, les médecins devraient être mieux informés de ce problème », déclare-t-il.

Dans les pays anglo-saxons où les travaux sur la toxocarose sont plus nombreux, celle-ci est considérée comme un problème de santé publique. La pollution fécale animale tombe d'ailleurs sous le coup d'une sévère réglementation. De grosses amendes sont infligées au propriétaire du contrevenant. Il en coûte 100 dollars par crotte à New-York. La plupart des villes dans le reste du pays et au Canada ont des réglementations similaires. En Australie, elle s'applique avec une rigueur particulière sur les plages. Résultat : le canin ne sort plus sans un maître armé d'une poche plastique réversible qu'il peut se procurer dans n'importe quel supermarché. Il y trouve même des pelles télescopiques qui permettent à recueillir les déjections avant qu'elles n'atteignent le sol.

Les chiffres rapportés par ces études ne font pas l'unanimité en France. Nombre de spécialistes demandent des travaux complémentaires, car, à leurs yeux, les conclusions sont tirées trop hâtivement. Toutefois, pour l'Organisation mondiale de la santé, les risques d'infestation sont réels depuis longtemps. Dès 1979, elle déclarait que « la toxocarose humaine pose un problème de plus en plus sérieux dont il faut se préoccuper et dont l'importance est sous-estimée ».

En toute hypothèse, la toxocarose démontre qu'un manque d'éducation sanitaire peut provoquer un sérieux problème de santé publique. Pour d'animaux domestiques sont vaccinés régulièrement. Il ne suffit pourtant que d'une pastille dans la pâtée deux fois par an pour éliminer les parasites dangereux pour l'homme.

CHRISTIAN CLANET.

Griffes de velours

Nourrie, gérée comme du bétail, une partie de la faune sauvage ne survit en France que par la volonté des hommes.

AVEC leurs 2,80 mètres d'envergure et leur tête chauve engoncée dans une collerette blanche ils sont impressionnants, les vautours qui planent au-dessus des gorges de la Jonte, en Lozère. Chaque été, des milliers de touristes se tordent le cou pour admirer ces symboles du retour de la vie sauvage. Ils ignorent que depuis vingt ans ces superbes planeurs sont des assistés. Chacun est baptisé, nourri, soigné s'il est souffrant, surveillé lors de ses déplacements.

Le chiffre inscrit sur la bague qu'il porte à la patte est l'équivalent d'un numéro de Sécurité sociale.

Ainsi en va-t-il de la plupart des grands oiseaux et des mammifères qui peuplent aujourd'hui nos campagnes. Ils ne s'ébattent que dans une apparente liberté. S'ils vivent leur vie, c'est que l'homme les y a autorisés et de plus en plus souvent encouragés. Les cent cinquante spécialistes réunis récemment à Saint-Jean-du-Gard pour

faire le point sur les réintroductions en France d'espèces animales ont dû en convenir. La simple protection de la nature ne suffit plus. Pour sauver la vie sauvage, il faut réinstaller les animaux disparus ou en voie d'extinction. Mais le milieu est devenu tellement hostile, et même improprie, que les spécimens pionniers doivent recevoir aide et assistance, parfois durant les décennies.

Curieusement, le concept de réintroduction est né simultanément chez nous dans deux clans opposés : les chasseurs et les protecteurs de la nature. Les premiers voulaient compenser les ravages que provoquait la myxomatose dans les terriers. Les seconds rêvaient de réparer les dommages opérés chez les grands animaux par la civilisation industrielle et... les chasseurs. Partiellement au cours des années 50, ponctué d'échecs dus à l'insécurité, le mouvement a pris aujourd'hui une ampleur impressionnante. Organismes publics, associations et particuliers y participent dans l'enthousiasme et le désordre. La liste des réintroductions s'allonge : Office national de la chasse, fédérations de chasseurs, éleveurs de gibier, Office national des forêts, ministère de l'Environnement, parcs nationaux et régionaux, associations d'écologistes, propriétaires privés, etc.

Notre bestiaire compte aujourd'hui davantage d'espèces qu'il y a trente ans, mais méritent-elles encore l'appellation de « sauvages » ? Une bonne partie du gibier que les chasseurs traquent par monts et par vaux a été littéralement « fabriquée » par des éleveurs français ou étrangers. C'est vrai pour 10 % à 20 % des canards et des lièvres, pour plus de 60 % des perdrix et pour 95 % des faisans figurant aux tableaux. On ne compte pas moins de six mille élevages en France qui « produisent » bon an, mal an dix millions de pièces. Sans compter les animaux importés et les centaines de milliers de lapins repris dans les zones épargnées par la myxomatose, dûment vaccinés et relâchés ailleurs.

Si les lâchers de cerfs ne dépassent pas quelques dizaines par an, ceux de chevreuils atteignent le millier. Le sanglier, orgueil des forêts gauloises et nourriture favorite d'Astérix, n'est plus qu'un cochon costumé. Le Syndicat national des producteurs de gibier avoue que ses membres agréés

font chaque année quarante mille bêtes aux sociétés de chasse, mais que de très nombreux petits élevages échappent au recensement. La sociologue Anne Vourc'h, qui a fait une minutieuse enquête sur la chasse dans le parc des Cévennes (1), révèle l'étendue de cette « pollution génétique ». Par souci de rentabilité, les sangliers sont croisés avec des cochons, nourris de maïs, de glands et de déchets d'abattoirs, puis vendus comme « sauvages ». Ceux qui s'échappent sont tellement inféodés à l'homme qu'ils reviennent en plein jour quémander de la nourriture aux enfants sur le chemin de l'école ou, la nuit, labourer les potagers. Finalement, estime-t-on, la quasi-totalité des quatre-vingt mille sangliers tués chaque saison en France sont, directement ou par descendance, issus d'élevages. Les blaireaux eux-mêmes, réputés totalement libres, sont transportés d'un terrier à l'autre par les groupes de « déterreurs ».

La mort des loups

Pour les espèces menacées ou en voie d'extinction, la vogue des réintroductions bat son plein. Selon un recensement partiel effectué par Martine Bigan pour le compte du ministère de l'Environnement, cinquante-huit opérations ont eu lieu depuis les années 50, portant sur vingt-six espèces différentes. Le castor, sympathique et facile à vivre, bat tous les records. De nouvelles colonies ont été douillettement installées en treize points du territoire. Les chamois dans les Alpes et les isards dans les Pyrénées ont fait l'objet de huit tentatives, le plus souvent couronnées de succès. La nomenclature des espèces dont on favorise l'installation ou la multiplication est réjouissante : bouquetin, mouflon, cerf de Corse, marmotte, tortue, canard, coq de bruyère, phoque, vautour, lynx... Des fanatiques de la vie sauvage ont même lâché des loups en castinid. Ce fut un fiasco. Amollis par le confort de leur enclos, les fauves n'ont pu supporter la liberté.

Les enfants prodiges de la vie sauvage ne peuvent se maintenir qu'avec le concours des hommes. Le cas du vautour est exemplaire. Voilà un charognard dont les colonies hantaient encore les falaises cévenoles jusqu'à la veille de la dernière guerre. Trente ans plus tard, en 1968, quelques ornitholo-

gues se mettent en tête de le réinstaller au même endroit. Or il a fallu une mobilisation générale (experts, gardes du parc, population locale, éleveurs de moutons), des moyens techniques considérables et douze ans de persévérance pour obtenir enfin la première naissance en liberté. On a construit des volières d'acclimatation au bord du causse. Dans les self-services protégés des pillards, on dépose chaque semaine cent vingt kilos de viande de mouton amenée des abattoirs. Comment rompre ce cordon ombilical ? A l'encontre des règlements sanitaires, les bergers catussards acceptent à présent de laisser sur place leurs bœufs morts. Chaque printemps, les gardes descendent en rappel sur les aires pour bagner les jeunes et parfois les élever d'un éleveur radio. Comme les oiseaux s'électrocutent sur les lignes à haute tension, EDF équipe certains pylônes « stratégiques » de dispositifs de protection. On parle d'enterrer les lignes. Si les colonies de vautours fauves sont aujourd'hui fortes de soixante-dix individus, on les considère comme à peine sorties d'affaire.

L'ours qui a vu l'homme

Des efforts équivalents ont été déployés pour la réintroduction de quelques lynx dans le massif vosgien. Une intense préparation psychologique, la surveillance constante des fauves, les protections matérielles et légales et une facture atteignant déjà 3,2 millions de francs n'ont pas suffi. Il ne reste plus que six lynx vivants, trop dispersés pour faire souche. Il faudra donc leur amener du renfort dès le printemps prochain.

Restait l'ours, le plus grand mammifère sauvage de France. Bravant promeneurs, forestiers et braconniers, il se maintenait dans les Pyrénées en dehors du parc national et sans rien demander à personne. On vient de s'apercevoir que Martin est perdu si on n'intervient pas rapidement. Non seulement il faut fermer les chemins qui parcourent son domaine, mais M. Brice Lalonde a annoncé aux congressistes de Saint-Jean-du-Gard que le nourrissage artificiel des derniers animaux était prévu « à titre conservatoire ». En outre, on envisage très sérieusement de lâcher sur les mêmes territoires des plantigrades d'impor-

tation pour renforcer les effectifs indigènes.

Ailleurs, les projets de réintroduction fleurissent. Le parc des Cévennes, qui était naguère un quasi-désert, a déjà réinstallé sur ses 84 000 hectares cerfs, chevreuils, castors, vautours et coqs de bruyère. Mais la pyramide écologique est encore loin d'être complète. On pourrait remplir ses niches encore vides en introduisant le barbeau, l'écrevisse et la loutre dans les cours d'eau, la chiroptère, le gémme, le daim, le chat haret et le lynx dans les bois, la marmotte sur les pelouses du mont Lozère, le bouquetin dans les escarpements gardois, le bison et l'autruche dans les landes de la Marguerite. Avec un petit coup de pouce aux lapins et aux lièvres, le parc deviendrait le paradis des naturalistes. Chargés de contrôler par leurs tirs sélectifs l'expansion excessive de telle ou telle population, les chasseurs y trouveraient leur compte. On y songe.

Non, la faune sauvage n'est plus vraiment en péril dans l'Hexagone. Le seul risque est à présent celui de la semi-domestication. Avec une population humaine tendant vers les 10 milliards d'individus en 2020, il n'y a plus de place sur le globe pour d'autres espèces vraiment libres ailleurs que dans les zoos. Ceux-ci peuvent être soit du mode classique, comme Vincennes, soit des parcs de vision, soit encore d'un type nouveau. Il s'agit des parcs de l'espace rural abandonnées par les agriculteurs, retournant à la forêt et à la friche, mais peuplées d'espèces autrefois sauvages et gérées par de nouveaux gardiens de la nature. On les appelle déjà les zoos du troisième type.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Chasse en Cévennes, un jeu avec l'animal, par Anne Vourc'h et Valentin Pelosse, Edim-Éditions du CNRS, Paris 1988, 300 p., 135 F.

(Publicité)

INFORMATIQUE ARABE : LE BOOM

Ar Magreb comme au Maghreb, le monde arabe « pousse » en pleine expansion. Quels sont les atouts des leaders occidentaux, de leurs partenaires arabes, et les performances des différents systèmes ?

Dans le numéro d'Avril d'Arabes en informatique et en librairie 78, rue Joffroy, 75017 Paris. Tél. : 46.22.34.14

VICTOR
WEISSKOPF
LA RÉVOLUTION DES QUANTA

106 p. 68 F.

Au cœur de la matière

QUESTIONS DE SCIENCE-HACHETTE
Collection dirigée par Dominique Lecourt

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

VOS TALENTS NOTRE EXPERIENCE, UNE REUSSITE DEJA PROGRAMMEE...

GRENOBLE ET CASTRES

L'automate programmable : l'outil de la production d'aujourd'hui et de demain.
Un marché difficile et fortement concurrentiel. Si April s'est hissé en 5 ans au rang des premiers constructeurs mondiaux, ce n'est pas le fruit du hasard. Notre stratégie est claire : la qualité, les hommes.
Entrer chez April, c'est s'attacher très vite à un réel esprit de communication, de responsabilisation et d'initiative à tous les niveaux de l'entreprise.
Ici, nous comptons sur vous pour participer pleinement à notre objectif : la satisfaction totale de nos clients. Venez partager notre réussite, on entendra parler de vous !

INGENIEURS ELECTRONICIENS

- Vous concevrez des cartes électroniques sur station de travail CAE. Vous participerez aux actions communes de l'équipe "Interfaces". Cette mission vous conduira à animer un groupe de travail. Votre formation est du type ENSEEIHT, ENSERG. Votre première expérience dans une fonction de conception sera un plus. Réf. IEC 1.
- Vous prendrez en charge la maintenance et le développement des logiciels embarqués sur modules TOR. Votre formation généraliste (INSA, ENSEEIHT...), votre culture en micro-informatique et une expérience en développement microprocesseurs seront appréciées. Réf. IEC 2.
- Vous concevrez des produits de communication destinés à l'automate programmable : coupleurs, unités centrales dédiées communication. Cette mission inclut également la qualification industrielle des cartes et des produits complets. Réf. IEC 3.

INGENIEURS DE CONCEPTION ET DE DEVELOPPEMENT LOGICIEL

- Vous participerez aux spécifications et à la conception de traducteurs et de compilateurs. Une expérience ou des stages significatifs dans les techniques de générateurs, de traducteurs et compilateurs est souhaitable. Réf. ICLC 1.
- Vous serez chargé de projets processeurs entrée/sortie. Nous vous demandons une expérience ou des stages significatifs dans le domaine du temps réel et des logiciels sur micro-processeurs. Réf. ICLC 2.
- Vous interviendrez sur des logiciels interactifs sur IBM-PC ou compatibles ou sur stations de travail. Connaissances appréciées : Microsoft, MS Windows ou les méthodes de conception orientées objets. Réf. ICLC 3.

Pour ces trois postes, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation Ingénieur Grande Ecole, option ou spécialité informatique.

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT REGULATION

Vous prendrez en charge un projet de boîtes fonctionnelles de régulation. Votre rôle sera, en particulier, de faire évoluer la bibliothèque de fonctions disponibles par des sélections et des achats d'algorithmes ou des développements internes, et d'assurer le maintien des boîtes fonctionnelles de régulation existantes. Ingénieur Automaticien, option informatique industrielle, vous avez, si possible, une expérience de développement en milieu industriel. Réf. IRG.

INGENIEURS EN TELE-INFORMATIQUE

Pour assurer l'intégration de protocoles standards dans l'automate en relations avec les autres équipes et les différents partenaires de l'entreprise. Votre formation est de type ESE, ENST, ENSIMAG option télé-informatique ou équivalent. Une première expérience est souhaitée. Réf. ITG.

INGENIEUR CHARGE DE PROJET MECANIQUE

Vous suivrez le développement d'ensembles mécaniques pour automates programmables depuis la spécification jusqu'à la mise en fabrication. Cette mission vous conduira également à suivre les partenaires extérieurs (fournisseurs, sous-traitants). Une bonne connaissance en tolérances fine + injection plastique ainsi qu'une expérience dans l'environnement constructeur électronique, informatique ou grand public est requise pour ce poste. Réf. IMC.

INGENIEUR PLANIFICATION

Vous coordonnerez toute la planification de projets en Recherche et Développement et animerez la cellule de planification. Ingénieur généraliste, vous avez une bonne culture informatique + IAE. Une première expérience en planification est souhaitée. Réf. IPC.

APRIL dispose des moyens de conception les plus avancés : entrer chez APRIL, c'est entrer dans un univers de performance. La culture de l'entreprise repose sur un professionnalisme construit à partir de la formation continue. L'environnement d'APRIL requiert une bonne pratique de l'anglais usuel.

Parlez-nous de vous ! Et faites-nous partager vos motivations en adressant votre dossier de candidature, sous référence choisie, à Madame Le Guet, APRIL, BP 73, 81103 CASTRES.

april
...ET LES TALENTS FLEURISSENT



ingénieurs électriciens...

Leader français sur notre marché, notre première richesse est humaine : 3500 ingénieurs et techniciens... Présent sur les multiples fronts de la technique, dans des domaines les plus avancés, notre savoir-faire est pleinement reconnu de nos partenaires.

Notre développement nous amène aujourd'hui à rechercher plusieurs ingénieurs chargés de missions d'assistance et de contrôle. Après une complète formation, ils interviendront en toute autonomie auprès d'une clientèle très diversifiée, notamment industrielle.

Débutant ou quelques années d'expérience, vous êtes diplômé de l'ESIEE, l'ESME, l'EEMIL ou d'enseignements proches. Votre goût de la rigueur, vos aptitudes relationnelles, en un mot votre sens du conseil, vous entraîneront vers une carrière très ouverte.

Pour ces postes situés en région parisienne et proche province, merci d'adresser votre candidature sous référence 8901-LM à EUREMPOI, 66 rue La Fayette, 75009 PARIS.



Division d'un des premiers groupes industriels de la CEE, recherche pour un de ses établissements en proche banlieue parisienne, spécialisé dans les ECHANGES THERMIQUES et la FILTRATION :

RESPONSABLE DE LA FONCTION ACHATS

30/40 ans, Ingénieur avec une formation complémentaire en achats et approvisionnements, parlant anglais, vous devrez assurer la coordination des différents services achats de l'établissement, contrôler le respect des procédures d'achats et le suivi des commandes (relances, inspections, livraisons). Vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction semblable exercée dans une grande société produisant des biens industriels. Réf. 13666 A

RESPONSABLE DE BUREAU D'ETUDES

(8 - 10 personnes), 30/40 ans, Ingénieur AM ou équivalent ayant une expérience dans la fonction et de bonnes connaissances en calculs de structure, anglais indispensable. Nombreuses possibilités de développement de carrière à moyen terme. Réf. 13666 B

INGENIEUR DE BUREAU D'ETUDES

25/30 ans, Ingénieur AM ou UTC, ayant de bonnes connaissances en acoustique et vibration, parlant anglais. Cette fonction inclut également des actions dans le domaine de la Recherche et Développement. Poste évolutif qui convient à un jeune ingénieur ayant environ 2 ans d'expérience de bureau d'études et ayant l'esprit d'initiative, de la rigueur et de la méthode. Réf. 13666 C

INGENIEUR D'AFFAIRES

35/40 ans, diplômé d'une grande école avec connaissances approfondies en Thermique, parlant l'anglais, chargé du suivi technique et commercial de projets en France et à l'exportation. Réf. 13666 D

RESPONSABLE QUALITE

35/40 ans, Ingénieur de formation (Mécanique) ayant une expérience dans la fonction, et l'esprit "CODE DE CONSTRUCTION". Vous serez chargé de promouvoir la notion de qualité à l'intérieur de l'établissement : mise en place de procédures, suivi, animation de groupes de travail, qualification des fournisseurs... La connaissance de l'anglais technique est indispensable. Réf. 13666 E

POUR UN DE SES ATELIERS DE MECANIQUE EN PICARDIE

RESPONSABLE DE PRODUCTION

35 ans environ, Ingénieur diplômé AM ou équivalent. Vous assurerez la gestion humaine, technique et administrative de l'Atelier (35 personnes). Poste de responsabilité avec large autonomie pour un homme d'expérience (environ 5 ans dans la fonction), rigoureux et méthodique. Réf. 13666 F

Adresser lettre manuscrite, CV, sous référence choisie à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE



Notre Laboratoire Matériaux situé à VELIZY renforce ses équipes et recherche

Ingénieur d'Etude Matériaux

Pour participer à la recherche, l'évaluation et la caractérisation de matériaux polymères pour l'ensemble du groupe MATRA. Vous suivrez l'évolution des polymères (adhésifs, résines, thermoplastiques) sur le marché. Vous conseillerez les utilisateurs sur les choix et les performances de ces matériaux. Ingénieur de formation (ENSI Chimie, ENSICP...), vous possédez 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine des matériaux organiques et la maîtrise de la langue anglaise. Vous aurez à vous déplacer en France et à l'étranger. Votre esprit d'analyse et de synthèse, votre goût du travail en équipe sont des atouts supplémentaires pour votre évolution dans notre Société.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence EC/044 à Emmanuelle CHEDAL - MATRA - Centre de Montigny - 3 avenue du Centre - 78182 ST-QUENTIN-EN-YVELINES

MATRA



Nous sommes une Société française dont le dynamisme nous a permis de nous hisser au top-niveau dans notre créneau. Nous concevons, fabriquons et commercialisons des systèmes de haute technologie dans les domaines de la TELEMATIQUE et des RESEAUX. Nous recherchons :

INGENIEURS D'ETUDES

CONCEPTION DE MICROSYSTEMES

- bases 68000/68030
- formation hardware
- connaissances Assembleur.

REF. IE/CM

DEVELOPPEMENT LOGICIELS

- Langage C
- Environnement temps réel et/ou MSDOS-UNIX.

REF. IE/DL

Pour ces postes, le profil est celui d'Ingénieurs Diplômés, débutants à quelques années d'expérience, motivés par leurs projets et faisant preuve de dynamisme, autonomie et esprit d'initiative.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel sous référence choisie à Brigitte GIBEAUX - SITINTEL - Immeuble ORSUD - 3/5, avenue Gallieni - 94250 GENTILLY.

JP 1/10 150

Votre talent, notre avenir

Entrer chez HP, c'est choisir une entreprise qui investit sur les hommes : si vous êtes ambitieux, enthousiaste, exigeant, chaleureux, c'est toute votre équipe qui gagnera, c'est l'entreprise qui prendra l'avantage. Nous vous donnerons les moyens de faire de votre vie professionnelle un lieu de développement et de plaisir.

Nous vous offrons les opportunités suivantes :

INGENIEUR PROCESS

Votre objectif est d'optimiser la productivité, la qualité, les délais et les coûts des outils et méthodes de production.

INGENIEUR PRODUIT

Présent dès la phase de conception du produit Réseaux Privés dont nous avons la responsabilité mondiale, vous en assurerez ensuite l'industrialisation, le développement et en améliorerez la qualité en relation avec nos fournisseurs stratégiques.

INGENIEUR TESTS

Dans l'équipe "engineering", vous participerez à l'élaboration et à la mise en place de la stratégie de tests destinée à contrôler la qualité des produits.

INGENIEUR MECANICIEN

Vous serez l'expert en mécanique du groupe Product Engineering et l'interlocuteur privilégié du département Recherche et Développement dans ce domaine.

INGENIEUR ACHAT

Dès la phase d'introduction de nouveaux produits, vous serez le partenaire des équipes Recherche et Développement et Production pour garantir la fiabilité, la qualité, la disponibilité et le coût des composants achetés à nos fournisseurs.

Certains de ces postes seront basés à Grenoble, d'autres à l'Isle-d'Abeau.
Débutants ou expérimentés, vous êtes diplômés d'une Grande Ecole, adressez votre CV à : HEWLETT-PACKARD France, Ressources Humaines, boulevard Steve Biko, 38030 Villefontaine.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT (ELECTROMECANICIEN)

Notre vocation nous place au cœur d'enjeux économiques et technologiques fondamentaux. Nos atouts, ce sont notre rayonnement international (1 MM \$ pour le secteur santé du groupe 3M) et les performances de notre filiale française. En France, 3M SANTÉ (600 personnes, 540 M\$ de CA, 15 % de croissance par an) conçoit, fabrique et commercialise des produits très diversifiés et innovants. Pour développer la prochaine génération de matériels biomédicaux, nous recherchons un ingénieur de développement

Venez développer les technologies qu'attendent demain les spécialistes mondiaux de la SANTÉ.

En coordination étroite avec nos équipes de recherche, les laboratoires américains et les sous-traitants extérieurs, vous piloterez les nouveaux projets de développement. De plus, vous prendrez en charge l'amélioration des processus de fabrication déjà implantés (MOON - logiciel, micromécanique, ...) sur notre site industriel. Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs (ENSEEHT, INPG...) avec une spécialisation en électromécanique, vous recherchez un projet-remplir qui valorisera votre première expérience professionnelle. Pour réussir dans cette mission complète, vous possédez des compétences techniques (CAO, CFAO, Optique de pointe, micromécanique) ainsi que de réelles qualités relationnelles. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 4505 à l'attention de Richard COULOME Département des Ressources Humaines - Laboratoire 3M SANTÉ 3, rue DANTON - 92245 MALAKOFF Cedex.

3M SANTÉ

KORTEX INTERNATIONAL

Le numéro un européen de modems intégrés recherche

1) LE RESPONSABLE DE SA FILIALE KORTEX SERVICES INFORMATIQUES

- VOTRE MISSION : offrir un service de qualité dans le domaine de développement d'applications spécifiques de télécommunications.
- VOTRE CHALLENGE : faire passer la C.A. de 5 à 35 MF en 3 ans.
- VOTRE OBJECTIF : développer de nouvelles activités (réseaux micro et télécoms, ingénierie).
- VOTRE PROFIL : diplômé d'une école d'ingénieurs, âgé de 32 ans minimum, vous avez été chef de projet dans une société de services, excellentes maîtrise du MS DOS, PC et télécoms, excellentes compétences en organisation et en gestion.

2) UN INGÉNIEUR LOGICIEL DÉBUTANT OU EXPÉRIMENTÉ

- VOTRE OBJECTIF : développer des applications à la pointe de la technique dans le domaine des télécoms sur PC, PS, MAC, UNIX, et réseaux.
- VOTRE PROFIL : diplômé d'une école d'ingénieurs.

Ces postes sont à forte rémunération.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite, sous réf. 124-7. KORTEX - 71, rue Archereau, 75019 PARIS.

Jeune Ingénieur Informaticien, optez pour la Finance...

Important groupe d'établissements financiers, nous recherchons pour notre Direction Financière un jeune ingénieur intéressé par la finance.

Ingénieur Grande Ecole, vous êtes débutant ou vous possédez une première expérience de 2 à 3 ans qui vous a permis d'acquérir de solides connaissances en informatique (connaissance L 4G appréciée).

En liaison étroite avec le Back-Office, la Salle des Marchés et la Trésorerie, vous participerez au développement des projets informatiques de notre Direction Financière dans une configuration micro-informatique en

réseau, connecté sur un IBM 3084. Vous aurez également à former et à aider les utilisateurs lors de la mise en place de ces projets.

Votre rigueur et votre créativité vous permettront d'évoluer facilement au sein de notre Groupe.

Poste basé en proche banlieue Est de Paris à 5mn du RER.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Média-System (Réf. 51208), 6-8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

L'École des Mines de Paris

RECHERCHE POUR

LE CENTRE DES MATÉRIAUX D'ÉVRY

CHERCHEURS

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES AGRÉGATION - DEA

Les recherches réalisées dans le cadre de formations doctorales, concernent les MATÉRIAUX MODERNES : alliages métalliques, polymères, composites, céramiques. Elles s'appliquent à des THÈMES MOBILISATEURS : création, technique de mise en forme, études microstructurales, fiabilité, modélisation numérique du comportement par éléments finis.

Les travaux sont menés en relations contractuelles avec l'INDUSTRIE française et internationale (programmes EURÉKA, BRTE, EURAM...)

- Préparation de la thèse de DOCTORAT de l'École des Mines de Paris.
- Rémunération annuelle nette : 85 kF (DEA) à 130 kF (fin de thèse). Contrats CIFRE.

Envoi du C.V. détaillé et lettre de motivation : CENTRE DES MATÉRIAUX P.M. FOURT de l'ENSMF BP 87, 91003 ÉVRY CEDEX.

KODAK-PATHÉ

Filiale du Groupe EASTMAN KODAK

Pour servir ses marchés français et internationaux KODAK-PATHÉ (6 Milliards de C.A.) développe les activités de son complexe industriel (Unités de production - Centre de Recherches et de Technologie - Effectif : 3000 personnes) installé sur 230 hectares à

CHALON-SUR-SAÔNE

et offre des opportunités de carrière à des

INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES

DE FORMATION GRANDES ÉCOLES

RESPONSABLE DE PRODUCTION

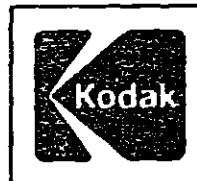
Vous devrez créer, former et animer une équipe de production de 150 personnes. Une expérience de management de 3 à 5 ans dans un secteur de haute technologie est essentielle.

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT PROCESS ET INSTALLATION

Vous devrez en particulier : - réaliser l'étude, l'installation et le suivi des équipements d'un département de production - superviser une équipe de techniciens - assurer la formation du personnel de production et de maintenance. Une première expérience dans un secteur de petite mécanique ou de transformation du métal est requise. La connaissance de la langue allemande est souhaitable.

La maîtrise opérationnelle de l'anglais est indispensable. Ces postes offrent aux candidats ouverts à la mobilité géographique et fonctionnelle de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. et photo à KODAK-PATHÉ Direction Gestion des Cadres 26, rue Vilhot, 75594 PARIS CEDEX 12



GRISAPAG

L'INVESTISSEMENT SÉCURITÉ

Filiale de PONT A MOUSSON S.A. et l'un des leaders européens de la robinetterie industrielle, nous recherchons pour accélérer le développement de nos produits à vocation internationale, des

INGÉNIEURS BUREAU D'ÉTUDES

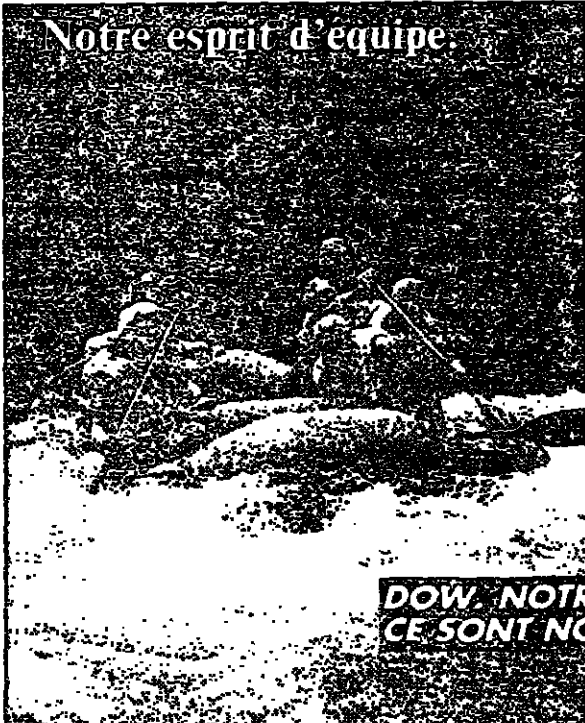
De formation ENSAM, INSA, ENI... vous avez une première expérience. Vous parlez couramment anglais, la connaissance de l'allemand serait un plus. Vous serez chargés de la conception et de l'industrialisation des produits nouveaux, et de l'animation d'une petite équipe, en qualité de Chef de Projets.

Ces postes, basés dans une ville agréable à proximité de Nancy, offrent de réelles perspectives d'évolution.

Adressez lettre manuscrite + CV à : G.R.I. SAPAG - Direction des Ressources Humaines Z.I. de la Croix de Metz - 54200 TOUL.



Notre esprit d'équipe.



Gagnez avec Dow !

Ingénieur/Achats

Dow est une entreprise aux dimensions internationales : 1^{er} groupe de chimie aux U.S.A., 6^{ème} dans le monde. Dans chaque pays, sa structure est souple et adapte aux réalités du "terrain" ce qui permet de créer et d'entretenir un cadre aux dimensions humaines dans lequel chacun doit s'épanouir. La philosophie d'entreprise de Dow est de miser sur des hommes et des femmes à haut potentiel qui se sentent totalement responsables et engagés avec eux-mêmes. La priorité est donnée à l'initiative, à l'esprit d'équipe et à la compétence dans le cadre d'une grande disponibilité et d'une mobilité géographique compatibles avec une carrière internationale. Implanté en France depuis 1963, Dow exerce les activités suivantes : Chimie de base et chimie fine Produits d'isolation Produits pharmaceutiques Produits polymériques Recherche Fabrication.

Nous recrutons pour notre usine de DRUSENHEIM (25 km de STRASBOURG) UN ACHETEUR PROJET (INGÉNIEUR, débutant ou première expérience (24-30 ans) possédant une bonne maîtrise de l'anglais.

- Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur (AM/HEI/IDN/ ENSI)
- Une spécialisation ACHATS : IAE, MAI, DESS, serait un atout.
- Animateur d'un réel comportement de négociateur, vous serez responsable, dans le cadre d'une unité de production, d'un budget annuel de 30 M\$ d'investissements en instrumentation - Tuyauterie - Génie Civil - Équipements de production.
- Vous assurerez également un rôle charnière entre les responsables projets - Achats - Production et fournisseurs. Votre succès à ce poste vous permettra d'évoluer rapidement au sein de Dow Europe.

Ecrivez en envoyant CV + photo et précisez la réf. : IAE/M Daniel REGORDA DOW FRANCE S.A. Département Ressources Humaines BP 20 - 67410 DRUSENHEIM.



CGEE ALSTHOM

avec 22 000 personnes dans le monde dont 8 000 ingénieurs et techniciens CGEE ALSTHOM est n°1 français en contrôle industriel, entreprise électrique et assistance technique. Nous recherchons pour notre secteur Contrôle Industriel des

Ingénieurs mise en service industrielle

A votre formation Ingénieur Electronicien / Informaticien (ESE - INPG - ENSEEHT...) vous alliez si possible une 1^{re} expérience dans des applications temps réel (Pétrole / Verre / Papier / Agro-alimentaire).

Nous vous proposons de prendre en charge les études et les mises en service sur sites de systèmes temps réel de contrôle industriel à base de micro processeurs et calculateurs gemme SPS 5, VAX PC. Pour réussir dans cette mission, vous maîtrisiez l'anglais et acceptiez les déplacements à l'étranger.

Merci d'écrire à JD. AUROY CGEE ALSTHOM Division Contrôle Bailey 5 avenue Newton 92140 CLAMART



Handwritten signature or mark.

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

traces l'avenir

Jeunes Ingénieurs votre talent pour notre expansion

La dimension du réseau, la puissance de la flotte, la diversité et la qualité des produits "passagers" ou "fret", le professionnalisme sont les atouts immédiats d'Air France. Votre formation technique et votre talent sont les atouts de notre réussite. Nous recherchons notamment :

Ingénieur en recherche opérationnelle

Consultant interne chargé de la conception et de la réalisation de systèmes d'aide à la décision, vous intervenez auprès des différentes fonctions de la compagnie grâce à vos connaissances en optimisation, méthodes scientifiques de gestion ou en intelligence artificielle. Réf. RO.

Ingénieur "avion"

Rattaché au Chef de Production pour la maintenance d'un avion, vous avez un rôle d'animation d'équipe, participez activement à l'amélioration des méthodes et à la qualité de l'exploitation : initiatives et qualités de contrat sont vos mots clés. Réf. AV.

Chef de projet informatique et télécoms

L'informatique d'Air France c'est une équipe de 1000 personnes, un réseau Télécoms de 120.000 km et des développements à l'échelle planétaire. Dans un environnement de grands systèmes en temps réel et de réseaux connectés, vous participez à l'un de nos grands projets de pointe. Réf. CPL.

Plus qu'un poste, AIR FRANCE vous offre un itinéraire professionnel rapide. Votre progression se fera au sein de filières très variées : le fonctionnement des escales, la gestion de la flotte et des équipages, la maintenance des avions, la planification stratégique, le développement des ressources humaines, le contrôle de gestion, l'audit interne... Vous débutez ou bénéficiez déjà d'une première expérience professionnelle, tracez l'avenir avec nous en écrivant sous la référence du poste choisi avant le 20 avril à AIR FRANCE, Recrutement Cadres, Orly Sud 114, 94396 Orly Aéroport Cedex.



Vous assurez la qualité logiciel sur des projets de développement de logiciels "embarqués" dans le domaine **DEFENSE ESPACE**

INGENIEURS QUALITE LOGICIEL

Nous vous offrons l'opportunité :

- de profiter d'un savoir-faire éprouvé dans le domaine de l'assurance qualité.
- d'intégrer une équipe à fort potentiel dans un groupe industriel jouissant d'une notoriété internationale.

Votre PROFIL :

Ingénieur Informaticien (ECL, ENI, ISEN, ISEP, ...).

Votre EXPERIENCE :

- 3 à 5 ans de développement logiciel "temps réel" environnement VAX/VMS : SUN/UNIX ; PASCAL et langage C.

Vos MISSIONS :

- Vous veillez à faire appliquer les standards en méthodologie de développement.
- Vous assurez la rédaction des plans de qualité logiciel et des plans de gestion de configuration logiciel et leur suivi.
- Vous organisez et animez le pilotage des revues logiciel.
- Vous réalisez les contrôles qualité logiciel, définissez les objectifs de validation et assurez le suivi de tests associés.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. IQL/PR à



Hautes Technologies Conseil
34-38, rue Camille Pelletan 92300 LEVALLOIS



LES MUTUELLES DU MANS
PREMIER GROUPE FRANÇAIS D'ASSURANCES MUTUELLES
(CA 13 milliards) 1300 agents généraux.

JEUNES INGENIEURS GENERALISTES INSA, ENSI, ENI, HEI...

Débutants ou avec une première expérience de 2 à 3 ans.

IL Y A BEAUCOUP A FAIRE EN MATIERE DE RISQUES INDUSTRIELS L...

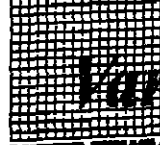
Nous n'avons jamais rencontré parmi vous de vocation spécifique pour l'Assurance, mais ce sera un challenge motivant que de valoriser votre technicité et votre dynamisme dans un environnement pluridisciplinaire.

Après avoir été formés au Siège du MANS et sur le terrain à nos produits et à notre méthodologie, vous prendrez en charge dans les régions :

- l'audit des risques d'entreprise,
- l'assistance à nos agents généraux pour le développement et le suivi de leur portefeuille de risques techniques et pour les sinistres.

Il existe d'intéressantes possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence M/G à notre Conseil Albert AUPETIT.



Variant 43, avenue Général Leclerc 72000 LE MANS

Établissement à taille humaine - 170 collaborateurs - membre d'un puissant groupe financier international, nous intervenons sur les marchés pour la négociation des valeurs mobilières. Pour notre département organisation et informatique, vecteur majeur de notre développement, nous créons le poste de

Responsable système-réseau-exploitation VAX

établissement financier

Rattaché au responsable du département, il a pour mission de concevoir, assister de deux collaborateurs, l'ensemble des éléments techniques des systèmes d'information mis en œuvre : exploitation et système, pour les matériels du constructeur Digital, VAX 8530, 6210, une dizaine de MICROVAX 2000 connectés sur un réseau ETHERNET - réseaux, gérant les accès aux serveurs de la profession, REUTER, RELIT, SDB, et à ceux de l'entreprise, notamment des salles de marché, enfin à ceux relevant des sites internationaux du groupe.

Pour cette création de poste, nous recherchons un ingénieur école, déjà confirmé dans son expérience des matériels Digital - VMS, DECNET, RDB. Nous lui proposons de rejoindre un des établissements leader des marchés financiers qui appuie son développement sur un accroissement et une sophistication permanents de ses moyens informatiques.

M. D. A.

Marie - Agnès VALLEE étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8904.366 au cabinet M.D.A. 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Au cœur de la santé

ROUSSEL UCLAF dispose d'un potentiel de Recherche de pointe en France et dans le monde. 12 % du C.A. lui sont consacrés et 2 000 personnes contribuent avec compétence à son succès. La recherche et la mise au point de molécules à usage thérapeutique constituent pour le groupe des objectifs prioritaires.

STATISTICIEN

Vous apporterez votre soutien dans le domaine des statistiques aux unités scientifiques, et mettrez en œuvre, en collaboration avec les chercheurs, la méthodologie statistique la plus appropriée aux protocoles expérimentaux.

Vous possédez une excellente connaissance de la statistique classique et de l'analyse de données, et une très bonne pratique de l'informatique. Les nombreux contacts qu'implique cette fonction demandent une bonne aptitude relationnelle et le goût du travail en équipe. Le poste est basé à Romainville (93).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., + photo sous la réf. 106/M à ROUSSEL UCLAF, Recrutement des Cadres, 35, Bd. des Invalides, 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

DANS UN ENVIRONNEMENT
HAUTE TECHNOLOGIE,
CONDUIRE DES HOMMES
ET INNOVER AVEC EUX.



Ouest Paris (1h30)

Société du Groupe British VITA, leader mondial de la production et transformation de mousses polyuréthanes et polymères alvéolaires, nous sommes depuis 20 ans précurseur dans cette activité (650 personnes - 425 MF CA - 2 sites de production - 2 filiales en France). Notre stratégie : anticiper et innover. Notre objectif : développer nos marchés par une implantation internationale (vente de licences et

partenariat). Nous vous offrons de participer au sein de notre unité de production pilote de Brienne (27) à notre expansion car notre Directeur recherche pour l'un de ses ateliers spécialisés dans la fabrication de pièces techniques pour l'automobile un

ADJOINT AU CHEF DE PRODUCTION

Vous êtes responsable au quotidien de l'animation et la coordination d'un effectif de 40 personnes dans un objectif de qualité et de productivité croissantes. Vous participez à la définition, la conception et la mise en œuvre de nouveaux process. Vous possédez une expérience d'environ 5 ans dans une fonction d'animation et d'encadrement d'ateliers ou de lignes de fabrication (+ 20 personnes) à process fortement automatisés.

A 30 ans environ, maîtrisant l'anglais, vous êtes ingénieur mécanicien diplômé AM, ECAM, ICAM, IDN, INSA ou équivalent. Votre capacité à faire partager vos idées, la qualité de vos résultats font de vous l'un des hommes clés de nos futurs succès.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. P 140/TM à notre Conseil : 34, rue du Collège - 75008 PARIS.

MORENO CONSULTANT
REIMS - PARIS - LYON

Importante société de conception et de fabrication d'équipements électroniques de grandes et moyennes séries, spécialisée dans les télécommunications, recherche un :

DIRECTEUR COMMERCIAL CHARGE DU DEVELOPPEMENT

Il s'agit d'un ingénieur d'affaires international qui collabore avec la direction générale et définit les cibles de diversification marché ou produit, prenant en charge la négociation et le suivi des contrats en France et à l'étranger ; l'entreprise possède l'outil de production, un personnel hautement qualifié et un savoir-faire important, pouvant intéresser les groupes industriels les plus importants dans le secteur des télécommunications, mais aussi de l'aéronautique, l'automobile, etc.

Profil du poste :

- 35-40 ans.
- Formation électronique supérieure, E.N.S. Télécom, Supélec, IDN, ISEN ou équivalente, justifiant d'une expérience de négociation de contrats techniques de haut niveau auprès des directions commerciales, de recherche développement, etc.
- L'ouverture d'esprit, le goût de la recherche sont des qualités qu'il faut associer à la rigueur pour discuter tant des aspects techniques que financiers.
- D'excellentes aptitudes relationnelles sont également nécessaires pour réussir.
- Connaissance et pratique de la langue anglaise indispensables.

Lieu de travail : grande ville de la région Nord.

La rémunération prévue est en rapport avec les qualités et les compétences recherchées, perspective d'avenir dans un groupe dynamique pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, en indiquant salaire actuel et prétentions, sous référence 680, à : PROMONOR, 52 rue de Douai, 59000 LILLE. Discretion absolue et réponse assurée.

promonor

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Synthélabo

- une recherche performante
- une internationalisation croissante
- un développement industriel chimique et pharmaceutique de niveau international

Quatrième groupe pharmaceutique français, **SYNTHELABO** emploie 4 800 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs. Ses activités s'exercent dans le domaine de la santé humaine autour de deux grands pôles : le médicament et le matériel biomédical.

La Direction Générale Technique Pharmaceutique de **SYNTHELABO** a en charge les opérations d'achat, de production chimique et pharmaceutique et de distribution pour les médicaments à usage humain. Au sein de cette Direction, l'encadrement est principalement constitué de pharmaciens, ingénieurs chimistes et ingénieurs AM ou assimilés.

C'est dans ce cadre que nous recherchons actuellement pour notre Direction Centrale de la Qualité (92 - Le Plessis-Robinson) :

UN ADJOINT AU RESPONSABLE DE L'ASSURANCE QUALITE

Après une période de formation, l'Adjoint du Responsable de l'Assurance Qualité devra pouvoir mener des missions d'audit, de formation, d'information, de préparation de directives de qualité ainsi que toutes les actions d'assistance réclamées pour la fonction. Il aura comme interlocuteurs privilégiés, les responsables de production et d'assurance qualité. Il participera à l'agrément des fournisseurs, façonniers et licenciés.

C'est un Pharmacien possédant une solide expérience dans ce domaine capable d'appréhender la fonction dans une entreprise privilégiant la communication. La pratique de la langue anglaise et la connaissance des méthodes internationales d'audit sont indispensables pour ce poste qui comprend de fréquents déplacements en particulier sur les 7 sites européens.

Sérieuses perspectives d'évolution.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 89/47 LM à l'attention de Monsieur VOLTZ - **SYNTHELABO** - 22, avenue Galilée 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

AERAZUR (groupe ZODIAC), leader en Equipements Aérospatiaux de Sécurité-Sauvetage, recherche

INGENIEUR CHARGE DU BUREAU D'ETUDES CAO ET CFAO EQUIPE DE CATIA

Ce poste s'adresse à un candidat possédant obligatoirement des connaissances en informatique IBM et, si possible, des connaissances en micro et la pratique de l'anglais.

CONCEPTEURS DE PRODUITS SUR CAO / CATIA

Ces postes s'adressent à des candidats de niveau BTS minimum ayant, si possible, la pratique de l'anglais.

Nous souhaitons rencontrer des opérationnels dynamiques recherchant des responsabilités au sein d'une entreprise novatrice et de dimension humaine.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. DEA/DT au Chef du Personnel - **AERAZUR** - 58, Bd Gallieni - 92137 Issy-les-Moulineaux Cedex.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES DÉBUTANTS OU CONFIRMÉS rejoignez

SAGEM

1^{er} CONSTRUCTEUR EUROPÉEN DE SYSTÈMES DE NAVIGATION

Vous êtes compétents en

INFORMATIQUE : logiciels embarqués, logiciels temps réel, intelligence artificielle...

OPTRONIQUE : laser, imagerie infrarouge, asic...

et vous voulez créer et réaliser au sein d'une équipe unie, dynamique et performante. Venez concevoir avec nous

LES SYSTÈMES DE NAVIGATION AÉRONAUTIQUES DU FUTUR ET LEUR ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et curriculum vitae) sous réf. SAG 10 à notre Conseil ARIANE SEARCH - 118, rue de Tocqueville - 75017 PARIS qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Notre Département Electro-optique renforce son Service Commercial et recherche

Ingénieur Technico-Commercial

Pour prendre en charge la prospection commerciale de composants optiques de haute technologie et d'ensembles optico-mécaniques, principalement à vocation Aéronautique et Espace.

Ingénieur de formation, vous avez de solides connaissances en optique instrumentale moderne et possédez une première expérience commerciale dans une activité de prototypes et de produits à la demande. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier sous référence ITC/044 à Emmanuelle CHEDAL - **MATRA** - Centre de Montigny 3 avenue du Centre - 78182 ST-QUENTIN-EN-YVELINES

MATRA

UAP l'un des leaders de l'assurance en Europe

recherche des

Ingénieurs d'études

EN ORGANISATION

Interfaces entre le Département de l'Informatique et les Secteurs utilisateurs, vous serez chargés de la conception et de la mise en oeuvre de nouvelles procédures de gestion : • analyse des besoins des services opérationnels, • élaboration des cahiers des charges, • recherche de l'adhésion des utilisateurs pour la mise en place et le suivi des nouvelles procédures.

Jeunes diplômés d'école d'ingénieurs ou de gestion, spécialistes de l'organisation, possédant nécessairement une bonne maîtrise de l'informatique de gestion et des systèmes d'information. (Réf. JP).

EN GESTION DE PERSONNEL

Au sein de la Direction des Ressources Humaines, vous mènerez à bien des projets concernant la gestion du personnel : mise en place de nouvelles applications ou amélioration des systèmes existants en matière d'outils de gestion (appréciation - gestion prévisionnelle, paye et systèmes de prévoyance etc...)

Diplômés de l'enseignement supérieur (Ecole d'ingénieurs, miage...) débutants ou possédant une première expérience, vous aurez à compléter votre formation en informatique (systèmes experts, langages naturels, systèmes de simulation) et en statistique (analyses de données). (Réf. BB).

Ces postes requièrent autonomie, rigueur et esprit d'équipe. Ils ouvrent de multiples évolutions possibles vers d'autres fonctions à responsabilités au sein du Groupe. Adresser lettre, CV, photo, prétentions sous référence choisie au Sous-Secteur Recrutements et Gestion des Carrières - 34ème étage Fleuve - TOUR ASSUR 92083 PARIS LA DÉFENSE - CEDEX 14.

GENERAL FOODS

HOLLYWOOD

GENERAL FOODS FRANCE

un des leaders de l'Agro-alimentaire recherche un

Ingénieur Production

pour son Centre Industriel très automatisé de fabrication du chewing gum situé près de Poitiers.

de formation ingénieur mécanique ou agro-alimentaire, il prendra en charge sur une équipe, la gestion complète d'ateliers de production (process, conditionnement). Ce poste est un excellent tremplin pour un jeune ingénieur qui souhaite assumer la responsabilité de ses engagements en quantité, qualité, délais, coûts, dans le contexte particulièrement motivant d'une usine en pointe tant sur le plan de la technologie que dans la gestion des ressources humaines. Plus que la première expérience professionnelle que vous avez déjà éventuellement acquise, se sont vos capacités d'initiatives et d'animateur qui nous intéressent. La réussite dans ce poste peut ouvrir des perspectives de carrière dans le Groupe.

Merci d'adresser dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à : Jérôme DE GUILLACQ, Compcoir de la Confiserie 21-du SYMOM St GENEST D'AMBIÈRE 86140 LENGLONTE.

NE2

génie informatique

Filière du Groupe SG2, notre société en plein essor, 400 personnes, 9 agences, se développe autour de 6 grands métiers : • Schéma directeur et conseil stratégique • Développement et distribution de logiciels • Méthodes d'innovation et de mise au point • Assistance technique de haut niveau • Formation et certification de systèmes. Dans le cadre de cette croissance, nous renforçons nos équipes commerciales :

SENIOR

Après une formation supérieure, vous avez acquis une solide expérience (7-8 ans) de la vente de services. Votre dossier d'intervention sera le secteur public auquel vous proposerez nos prestations de qualité. Pour des candidats de valeur, des perspectives d'évolution vers une direction d'agence sont envisageables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M0504, en indiquant le poste choisi à :

GROUPE NE2

Michelle ZIGLIARA - SG2 Génie Informatique - 55, quai de Grenelle - 75015 PARIS.

JUNIORS

Vous avez complété votre formation (Ecole de Commerce) par une première expérience (1 à 3 ans) dans le génie informatique. Vos premières missions d'intervention seront les secteurs de la finance et de l'industrie. Vous serez chargé de la prospection pour l'ouverture de nouveaux comptes, du développement de la clientèle existante.

Ingénieurs commerciaux rejoignez les acteurs du progrès

RENNES

Important Organisme Régional recherche

UN EXPERT EN CERTIFICATION D'ENTREPRISE

Le candidat sera un spécialiste de l'organisation qualité et disposera d'une solide expérience audit qualité auprès des entreprises.

Il devra, pendant trois ans, sensibiliser les acteurs économiques (CCI, services de l'Etat, syndicats professionnels) ainsi que les entreprises, aux enjeux nationaux de la certification du système d'assurance qualité.

Envoyez lettre manuscrite, CV et photo, en indiquant votre dernière rémunération, sous référence 8576, à :

HERTZ CONSULTANTS
34, rue de l'Arcade 75008 PARIS

Je suis prêt

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Le développement Produits à l'international

pour vous :

Jeune Ingénieur Chimiste !

Filiale Française d'un Groupe Américain, nous sommes l'un des leaders mondiaux dans le domaine des papiers spéciaux (90% à l'exportation).

Notre Direction Technique doit intégrer 1 jeune Ingénieur à qui nous confierons différentes missions de développement de produits ou de process.

De formation **INGENIEUR (CHIMIE, PHYSICO CHIMIE ou A & M)**, à moins de 30 ans, vous avez déjà un solide tempérament.

Vous souhaitez évoluer dans une Industrie en pointe dans son domaine.

Basé dans notre unité de Bretagne Sud (860 personnes), la pratique de l'allemand et la connaissance de l'anglais seront indispensables pour réussir dans notre Groupe.

Laurence LENOIR vous remercie de lui envoyer votre candidature motivée sous la référence IC/LM.



Raymond Poulain Consultants 6, rue Montell - 44000 NANTES - Tél. 01 40 35 50 26

Ingénieur d'affaires

PARIS

Réf. KCM 04



CAP SESA MAINTENANCE, filiale de CAP GEMINI SOGETI, 1er groupe européen de conseil en informatique et télécommunications, spécialisée dans la TIENDE MAINTENANCE, offre à ses clients dans le Monde entier des prestations de haute technicité dans la mise en oeuvre et la maintenance de systèmes informatiques et de réseaux. Nous vous proposons de participer à l'expansion de la société en rejoignant CAP SESA MAINTENANCE.

● **VOTRE FONCTION** : Après formation à l'environnement technique et contractuel de CAP SESA MAINTENANCE, vous devrez, d'une part, effectuer le suivi (technical) commercial des contrats en cours et, d'autre part, développer, principalement auprès de nouveaux partenaires, l'ensemble des activités de la société.

● **VOTRE PROFIL** : 30 ans environ, de formation Ingénieur vous possédez une bonne base technique en informatique et TELECOM acquise en tant qu'ingénieur de réalisation ainsi qu'une expérience de quelques années, en tant qu'ingénieur Commercial dans le domaine de la TIENDE MAINTENANCE ou chez un constructeur ou distributeur informatique. Autonome, rigoureux mais imaginaire, vous saurez intervenir au niveau de Directions en négociant des contrats de maintenance complexes. Une rémunération motivante et de réelles possibilités d'évolution sont offertes pour ce poste.

Merci d'envoyer CV + photo + prétentions à Aline KONOP en précisant la référence.

CAP SESA SELECTION

Tour Matibé, 207 rue de Bercy, 75012 Paris

Réseaux intelligents Télécommunications de l'avenir

Ingénieurs logiciel

Alcatel TITN développe l'informatique pour transmettre le son, les images et les données : une informatique de pointe, celle des grands projets. Filiale du groupe Alcatel, regroupant près de 600 collaborateurs, Alcatel TITN, a su identifier l'importance du défi à relever : un défi maîtrisé par la haute technicité de ses produits et l'envie de ses collaborateurs intellectuels, un défi à la mesure de ses collaborateurs, précurseurs, passionnés de communication de télématique, des systèmes de productique.

L'avenir appartient à ceux qui s'y préparent.

Alcatel TITN prépare l'avenir.

Ingénieur logiciel, de formation Grandes Ecoles, débutant ou avec une première expérience professionnelle (5 ans), vous connaissez le C et possédez des compétences Réseaux ou Temps Réel.

Au sein de notre département réseaux, vous étudiez et développerez des projets concernant les Télécoms de l'avenir : réseaux intelligents haut débit, messagerie, télédiagnostic... utilisant les ressources d'UNIX, des stations de travail, de l'intelligence artificielle...

ALCATEL

TITN

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8300 à Ariane Chartier, Alcatel TITN, 1 rue Galvani, 91300 Massy.



"1989,
changer
pour
gagner..."

Consultant Réseau NANTES

Votre mission sera double : vous interviendrez en qualité d'expert, que ce soit en avant-vente (schéma directeur, cahier des charges, propositions...) ou en réalisation de projets. Vous avez déjà participé à la réalisation de projets réseaux dans des environnements hétérogènes, en particulier dans les mondes IBM, BULL, UNIX, sur des réseaux locaux ou étendus.

Pour faire face à sa forte croissance et développer sa pénétration des marchés où son offre réseau représente une grande valeur ajoutée, la Direction Régionale de DIGITAL recherche :

Vous connaissez et utilisez les réseaux publics (Transpac, Numériz, Arlas 400...). Vous êtes au fait de l'état de l'art sur OSF, OSI.

Vous avez une formation supérieure Ingénieur ou Universitaire et une expérience professionnelle d'au moins 10 ans.

Vous êtes à l'aise en anglais.

Veuillez envoyer votre CV + lettre manuscrite sous réf. MON 634 à Marie-Claire SAN QUIRCE DIGITAL EQUIPMENT FRANCE Tour FRANCE EVRY Boulevard de France - BP 136 91004 EVRY CEDEX.

Digital
Equipment
France



INFORMATICIEN ET BANQUIER DONNEZ-VOUS TOUTES LES COMPÉTENCES

L'informatique vous attire. Vous souhaitez développer vos compétences à partir d'un site IBM très ouvert aux technologies des années 90 (DB2, MVS/ESA, atelier de génie logiciel).

INGÉNIEURS DÉBUTANTS GRANDES ÉCOLES ET UNIVERSITAIRES

Rejoignez notre société créée pour gérer l'informatique de 3 établissements bancaires. Dans un contexte novateur et enrichissant, après plusieurs semaines de formation intensive, vous prendrez en charge des missions stratégiques pour l'avenir de nos trois partenaires. Étroitement associé à la mise en oeuvre de nos projets, vous serez bien placé pour élargir vos responsabilités dans les domaines informatique et bancaire.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous la référence JPV/816 à notre Conseil.

UNILOG

Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS

Membre de SYNTec Informatique



SOMFY

Entreprise, 500 personnes, leader mondial des systèmes électriques et automatiques pour stores et volets roulants, réalisant 75% de ses ventes sur les marchés internationaux (y compris USA et Japon) et se développant au rythme de 20% l'an grâce à sa stratégie très innovante, offre une opportunité à un

HAUTE SAVOIE

Jeune ingénieur conception développement

A vocation mécanique ou micromécanique

En prise directe avec le Marketing Recherche, il animer une petite équipe travaillant de façon très autonome, au sein du département technique, sur des études de nouveaux produits sortant de la gamme standard et mettant en oeuvre des technologies variées. Il interviendra également dans le cadre d'un projet EUROPEA en liaison avec des partenaires étrangers. Il évoluera dans une entreprise dotée de moyens modernes et puissants, notamment en matière de CAO et apportera si possible une compétence reconnue dans le domaine des engrenages et du calcul mécanique. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un ingénieur désireux, après une première expérience en Bureau d'Etudes, d'exprimer son dynamisme et son goût des contacts dans la conception et le développement de produits destinés à être fabriqués en grandes séries.

Les personnes retenues seront reçues le lundi 24 avril après une première étude des candidatures précisant la rémunération, par

josette vanden borre
réf. 934

Chamandre - 01340 Foissiat



SOMFY

BIENVENUE DANS UN MONDE DE PROGRES !

RHONE-POULENC fonde sa réussite sur l'engagement et le professionnalisme de ses hommes.

Le centre d'INDUSTRIALISATION de Décines en région lyonnaise (1000 personnes), est le pôle essentiel de notre développement industriel.

Son objectif : passer des résultats de la recherche à l'atelier performant.

Pour renforcer nos équipes, nous recherchons :

3 INGENIEURS AUTOMATICIENS CONFIRMES

En appui aux Ingénieurs Procédés, ils sont chargés de conduire les études de conception d'installations automatisées jusqu'à leur mise en route dans nos unités industrielles.

Diplômé d'une grande école, vous avez déjà fait vos preuves dans l'automatisation et la REGULATION de procédés (chimie, pétrochimie, pétrole, papeterie, agro-alimentaire...) et vous maîtrisez l'anglais.

Si vous souhaitez valoriser votre acquis technique, soyez des nôtres et exprimez vos motivations à notre conseil :

COORDONNEES - 7, rue Victor Hugo - 69002 LYON sous référence 1110 LM.



RHONE-POULENC

S.E.E.E.

Société d'Ingénierie du Groupe GTM - ENTREPOSE

Recherche, pour ses développements informatiques, scientifiques (PRIME, MICROS), CAO (INTERGRAPH, Micros) et systèmes experts :

JEUNES INGÉNIEURS DIPLOMÉS

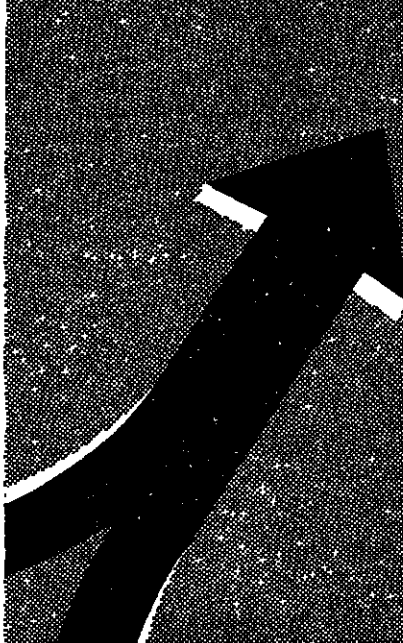
Formation et expérience BTP souhaitées

Envoyer lettre manuscrite, photo, CV et prétentions à SEE - service informatique 174, bd de Verdun, 92413 COURBOVOIE Cedex.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

S'unir, c'est gagner



COTE D'AZUR

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES

Nous concevons et développons des systèmes ultra-sophistiqués de détection sous-marine. Nos succès sur d'importants programmes résultent d'une convergence de compétences dans des techniques et des métiers complémentaires. Nous souhaitons recruter de

JEUNES INGENIEURS DIPLOMES

ESE, ENST, ECP, ENSAM,...

Nous les intégrerons dans des équipes œuvrant dans les domaines suivants :

- Maîtrise d'œuvre de développements matériels et logiciels de type "système"
- Développement de logiciels temps réel (protocoles de communication en environnement VME/68020)
- Gestion et suivi de logiciels développés en sous-traitance
- Conception et validation d'algorithmes de traitement de signal, avec simulation sur ordinateur et dépouillement de signaux réels
- Etude et développement de circuits analogiques ou mixtes analogiques/numériques (chaînes d'acquisition sonar)
- Définition, gestion et suivi de la sous-traitance cartes électroniques
- Développement, réalisation et suivi de prototypes de sondes acoustiques
- Recherches et études en acoustique physique
- Négociation et gestion des approvisionnements de pièces mécaniques et d'ensembles fabriqués en sous-traitance
- Rédaction en anglais et édition des propositions et documentations techniques, en liaison avec les responsables de projets.

Vous êtes ingénieur électronicien, informaticien, physicien ou mécanicien. Vous débutez ou possédez une première expérience dans un domaine analogue. La croissance de notre activité s'effectue dans un contexte français et international ; elle offre d'intéressantes perspectives d'évolution pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et prétentions sous réf. M 53/2030 N en précisant le poste souhaité :

EGOR TECHNOLOGIES

125, avenue des Champs Elysées 75008 PARIS

THOMSON

NORD DE LA FRANCE

PLASTIQUES ELASTOMERES

Nous sommes une PME, filiale d'un Groupe dont le siège est en RFA, leader dans notre gamme de produits (films polyéthylène). Nous recherchons notre

INGENIEUR CHIMISTE

Ingénieur chimiste diplômé, vous serez chargé de veiller au respect de la qualité de nos fabrications pour assurer la satisfaction de nos clients. Progressivement vous serez appelé à secondar le responsable production/maintenance, tout en gardant vos responsabilités en matière de qualité. Après une première expérience professionnelle, vous souhaitez intégrer une PME dynamique, exigeante, mais gratifiante. La disponibilité, le sens du contact, une autorité naturelle, sont des qualités que vous savez mettre en œuvre. Vous avez une parfaite connaissance de la langue allemande et de bonnes notions d'anglais. Pour ce poste basé à proximité de Valenciennes, nous avons chargé notre Cabinet Conseil AXONE, de traiter confidentiellement votre candidature sous la référence 89.111.

Immuable métropole
Place Salvador Allende
59650 VILLENEUVE D'ASCQ

AXONE

LILLE-PARIS-LYON-STRASSBOURG-NANTES-MARSEILLE

SAGEM : Société d'Applications Générales d'Electricité et de Mécanique.
Siège social : 6, avenue d'Iéna 75783 Paris Cedex 16.



SAGEM : 4,76 milliards de francs HT.
C.A. 1988 : 7700 personnes dont 1200 ingénieurs et Cadres.
Effectifs : 7700 personnes dont 1200 ingénieurs et Cadres.
Trois groupes d'activités de haute technologie :
- navigation, guidage, pilotage
- télécommunications et informatique
- équipements industriels

En France :
- 4 Centres Recherches - Etudes
- Prototypes en Banlieue Parisienne (Argenteuil, Pantin, Eragry, Saint-Christophe)
- 3 Centres de Fabrication en Province (Mantillon, Saint-Etienne-du-Rouvray, Fougères).

A l'étranger :
175 implantations dans 94 pays.
Vocation : étude, développement et fabrication de systèmes complexes dans les secteurs les plus avancés de l'Automatisme, de l'Electronique, de l'Informatique et de l'Optique.



La très haute technologie dans le domaine de la télé-informatique vous intéresse. Adressez lettre de candidature, C.V. et photo à SAGEM - Gestion des Ressources Humaines : 6, avenue d'Iéna - 75783 PARIS Cedex 16.

Dans le cadre de ses activités COMMUTATION et MESSAGERIE, SAGEM recherche pour son centre de Cergy Saint-Christophe (proche banlieue Nord-Ouest),

Ingénieurs Logiciel Temps Réel

ENST - INT - ESE - ESIEE - INSA...

Débutants ou possédant 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine de l'informatique temps réel en Télécommunications. Possibilité de courtes missions à l'étranger.

Maîtrises Informatique

Pour développement de logiciels sur autocommutateurs et systèmes de messagerie.

Notre Division TERMINAUX et SYSTEMES est parmi les leaders mondiaux du marché des systèmes de péage pour transports publics (métro, bus, chemins de fer).

Ingénieur Informaticien

disposant d'une solide formation de base en informatique (ENSMAG - INSA Lyon...), vous êtes débutant, ou souhaitez valoriser une première expérience professionnelle. Vous possédez de bonnes connaissances en base de données relationnelles.

Nous vous proposons de prendre une part active à la conception et à la réalisation de logiciels sur les bases de données relationnelles dans un environnement IBM (PS2 - OS2 - AS 400). Cette activité, orientée en grande partie vers l'export, vous amène à effectuer des déplacements de courte durée à l'étranger.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Ce poste est à pourvoir à VALENCE.

Envoyez votre dossier de candidature sous référence PEVALM au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Vedrines - 26027 VALENCE cedex.



RANK XEROX

Commerciaux en informatique devenez formateurs systèmes puis évoluez à vitesse Rank Xerox !

De formation supérieure et passionné d'informatique, vous souhaitez enrichir votre première expérience commerciale en partageant vos connaissances avec nos ingénieurs de vente et technico-commerciaux. Vous connaissez les réseaux de communication et les environnements IBM, Bull ou DEC.

Entrez maintenant dans le monde des systèmes d'impression électronique haut de gamme et celui des connexions Rank Xerox en environnements hétérogènes (postes de travail, réseaux, publishing, systèmes d'impression électronique).

Vous évoluerez ensuite en fonction de vos aspirations et des opportunités vers des postes d'encadrement opérationnel ou fonctionnel.

Les nouveaux métiers de la formation chez Rank Xerox vous ouvriront les meilleures opportunités dans l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. P/LM/98 à Bernard SARFATI (en précisant vos prétentions), Rank Xerox, Direction de la Formation, 93607 Aulnay sous Bois Cedex.

P.S.A. ETUDES ET RECHERCHES

recrute

Ingénieurs électroniciens

ESE... ENSEEIHT... ESEO...

Connaissances mécanique appréciées.

Candidatures à adresser à : Jérôme SERRES - V1079

P.S.A. ETUDES ET RECHERCHES

18, rue des Fauvelles,

92250 LA GARENNE-COLOMBES.

FIILALE DU GROUPE SCHNEIDER (CA : 350 MF, 700 personnes dont 160 ingénieurs), nous sommes spécialisés dans l'étude de systèmes et matériels de pointe. Nous rejoindr, c'est l'opportunité pour vous, débutants ou expérimentés d'être responsables, de vous épanouir personnellement et d'évoluer professionnellement au sein d'équipes jeunes, dynamiques, dans une entreprise à taille humaine.

INGENIEURS ELECTRONICIENS - INFORMATIENS

DIRECTION DES ETUDES PARIS

■ Vous serez chargé de développer des matériels associant micro-informatique, réseaux locaux et systèmes temps réel. Une bonne connaissance des micros et des périphériques associés 68000-68020, la pratique de l'assemblage et du langage C, ainsi que le sens du dialogue et de la communication sont indispensables (Réf. 89.111).

■ Vous avez ou moins 3 ans d'expérience pour développer :
- soit des matériels (G&L, LAMP)
- soit des logiciels temps réel (G&L, LAMP)
dans le domaine de l'acquisition, de la numérisation et du traitement de l'image. La connaissance de l'environnement PC MS/DOS et la pratique du langage C seront appréciées.

■ Vous êtes débutants ou avez quelques années d'expérience dans le développement de systèmes temps réel. Votre connaissance du langage C, d'UNIX et votre pratique de l'utilisation de bibliothèques graphiques (type GKS) seront appréciées (Réf. 89.111).

DEPARTEMENT CONTROLE PONTAULT-COMBAULT - 77

■ Responsable du suivi technique, à la tête d'une équipe, vous serez chargé :
- d'assurer les contrôles techniques, la conformité aux cahiers des charges, les recettes d'équipement de haute technologie en respectant coûts et délais.
- d'adapter ou d'élaborer les méthodes de contrôle et de tests des nouveaux produits.
- de veiller au respect des procédures, de proposer les améliorations visant à étendre l'assurance QUALITE.
Vous avez environ 5 ans d'expérience en développement production ou contrôle et possédez de réelles qualités d'animateur et d'organisateur. (Réf. 89.111).

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite sous la réf. du poste choisi à SECRE, Direction du Personnel, 214, rue du Faubourg Saint Martin 75010 PARIS.

SECRE

NORDON & Co NANCY
CHAUDRONNERIE TUYAUTERIE ENGINEERING INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

recherche :

INGENIEURS D'AFFAIRES

Appartenant au Département Travaux Extérieurs (DTE) et traitant des affaires importantes de montage avec les responsables directions industrielles en France et à l'étranger (notamment en Allemagne) et les supermarchés français. Agés de 30-35 ans, ayant déjà une expérience industrielle, parlant impérativement Allemand (et/ou Anglais) et très polyvalents, ils doivent pouvoir s'affirmer dans divers secteurs : technique, commerciale, gestion, conduite des hommes. Perspectives d'évolution intéressantes.

Apprêtez confidentiellement le 89.35.42.85 ou écrire en indiquant la réf. 1407 à

???

Claude BLIQUE
BP 3097
54013 NANCY CEDEX

Cabinet Blique

Appel 1550

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

mais où sont passés
les oiseaux rares ?...

UN PROJET D'ENVERGURE A VOTRE MESURE



Nous sommes la première entreprise française dans notre activité : conception, production et commercialisation de matériels et produits de soudage coupage. Nous conservons notre avance par un important investissement en R & D et par une adaptation permanente de nos procédés aux nouvelles technologies. Dans ce contexte nous recherchons pour l'une de nos usines (280 Personnes) un :

JEUNE INGENIEUR

Electrotechnique ou Electronique de Puissance

Dans un souci d'optimiser le contrôle qualité de notre production, vous procéderez à l'étude et à la mise en place de l'automatisation des plates-formes de Contrôle. Fonctionnant comme un véritable "ingénieur projet", vous êtes responsable après audit des besoins, de la mise en œuvre des méthodes, procédures et moyens techniques. Ingénieur diplômé grandes Ecoles (HEI, INPG, INSA, ENSEEHT, ...) débutant ou fort d'une première expérience, votre réussite dans ce projet d'envergure vous ouvre de nombreuses perspectives d'évolution au sein de notre groupe. Pour ce poste basé dans l'OISE, merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous la réf. 2210 SM à notre Conseil : 17, rue Courmeaux - 51100 REIMS

REIMS - PARIS - LYON



Ingénieur développement Grande Ecole - option matériaux + 1^{re} expérience

Notre Société, filiale du Groupe Pechiney, fabrique et commercialise des interconnexions céramiques, des boîtiers hermétiques et des refroidisseurs pour l'électronique. Aujourd'hui nous vous proposons de rejoindre notre équipe en Provence.

A partir de l'analyse des besoins en refroidissement de nos clients, vous déterminerez et vous testerez les technologies appropriées pour les développer industriellement.

De formation supérieure Grande Ecole - option matériaux -, débutant ou avec une 1^{re} expérience, vous possédez une solide culture dans la thermique et la thermodynamique. Pour réussir dans cette mission, vous

maîtrisez parfaitement l'anglais et acceptez les déplacements fréquents tant en France qu'à l'étranger.

Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe

Merci d'adresser votre candidature, (lettre manuscrite, curriculum vitae et photo), sous la référence X06, à Société XERAM - Service des Affaires Sociales - B.P. 203 - 84500 BOLLENE.



UNE SOCIÉTÉ DU
GROUPE PECHINEY

P.S.A. ÉTUDES ET RECHERCHES

recrute

Ingénieurs assistance micro-informatique
Ingénieurs assistance CAO
Ingénieurs réseaux

Candidatures à adresser à : Jérôme SERRES - V1079

P.S.A. ÉTUDES ET RECHERCHES

18, rue des Fauvelles,
92250 LA GARENNE-COLOMBES.

Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes - LYON



Notre Ecole d'ingénieurs assume une fonction d'enseignement mais aussi de recherche et de conseil en entreprise. Dans le cadre de la poursuite de notre développement en Agro-Alimentaire, nous recherchons

Enseignant/Consultant
en production Agro-Alimentaire
Futur responsable de département

Homme d'industrie, intéressé par la PME et l'univers du frais, vous devrez, dans le domaine de la technologie et de la gestion de production et en relation avec les équipes existantes, répondre à une double exigence :

- développer des missions en entreprise,
- contribuer au renforcement et à la réalisation d'un programme de formation.

De formation ingénieur ou DEA, vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 4 ans dans l'Agro-Alimentaire (élaboration, conduite de projets, optimisation procédés, innovation, organisation...).

Vous possédez : le sens des contacts, du travail en équipe, des aptitudes pédagogiques et surtout une forte motivation à développer la création d'un département dont vous devez être le futur responsable. Ce challenge vous tente ? Notre Ecole a 20 ans... et plein de projets ambitieux !

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. EC à Synthic, Bernard Desgeorge, 55 Montre de Choulans, 69323 Lyon Cedex 05.

synthic



Télesystèmes : 3 compétences incontournables

C'est l'annonce de notre stratégie du succès pour les années 90. Elle englobe l'ensemble de nos métiers autour de trois pôles de compétences : Services et Exploitation Informatiques, Réseaux et intégration de systèmes, Logiciels. Complémentaires, ils permettent une solution globale dans la construction et le développement des systèmes de communication des grandes entreprises. Cette stratégie est le fruit de l'engagement de nos 2000 collaborateurs qui ont permis nos résultats et notre croissance.

Télesystèmes : 3 valeurs engagées

Nos collaborateurs ont une façon claire de voir et de vivre TELESYSTEMES : professionnalisme, synergie et agressivité commerciale. Ces valeurs mettent en évidence un vrai savoir-faire allié à une réelle volonté de perfection. Intégrées à notre stratégie, elles situent clairement votre rôle dans notre organisation et offrent à chacun un champ d'action considérablement élargi. Elles traduisent enfin notre volonté de continuer à grandir (100 % de croissance interne en 5 ans).

Télesystèmes : une volonté de vaincre.

Vous l'avez saisi, TELESYSTEMES évolue et se tourne résolument vers l'avenir. Avec sa nouvelle organisation et l'esprit qui l'accompagne, TELESYSTEMES vous présente un schéma clair dans lequel inscrire votre parcours professionnel. Ingénieurs Conseil, Ingénieurs Concepteurs, Ingénieurs d'Affaires, Chefs de Projets Logiciels, vous possédez une expérience de 2 à 6 ans dans un environnement IBM, Bull, DEC. Vous trouverez au sein de TELESYSTEMES, à Paris, St Quentin-en-Yvelines, Lyon, Marseille ou Sophia Antipolis, le contexte où s'exprimera votre professionnalisme, dans le pôle de compétences de votre choix.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo), sous réf. LM/44 à : TELESYSTEMES - Direction des Ressources Humaines 115, rue du Bac - 75007 PARIS - Tél. : 45.49.87.00

Telesystemes
GAGNONS ENSEMBLE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Banque

Nancy - Une banque française réputée dans son secteur et membre d'un groupe bancaire de premier plan recherche trois analystes-programmeurs pour sa division études du département informatique. Basés au siège à Nancy et placés sous la responsabilité d'un chef de projet, ils assureront la réalisation technique d'une partie ou de la totalité des applications informatiques. Ils prendront en charge les maintenances et adaptations nécessaires au bon fonctionnement de ces applications. Ces postes s'adressent à des candidats débutants,

diplômés de l'enseignement supérieur (MAGE...) ou de niveau DUT informatique et ayant une première expérience de préférence en milieu bancaire. La pratique de développements sur gros systèmes IBM (VM - MVS - IMS - CICS) constituerait un plus. La rémunération sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9494M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage



NORTHERN TELECOM est une entreprise prestigieuse axée sur la haute technologie et l'innovation, dans les télécommunications.

Liée à un Groupe international puissant et implanté durablement en France, nous étoifons nos équipes et cherchons deux ingénieurs pour notre Direction « Commerciale et Marketing » à Paris La Défense

un chef de service, prévisions et études de prix

Votre mission : veiller à la marche efficace de votre service réalisant les études de prix et d'exécution. Assurer la cohérence de notre politique de prix. Etablir nos prévisions de ventes pour planifier nos fabrications. (réf. 5420 LM)

un chef de produits

Votre mission : faire évoluer nos produits, les adapter aux marchés français et européens, en tenant compte des besoins de nos clients et des administrations. Ingénieur diplômé, 32 à 35 ans, avec une spécialisation en électronique et de bonnes connaissances informatiques, vous avez déjà travaillé chez un constructeur d'équipement électronique, voire de matériel de télécommunication ou téléphonique. Vous êtes bilingue anglais. (réf. 5421 LM)

Ecrivez à notre consultante,
Mme E. PRIMAULT, ss. réf. cor.
à « Nouvelles Technologies ».



ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG



SYSTEMES AERONAUTIQUES ET SPATIAUX

Pour cette filiale d'un groupe international située en région Parisienne, spécialisée dans la conception et la réalisation d'équipements et systèmes embarqués "haute performance", nous recherchons deux jeunes talents

INGENIEUR LOGICIEL TEMPS REEL

L'environnement est stimulant : des ingénieurs de haut niveau étudient et réalisent des logiciels de communication spatiale. Vous participerez à cette aventure technologique vous justifiant d'une expérience réussie en informatique temps réel et faites preuve d'autonomie et d'initiative.

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Débutant, ou premier job, vous êtes issu des meilleures Ecoles : Supélec, SupTélécoms... Vous serez initié à la conception et à la mise en œuvre de systèmes électroniques numériques "pointus". Nous utilisons les dernières techniques en vigueur et disposons de moyens d'études et de développement de qualité à la hauteur de l'enjeu.

Le contexte de travail, technique et humain, est enrichissant. A l'avenir, vous pourrez évoluer vers des responsabilités de chef de projet ou de chargé d'affaires. Pratique de l'anglais professionnel. Pour connaître nos points de vue, merci d'écrire sous réf. XXXIM à notre conseil, ALTEN Ressources Humaines, 119, grande Rue - 93310 SEVRES



Rejoignez l'une des divisions françaises d'un important groupe chimiste suédois (7 000 collaborateurs) établie dans la région de Douai.

Nous élaborons et commercialisons des produits de synthèse destinés à des applications industrielles variées. Nous cherchons, pour compléter nos équipes,

un ingénieur commercial chimiste

Basé dans le Douais, vous conseillez notre clientèle française. En collaborant avec nos équipes Recherche et Développement, vous faites évoluer nos produits et trouvez de nouveaux marchés.

Chimiste de formation (ingénieur ou équivalent), vous possédez une expérience réussie de la vente de produits chimiques industriels. La connaissance de l'anglais est un atout.

Nous vous formons à nos techniques et mettons à votre disposition une voiture de société.

Ecrivez à notre consultante,
Mme K. LEMAN (réf. 647 LM)
à « Carrières commerciales ».



ALEXANDRE TIC S.A.

24, BOULEVARD CARNOT - 59800 LILLE

PARIS - LYON - GRENOBLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

ASK COMPUTER SYSTEMS : LE SYSTEME DE GESTION MANMAN

Leader mondial de la GPAO sur DEC et HP, (avec plus de 2000 installations mondiales dont plus de 130 en Europe, et plus de 800 millions de Francs de CA), recherche pour son Centre de Support Technique Européen situé à MILTON KEYNES (Angleterre).

INGENIEUR DE SUPPORT TECHNICO-COMMERCIAL

ayant une expérience concrète de l'implantation de systèmes informatiques et d'applications dans le domaine industriel et de la gestion sur HP. Après formation, ce poste débouchera sur des actions de maintenance logiciel, et d'installation et de formation des clients au plan général Européen. Ce poste s'adresse à un ingénieur parlant couramment Anglais et Français, intéressé par un challenge international et par les opportunités qui y sont liées. Adresser CV détaillé et prétentions en anglais à :

ASK COMPUTER SYSTEMS - Attn : Sarah TIBBLE.

ASK - 2, rue de la Couture
SILIC 223, 94528 RUNGIS Cedex

Ingénieur recherche et développement

C.E.R.C.A., nous sommes une des Sociétés du Département Nucléaire du Groupe PECHINEY. Notre Etablissement de Bonneuil-sur-Marne (94) recherche un jeune ingénieur métallurgiste

A 28 ans environ, diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur option métallurgique, vous possédez une expérience industrielle de 1 à 2 ans. Directement rattaché au Directeur de l'Usine, ce poste nouvellement créé comporte étude et réalisation par sous-traitance externe ou interne au groupe. Pour réussir dans cette mission complète, vous

possédez rigueur et sens des contacts, la parfaite maîtrise de l'anglais et si possible, de l'allemand. En outre, vous acceptez des déplacements fréquents en France et ponctuels à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. CER/04, à notre Service Recrutement

PECHINEY
23, rue Balzac
75008 PARIS



MATRA AUTOMOBILE

Au sein d'un groupe d'innovation et de haute technologie, recherche pour poursuivre le développement de son unité de production à ROMORANTIN (LOIR et CHER) un

Ingénieur Méthodes et Industrialisation

230 KF+ (Mines, Centrale, AM, INSA, UTC...)

Il optimise les procédés de fabrication existants. Il conçoit des procédés originaux en vue du lancement de nouveaux véhicules, produits en petite et moyenne séries. Il travaille en étroite collaboration avec les Etudes, la Qualité et la Fabrication. Directement rattaché au Directeur de l'usine, il agit en véritable chef de projet (respect des plannings et des budgets). Nous confierons ce poste à un candidat possédant une première expérience de la production en grande série, sensibilisé à l'esprit ingénierie et désireux d'élargir son champ de responsabilité dans un environnement créatif.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature sous réf. 110 à Solange MONTEIL.

PLEIN EMPLOI - 10 rue du Mail - 75002 PARIS

MATRA AUTOMOBILE

Filiale d'un groupe multinational, nous poursuivons notre développement en France et en Europe ; modernisant nos outils de télécommunication (informatique IBM, PABX téléphonique) nous cherchons, en banlieue lilloise,

notre ingénieur télécom

pour construire notre réseau !

Venez analyser et remettre en cause l'existant, étudier les techniques nouvelles (intégration voix-données), rédiger les cahiers des charges et procéder à la mise en œuvre de notre réseau, dans un environnement européen.

Ingénieur, vous avez une première expérience réussie en réseaux et télécommunication et désirez travailler sur des projets d'envergure. Vos qualités relationnelles et votre maîtrise de l'anglais font partie de votre passeport pour ce poste.

Ecrivez à notre consultante, Ph. THERY (réf. 655 LM)

à « Carrières de l'informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.

24, BOULEVARD CARNOT - 59800 LILLE

PARIS - LYON - GRENOBLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

Dans le cadre d'un Groupe important, nous sommes une Division Industrielle leader européen de notre marché, basée à 150 km au Nord de Paris. Nous souhaitons intégrer rapidement un

Ingénieur AM/ou Textile

Option Informatique

Sa fonction : la responsabilité du suivi informatique (IBM 38 - AS 400).

28, 30 ans environ, directement rattaché à la Direction Générale, vous serez membre permanent du Comité Informatique.

Durant 3 ou 4 ans, vous aurez exercé des fonctions d'adjoint sur un site d'importance.

Conseil des Directions opérationnelles, responsable du management du centre (matériels, personnels, logiciels, projets), vous serez bien entendu responsable des procédures d'exploitation et de la sécurité.

Si vous recherchez votre autonomie et une responsabilité réelle, adressez votre CV + lettre manuscrite + photo + rémunération actuelle à notre Conseil RCC, en précisant la référence 89013/4.

REC

68, Bd Malesherbes 75008 PARIS

5011111111

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

... Ils vont tous chez Matra Communication

Les oiseaux rares ont besoin d'espace, un espace de compétence où les technologies vont plus loin, les débats sont plus pointus, les solutions originales. Les oiseaux rares ont besoin de Matra Communication, 2^{ème} pôle français en communication d'entreprise (6500 personnes, plus de 4 milliards de CA) pour concevoir, développer et commercialiser ce qui sera la communication de demain. Demain, la communication sera plus mobile, grâce au développement du réseau PANEUROPEEN; elle sera aussi plus pratique, pour offrir aux entreprises tous les services de transmission des voix, images et données. Demain, les oiseaux rares seront ceux qui auront conçu et développé avec nous la commutation publique et privée, l'architecture et l'intégration de systèmes, les simulateurs, les logiciels...

**RESPONSABLE LOGICIEL
EN COMMUTATION ET RESEAU
DE RADOTELEPHONE**

Vous avez une responsabilité technique, d'organisation de projets et d'animation d'équipes chargées de concevoir et de développer les logiciels de communication et d'exploitation de réseaux dans différents domaines : transmission de données, protocoles de réseaux (RNS), systèmes d'exploitation et d'interface homme/machine, configuration des systèmes. Votre expérience professionnelle, 5 ans minimum, confirme votre compétence en informatique temps réel si possible dans le domaine des réseaux télécommunication, informatique, transmission de données. Vous avez de la rigueur et de l'imagination et vous créez autour de vous un véritable esprit d'équipe pour réussir dans une fonction impliquant également ouverture et sens du dialogue avec d'autres services. Réf. RL/M.

**INGENIEUR ETUDE
ET DEVELOPPEMENT
SIMULATEURS**

Vous participerez à la définition, au suivi de réalisation et à la validation des simulateurs d'environnement nécessaires à l'intégration des systèmes en radiotéléphonie. Ingénieur en Electronique/Informatique, vous avez une expérience en intégration de systèmes et des compétences en techniques de simulation. Réf. IED/M.

**INGENIEUR LOGICIEL
CONFIRME**

A partir d'un cahier des charges et en coopération avec nos partenaires européens, vous définissez les spécialisations des sous-systèmes et vous participez à l'adaptation et au développement des logiciels pour de nouvelles fonctionnalités : traitement du signal, transports de données, systèmes d'exploitation. Après une période d'adaptation, vous pourrez prendre la responsabilité d'une petite équipe ou vous orienter vers des fonctions d'architecte de système. Ingénieur de formation, vous avez au moins 4 à 5 ans d'expérience acquise dans le domaine de la commutation. Vous devrez maîtriser l'anglais pour être rapidement opérationnel et prévoir des déplacements de courte durée à l'étranger. Réf. ILC/M.

**INGENIEUR LOGICIEL
DE BASE**

A partir de spécialisation de logiciels de base, moniteurs et opérating system, vous participez à la conception générale et au développement de modules et fonctions de base. Ingénieur d'une grande école informatique : ESE, ENSIMAG, ENSEEHT... vous avez des compétences en logiciel de base acquises si possible au cours d'une première expérience professionnelle. Réf. ILB/M.

Pour tous ces postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Si vous avez besoin d'envie, d'espace, si vous voulez donner libre cours à vos talents, contactez-nous. Envoyez-nous votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à Nicole Kamenz, DEF. BP 26, rue JP Timbaud, 78392 Bois d'Arcy Cedex.

MATRA COMMUNICATION

Telemecanique les solutions de progrès

La Division "ACQUISITION DE DONNEES, DIALOGUE HOMME-MACHINE", recherche

INGENIEUR LOGICIEL

Vous avez une expérience de 3 à 5 ans de développement en Etudes de Produits, et une connaissance de langage Pascal - C - Assembleur.

**INGENIEUR
ETUDES HARD**

Avec une expérience de 3 à 5 ans de développement analogique, vous effectuerez les Etudes de nouveaux produits et la conception des circuits intégrés. Ce poste implique une large utilisation des systèmes CAO.

Ces deux postes sont destinés à des Ingénieurs confirmés de formation de base électronique et comportent des études sur dispositif de transmissions d'information à distance à base de technologies inductives et photoélectriques.

Anglais indispensable.
Lieu de travail : ANGOULEME.
Rémunération brute mensuelle garantie : 14700 Francs.

Adresser CV + photo à la Direction du Personnel et de la Formation - Zone Industrielle N°3 - 16340 L'ISLE D'ESPAGNAC - Tél. 45.69.22.22.

Grand Prix de l'innovation

Telemecanique
Filiale du Groupe SCHNEIDER

Schlumberger

Industries

SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans les domaines des cartes à mémoire, des systèmes de paiement électronique, des compteurs d'électricité, d'eau et de gaz...

Notre Département conçoit, fabrique et commercialise des équipements avancés utilisateurs de cartes à mémoire.

Pour participer à notre développement et mettre en œuvre les outils de vente et d'enrichissement des relations avec nos clients, nous recherchons de jeunes

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Responsable d'un portefeuille de clients Grands Comptes dans toute la France (Banques et organismes financiers, industriels, groupes de la grande distribution...), vos activités commerciales évolueront vers la vente de "produits-systèmes" clés en main.

Ingénieur de formation, vous avez débuté dans la vente de produits industriels (2 à 3 ans d'expérience). Vous y avez révélé vos qualités de battant et vous souhaitez évoluer vers des relations commerciales plus complètes et vers de plus larges responsabilités.

Pour ces postes, de fréquents déplacements sont à prévoir. Une bonne pratique de l'anglais vous permettra d'évoluer au sein de SCHLUMBERGER.

Les candidatures sont à adresser, sous la référence CL/C11, au Service du Personnel

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Département Cartes Mémoire et Systèmes
420, rue d'Estienne-d'Orves
92700 COLOMBES

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SYBEL
INFORMATIQUE

**NOUVEAUX
MARCHES
FINANCIERS**

**LOGICIELS DE
GESTION
ADMINISTRATIVE
ET D'AIDE A LA
DECISION POUR
SALLES DE
MARCHES**

INGENIEURS COMMERCIAUX 185 KF +

En développant les produits les plus sophistiqués pour des clients exigeants (Compagnie Bancaire, Elf Trading, Merrill Lynch, ...), nous sommes devenus leader en logiciels pour les Nouveaux Marchés Financiers (MATIF, OPTIONS, FRA's, ...).

Notre réussite passe aujourd'hui par Paris mais aussi Bruxelles, Genève, Séoul, Tokyo, ...

Notre gamme s'étend de la gestion Matif aux logiciels d'aide à la décision et de connexion aux bases de données financières (REUTER, TELERATE, ...).

Nous recherchons de jeunes candidats à fort potentiel (HEC, ESSEC, Sup de Co, ...), débutants ou première expérience, très motivés par les problèmes boursiers et financiers actuels.

Vous êtes décidés à vous investir pour acquérir les compétences et maîtriser rapidement :

- l'organisation et les réglementations (CCIFF, COB, ...) de ces marchés complexes,
- les outils informatiques de demain.

Vous évoluerez au sein d'une équipe jeune et passionnée. Nous vous offrons des perspectives d'évolution à la mesure de notre croissance (1988 : CA + 100 %).

Adresser lettre de motivation, CV photo et prétentions à SYBEL INFORMATIQUE Recrutement Salles des Marchés - 36 rue Vivienne - 75002 PARIS -.

GFF
GROUPEMENT FONCIER FRANCAIS

JEUNE ET BRILLANT N° 2 INFORMATIQUE

d'un des premiers groupes de promotion et de gestion immobilière en plein développement (C.A. + 160%, résultats + 300% en 3 ans).

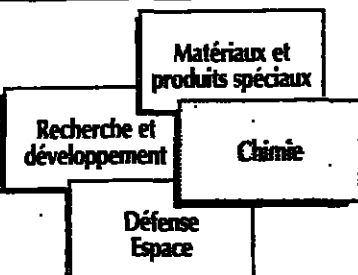
ECP, ESE, ENSIMAG...

Une solide expérience du développement, de bonnes qualités de communication et d'encadrement vous permettront de prendre en charge la coordination de l'équipe sur des projets de gestion complexes et variés (site AS400).

Poste basé à La Défense.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous la référence SB/815, à notre Conseil

UNILOG Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS
Membre de SYNTIC Informatique



Ingénieur chimiste

Choisir la SNPE, c'est appartenir à un groupe innovateur qui privilégie la recherche permanente pour faire partie des industries du futur.

Rejoindre le Centre de Recherche du Bouchet (en proche région parisienne), c'est évoluer dans un environnement technologique exceptionnel.

Au sein d'une équipe de haut niveau, vous serez chargé de la mise au point de procédés chimiques. Ainsi, vous participerez à la définition des objectifs, à l'évaluation des programmes, aux études et rédigerez les documents techniques.

Jeune Ingénieur ENSI chimie, vous avez complété votre formation par une thèse sur un sujet de

synthèse organique préparative. Vous aimez innover et êtes passionné par la recherche finalisée pour apporter des solutions concrètes.

Esprit de synthèse et d'initiative, sens relationnel sont les qualités que nous attendons de vous. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 50602M à Chantal Jacob, SNPE, Direction des Ressources Humaines, 12 quai Henri IV, 75004 Paris.

SNPE

LES HOMMES plus DE QUALITE

INGENIEURS GRANDES ECOLES

**INFORMATIQUE
INDUSTRIELLE
GENIE LOGICIEL**

Nous sommes une SSII de 76 personnes, implantée à Paris, Toulouse, Toulon spécialisée en Informatique Industrielle et Génie Logiciel.

Votre formation d'ingénieur et votre expérience vous ont permis d'appréhender Méthodologie et Qualité Logiciel. Nous vous proposons d'intégrer une équipe de spécialistes pour la réalisation de grands projets dans les domaines Aéronautique, Espace, Automobile.

En plus des connaissances en langage ADA, C, PASCAL, ASSEMBLEUR, vous avez acquis des compétences dans les domaines TEMPS REEL, SGBD, LOGICIELS GRAPHIQUES, LOGICIELS EMBARQUES.

Enfin, votre personnalité favorisera votre évolution vers de nouvelles responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) à 3IP, 104, rue Castagnary, 75015 PARIS

3ip

Société d'étude et de réalisation de process de fabrication située en Bretagne, recherche

2 INGÉNIEURS PROCESS

l'un à vocation commerciale (France + export) (Réf. EM 236)

L'autre responsable du développement et de la fabrication (Réf. EM 238)

Ces candidats de formation généraliste grandes écoles seront débutants ou disposeront d'une première expérience.

On retiendra particulièrement :

- Leur grande disponibilité,
- Leur forte capacité d'investissement personnel,
- Leur enthousiasme à participer au développement d'une P.M.E.
- Une parfaite maîtrise de l'anglais.
- Une troisième langue serait un plus.

Adresser CV + lettre manuscrite + photo à :

Eric Michel
Consultant

Assistance Prodes Inter - 4, rue Marie Permal - 56100 Lorient

SERVAIR

ingénieur de projets

Filiale de compagnie aérienne, et les premiers dans la restauration du voyage en France, nous concevons et organisons, grâce à notre savoir-faire, des unités d'exploitation gérées par nous-mêmes ou par des tiers.

Nos objectifs : qualité, productivité, service.

Ingénieur généraliste, avec une première expérience en BE, travaux ou ingénierie (donc à 30 ans au moins), vous voulez contribuer à faire progresser la restauration embarquée, et vous parlez l'anglais.

Ecrivez aussitôt à Mme E. PRIMAULT (réf. 5419 LM) à « Carrières d'Ingénieurs ».

ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

Lyon - Grenoble - Lille - Nantes - Toulouse - Strasbourg

MEMBRE DE SYNTIC

INGENIEUR COMMERCIAL

EVOLUER CHEZ UN GRAND DE LA TELEMATIQUE

Notre Groupe, Leader tant en gestion et traitement des grands flux de données (Monétique - Télématique) qu'en prestations Ingénierie sur gros systèmes en intégrant les technologies Réseau, Carte à Mémoire et Intelligence Artificielle, souhaite renforcer les forces commerciales de son marché Presse et Médias.

De formation supérieure, vous avez acquis une première expérience commerciale Grands Comptes en SSII autour de la vente de prestations télématiques (hébergement ou solutions clé-en-main) et vous souhaitez élargir vos domaines de compétence pour évoluer vers un poste d'ingénieur d'affaires, alors pour rejoindre le premier centre serveur français (300.000 heures de connexion/mois, plus de 4.500 accès simultanés) merci d'adresser votre candidature sous réf. : M 922 à Jean-Paul FRAY Directeur des Ressources Humaines - Groupe SEGIN - 3, rue Bellini - PARIS La Défense 11 - 92806 PUTEAUX.

GROUPE SEGIN

MONETIQUE TELEMATIQUE INGENIERIE INFORMATIQUE

INSTITUT NATIONAL TECHNIQUE DU CHAMPIGNON

recrute

DEUX INGÉNIEURS DE RECHERCHE

L'un, de formation biologie ou biotechnologie avec spécialisation en génie industriel, sera chargé du développement des nouveaux procédés. L'autre, de formation physiologie végétale à génétique, partagera l'animation de l'unité expérimentale.

Dans les deux cas, la pratique de l'anglais, le sens du contact, le goût de la vulgarisation sont nécessaires. Ils sont rattachés au directeur du centre qui est situé à 30 km Tours. Une première expérience est souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite et prétentions à M. le Directeur INTIC, St-Paterne, 37370 NEUVY-LE-ROI. Tél. (16) 47-29-30-43.

Valeo

Alternateurs
Démarreurs

Recherche pour développer l'ambitieux projet industriel de sa Division Alternateurs,

usine d'ETAPLES LE TOUQUET (62)

Ingénieur Acheteur

(ENSA, ENSI, INSA, MINES, HEI, IDN, ICAM...)

Chargé des achats techniques de l'Usine, vous devez nécessairement avoir une expérience des achats en milieu industriel. Vous avez un potentiel vous permettant d'évoluer dans la filière achats ou en dehors de celle-ci.

Une formation complémentaire à la gestion est souhaitée et la pratique d'une langue étrangère est indispensable. De larges possibilités d'évolution de carrière vous seront offertes à la mesure de votre potentiel et de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence M/01 à Valeo Alternateurs - Direction des Ressources Humaines - à l'attention de M. RACLIN - Route de Montreuil - 62630 ETAPLES SUR MER.

Valeo L'Équipement Automobile

CROUZET : une Société diversifiée de 3600 personnes qui maîtrise des technologies de pointe dans un environnement international. Nous recherchons un :

Agent Technique Electronicien

Vous participez à la maintenance des équipements en micro-informatique et télécommunications sur tous nos sites de l'agglomération valentignoise.

Autonome et compétent dans les domaines de l'électronique et de l'informatique industrielle, vous êtes jeune diplômé (BTS ou DUT).

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. DAS/OFM au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Védrières - 26027 VALENCE cedex.

Crouzet

Je m'inscris

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Filiale du groupe SG2,
Ordina emploie 300 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 82 MF.
TEMPS REEL, RESEAUX, IA, IMAGERIE: nous intervenons sur les projets les plus pointus. Nous recherchons:

2 ingénieurs débutants
Réseaux et / ou génie logiciel

4 ingénieurs d'études
C / Unix - 68000 et/ou x 25 - 2 à 5 ans d'expérience.

pour développer des logiciels de haute technologie auprès de nos clients les grandes entreprises industrielles, aéronautiques et télécommunications.
Nous vous formons à ces nouvelles technologies et à la méthodologie de notre Groupe, pour vous offrir une multicompetence.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous référence JTM8 à ORDINA - 10, rue Aubert 75009 Paris.

ORDINA
LA FORCE VIVE

Ingénieur Développement Logistique

TRANSPORTS et DISTRIBUTION PIERRE ROUCH dont le Siège est à TOULOUSE, est Filiale de SAVAM et de BET INTERNATIONAL. Cette Société développe son savoir-faire dans l'Entreposage, la Gestion des stocks, l'Approvisionnement de Surfaces de ventes, pour le compte d'Industriels ou de Sociétés de la Grande Distribution. Son ambition est de conquérir les marchés européens.

A Toulouse, rattaché au PDG, vous intervenez en synergie avec le Service Commercial. En fonction des besoins exprimés par les Clients, vous menez les ETUDES et assurez la mise en œuvre des PROJETS.

Vous établissez les spécifications techniques et les procédures, vous réalisez l'analyse tarifaire des codes et élaborez les propositions.

Vous contrôlez la fiabilité des logiciels informatiques, vous faites respecter les PLANNINGS et les DELAIS. Pour les LANCEMENTS, vous assistez le Responsable de Plateforme et vous êtes sur le site pendant les "démarrages".

Vous jouez également un rôle d'AUDITEUR et d'ORGANISATEUR pour des missions ponctuelles.

Agé de 35 ans minimum, diplômé Ingénieur ou Logisticien, créatif et constructif, vous êtes déjà très expérimenté en LOGISTIQUE.

Outre des capacités d'analyse et de synthèse, à la fois concepteur, homme de terrain et gestionnaire, vous avez un excellent contact.

Ces fonctions nécessitent que vous soyez parfaitement bilingue ANGLAIS.

Merci de communiquer votre dossier complet: lettre manuscrite, CV (photo), et présentations sous réf. M 9023, à notre Conseiller d'Entreprise ALF LAUTREC LEPR "Division Recrutement", 35 rue des Castelers, 31000 TOULOUSE, qui vous assure de sa totale discrétion.

marie-francoise lautrec lepr

LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE RECRUTE PAR CONCOURS:

- 193 ingénieurs,
- 197 personnels techniques,
- 66 personnels d'administration.

Pour tous renseignements complémentaires (métiers, lieu de travail, formalités de candidature), composez sur Minitel:

Numéro de téléphone: 36-14
suivi du code d'accès: S.I.G.4
puis sélectionnez la rubrique: emplois-recherche.

Les dates limites de retrait et de dépôt des dossiers de candidature sont fixées respectivement au 28 avril et au 3 mai 1989.

BIO RAD S.A.
recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Domaine d'applications: semi-conducteurs spectrométrie infrarouge

Expérience souhaitée: anglais lu - parlé et écrit.
Lieu de résidence: Région Parisienne.

Adresser CV + lettre manuscrite + photo à: BIO RAD
5 bis, rue Maurice Rouvier - 75014 PARIS.

Notre challenge immédiat: occuper 20 % du marché français de la station de travail avec des produits très performants.

Ingénieur de formation
(Grandes Ecoles ou équivalent)

Vous êtes aujourd'hui un COMMERCIAL PASSIONNE ET TENACE

Vous maîtrisez les concepts de l'informatique distribuée et des réseaux locaux en milieu scientifique et technique.

Vous connaissez bien UNIX, Ethernet et l'environnement logiciel classique des stations de travail en réseau (X-Window, NFS, etc...)

Vous remportez des succès sur ce créneau car vous le connaissez parfaitement. Vous en connaissez les clients, leurs besoins et les solutions qu'ils attendent.

Rejoignez notre équipe d'INGENIEURS d'AFFAIRES de haut niveau au sein d'une entreprise à forte croissance où vous trouverez d'excellentes perspectives d'avenir, tant en France qu'à l'étranger.

Posté à pourvoir en Région Parisienne, Sud-Est, Toulouse et Rennes.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV), s/réf. 5054, en précisant le lieu choisi à Lévi Tournay/Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

Aéronautique, Espace, Défense
A la pointe de l'informatique de pointe

558 Bataille Utilisateur SEMA GROUP
d'entraînement

Notre département "Systèmes Techniques" basé à Paris et en province Sud est de longue date un panache privilégié dans la mise en œuvre de réalisations industrielles de pointe et de vastes projets de haute technologie: systèmes d'acquisition et de traitement de mesures, simulateurs d'études ou d'entraînement, systèmes d'armes...

Ces interventions font appel à des compétences de haut niveau en: ELECTRONIQUE, AUTOMATIQUE, TRAITEMENT DU SIGNAL, MODELISATION, ARCHITECTURE DE SYSTEMES...

Elles nécessitent l'utilisation des techniques informatiques les plus avancées: UNIX, GRAPHIQUE, TEMPS REEL, SGBD RELATIONNELS, C, ADA, 68020...

Jeunes Ingénieurs (Grande école ou DEA), débutants ou ayant une première expérience, venez valoriser vos connaissances de l'informatique scientifique et technique en participant à la réalisation de projets logiciels de grande envergure.

Ingénieurs Confirmés, utilisons ensemble votre expérience des techniques de pointe dans le cadre de missions de conseil en conception de systèmes, méthodologie de développement, assurance et contrôle de la qualité.

SEMA GROUP, fort de 6500 personnes en France, Grande Bretagne, Allemagne Fédérale, Benelux, Espagne..., vous offre toutes les perspectives de carrière du premier groupe véritablement européen de services informatiques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence AEM2 à Patricia PANCHERI
SEMA GROUP, Service Recrutement, 56, rue Roger Salengro - 94120 FONTENAY sous BOIS cedex

SEMA GROUP

Technologies du logiciel

558 Bataille Utilisateur SEMA GROUP
d'entraînement

Le département Techniques Avancées de SEMA GROUP développe ses activités dans les secteurs de l'informatique technique et industrielle, mettant en œuvre les systèmes et les outils les plus modernes: UNIX, C, X-WINDOW, ADA, HOOD, LISP, LOO.

Jeunes ingénieurs, Ingénieurs confirmés et Chefs de projet, venez valoriser vos compétences en participant à des projets se situant dans les domaines:

- du logiciel de base et du génie logiciel (réalisation d'outils industriels, projets de recherche et développement)
- des applications opérationnelles (Image, traitement du signal, temps réel) utilisant ces outils.

SEMA GROUP, fort de 6500 personnes en France, Grande Bretagne, Allemagne Fédérale, Benelux, Espagne..., vous offre toutes les perspectives de carrière du premier groupe véritablement européen de services informatiques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. GL/04 à Alain COSSEC
Département Génie Logiciel et Techniques Avancées - SEMA GROUP 16, rue barbès 92126 MONTRouGE

SEMA GROUP

Spécialistes UNIX de haut niveau «Programme US»

La filiale d'un puissant groupe industriel français, spécialisée dans le développement de stations de travail graphiques sous UNIX et leurs applications en CAO/IAO collabore aujourd'hui à un important programme américain.

Dans ce cadre, elle recherche des

Ingénieurs Etudes UNIX

Rattachés à la direction du programme et plus particulièrement compétents dans les domaines suivants:

Maintenance Logicielle Paris (ou Toulon)
Mission: ils assureront la maintenance du logiciel de base des stations de travail dans un environnement (UNIX SYST. 5 & BSD 4.3 - Réseau ETHERNET et graphique X WINDOW).

Assistance-Expertise Logicielle Paris
Mission: interface entre le client et le service maintenance dédié au programme. Il aura à charge l'expertise logicielle des développements effectués pour tout ce qui concerne les outils de base de la machine (système, compilateur C, réseau et graphique X11).

Compétences: Ingénieur UNIX avec une bonne connaissance du noyau UNIX (SYST.5 & BSD), du réseau et/ou du graphique souhaités.

Réf. B.199M.

Compétences: homme de communication et de challenge, il saura mettre en œuvre des techniques variées. Il possède une très bonne expérience de développement en langage C (environnement UNIX sous réseau ETHERNET).

Réf. B.200 M.

Pour ces postes, nous recherchons des Ingénieurs Grandes Ecoles (ou ENSI) ayant une expérience minimum de 3 à 5 ans. Ils possèdent un bon niveau en anglais (ou rapidement «fluents» après une formation). Une expérience américaine est souhaitée mais non indispensable. Compte-tenu de l'importance de ce programme, des évolutions certaines sont envisageables.

Nous vous remercions d'adresser lettre, CV et prétentions en précisant la référence choisie à l'attention d'Ernst & Whinney Conseil, 150 Bld Haussmann, BP 629-08, 75367 Paris cedex 08 qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Ernst & Whinney Conseil

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGENIEUR PREVENTION

AXA - MIDI constitue le deuxième groupe français d'assurances avec 35,7 Milliards de C.A. en 1988, dont 32 % à l'étranger.

Aujourd'hui, l'une de nos sociétés spécialisée dans le courtage renforce son équipe et recherche pour la Direction des Entreprises un ingénieur prévention.

A 28-30 ans, de formation Ingénieur Grandes Ecoles (Arts et Métiers, INSA, ENSI...), vous possédez une première expérience en sécurité industrielle (contrôle qualité usine, risk management...).

Au sein de la branche Responsabilité Civile, vous rechercherez et organiserez l'information technique nécessaire à la souscription et à l'établissement des plans de prévention pour certains de nos clients industriels ; vous assurerez la formation dans ce domaine des souscripteurs, vérificateurs et rédacteurs ; vous effectuerez sur les sites industriels des visites dans le but d'établir ou de contrôler des plans de prévention.



Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Des possibilités d'évolution au sein de la branche sont prévues à moyen terme.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à Madame Dubiez, Direction des Relations Humaines, UNI EUROPE : 11 place Stalingrad - 75494 Paris Cédex 10.

Les filiales françaises d'un groupe de services d'origine britannique coté en Bourse de Londres recherche pour son siège à Paris un

Jeune Directeur Informatique

Notre expansion (+86% augmentation de CA en 1988) nous amène à créer la fonction de Directeur Informatique rattachant au Directeur Général France et en relation permanente avec notre Directeur Informatique européen. Vos principales missions seront : sélection et installation du Hardware et de packages logiciels ; support informatique du siège et des filiales en province ; utilisation et développement d'un système de base de données sur focus ; amélioration de nos systèmes informatiques : VAX3600, PDP, réseau Macintosh. Le candidat doit avoir environ 3 ans d'expérience dans un environnement VAX (système VMS), être familiarisé avec decnet et DCL. Une connaissance du PDP serait un plus. Si vous êtes intéressés par cette excellente opportunité, veuillez envoyer CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Charles-Henri Dumou, Michael Page France, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS.



Michael Page France

Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney

Ingénieur électronicien

Former les techniciens aux hautes technologies **SONY.**

Hier, le transistor et le circuit intégré... Aujourd'hui le microprocesseur et une technicité de plus en plus complexe qui exige une formation constante des techniciens de notre réseau d'après-vente. Nous souhaitons aujourd'hui étoffer notre équipe formation avec un collaborateur qui, toujours ouvert aux technologies de pointe, évaluera les besoins de formation de nos stations techniques et élaborera des stages de courte durée (choix des outils pédagogiques...) dont il assurera l'animation. Jeune ingénieur diplômé d'une école d'électronique ou d'un troisième cycle universitaire, débutant ou possédant une première expérience, vous avez de réelles qualités relationnelles et vous saurez faire évoluer de façon dynamique nos méthodes et outils pédagogiques. La pratique de l'anglais est indispensable. Ce poste, basé à Paris, nécessite des déplacements (30% du temps) sur toute la France ainsi qu'en Belgique ou en Suisse pour les réunions techniques européennes.

Cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous la référence 937.89 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



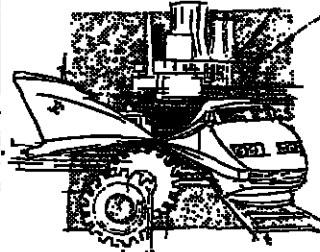
Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTec



Notre établissement de Saint Ouen recherche

INGENIEUR POUR SA DIRECTION MECANIQUE



TRANSFORMATEURS
DE GRANDE PUISSANCE

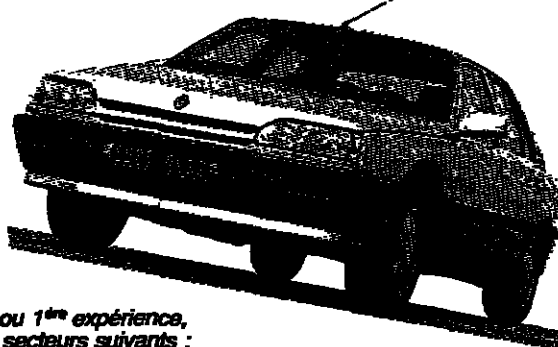


De formation grande école, option électrotechnique vous êtes débutant ou avez une 1^{re} expérience. Nous vous confierons dans un 1^{er} temps une mission d'organisation générale et de réimplantation d'une unité autonome de production répondant au concept du "Juste à temps" et de qualité totale. Maîtrisant parfaitement l'anglais, vous avez le sens de l'initiative. Réf. IDM

De réelles possibilités d'évolution de carrière vous seront offertes au sein d'un groupe résolument tourné vers l'avenir (28 Milliards de CA).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions au Service du Personnel ALSTHOM DTC TSC - 25, rue des Bateliers 93404 SAINT-OUEN Cedex.

Ingénieurs moteurs



Nos programmes de développement moteurs sont ambitieux. Débutants ou 1^{re} expérience, pour valoriser votre formation, intégrez, dans un premier temps, l'un des secteurs suivants :

• Conception : vous intervenez sur tous les aspects de la technologie moteurs, en relation avec les équipes de calculs, de dessin (CAO) et d'essais.

• Essais : en relation avec les Bureaux d'Etudes, vous avez la responsabilité d'essais sur bancs et de mise au point de systèmes de carburation, d'injection et d'antipollution.

Ingénieurs mécaniciens de formation Centrale, ENSAM, ENSPM, ENSTA, INSA... votre champ de compétences s'étendra aux domaines acoustique, thermique, aérodynamique...

Votre potentiel technique et vos qualités relationnelles seront les atouts de votre réussite et de votre évolution au sein de notre groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre CV et une lettre de candidature à J.F. Gadeceau - RENAULT - Recrutement Ingénieurs et Cadres - 12, place Bir-Hakeim 92108 Boulogne-Billancourt Cedex, sous réf. MOTEUR.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.

Responsable Support Production Une carrière dans l'imagerie médicale

GENERAL ELECTRIC MEDICAL SYSTEMS est leader mondial en Imagerie Médicale. Avec 6000 personnes et plus de 5 milliards de CA, GE CGR en est le pôle européen. Européenne aussi la destinée de notre futur Responsable Support Production.

Mission : sous l'autorité du Directeur de Production (Tubes et Détecteurs) et à la tête d'une vingtaine de personnes représentant les services Méthodes, Maintenance MAO, Support Production, vous maintenez et améliorez le processus de réalisation des sources RX, industrialisez les nouveaux produits, optimisez les coûts de production, définissez et gérez les investissements. Pour cela, vous opérez en étroite collaboration avec les Bureaux, la Gestion de Production, la Gestion Financière.

Profil : Ingénieur ENSM Nancy ou équivalent, vous disposez d'une formation complémentaire en physique/chimie. Bonnes connaissances en technique du vide et/ou en métallurgie fine seront appréciées. Expérience d'environ 5 ans dans une industrie similaire ou, pour le moins, en high-tech.



General Electric CGR

L'innovation en électronique et informatique



Filiale du Groupe DIGITONE, spécialisée dans les applications techniques de l'informatique, recherche

INGENIEURS INFORMATIENS
débutants ou quelques années d'expérience

Compétences appréciées en électronique, traitement du signal, traitement ou synthèse d'image.

Postes à pourvoir à ALX EN PROVENCE ou TOULON
Merci d'envoyer CV et prétentions à DIGILOG
21, rue Frédéric-Joliot, Z.I. 13763 - LES MILLES CEDEX



Jacques Guillermand, Chef du Dpt Industrie, attend votre dossier de candidature.
TOUR FIAT, CEDEX 16, 92084 PARIS LA DEFENSE.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLIQUEE

50111010

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

AVEC LA PERFORMANCE...

Spécialisée dans les EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES ET DE DEFENSE, la SFIM depuis plus de 40 ans maintient le cap de la performance et de la compétence. Dans le cadre de son évolution, la Direction Recherches et Développement recrute des :

INGENIEURS ANALYSTES
Temps Réel pour applications logiciels.
Compétences techniques souhaitées :
Assembleur 68000, microprocesseurs et chaîne croisée sur VAX/VMS.

Au sein de petites équipes jeunes et dynamiques, vous vous impliquerez dans des applications de haute technologie. Votre potentiel vous permettra d'évoluer au sein de notre société.

Que vous soyez débutants ou forts d'une première expérience, nous vous remercions d'adresser CV + photo sous la référence IA/03 à Françoise HENNEQUIN, SFIM, Direction des Affaires Sociales, 91344 Massy Cedex
Tél. 69.20.88.90



...LA COMPETENCE

Société d'ingénierie d'innovation dans le domaine de l'Automatique et de la Robotique, implantée à Marseille, recrute :



INGENIEUR D'AFFAIRES

Il aura, sous l'autorité directe du Chef de Département, la responsabilité technique, commerciale et financière des affaires qui lui seront confiées.

Sa mission implique l'étude et le développement de systèmes automatiques, robotiques et pérorbotiques dans les domaines de la logistique, de la production et du contrôle.

Une solide expérience de 5 ans minimum en conception et développement mécanique, définition de systèmes de contrôle commande, et mise au point de procédés, doit permettre à cet ingénieur généraliste d'utiliser rapidement ses compétences au sein de son équipe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : Fabienne BERNARD - CYBERNETIX - BP 87 - 13274 MARSEILLE CEDEX 09.

KODAK-PATHÉ

(6000 personnes
6 Milliards de C.A.)
Filiale du Groupe Mondial
EASTMAN KODAK
recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES (Option INFORMATIQUE)

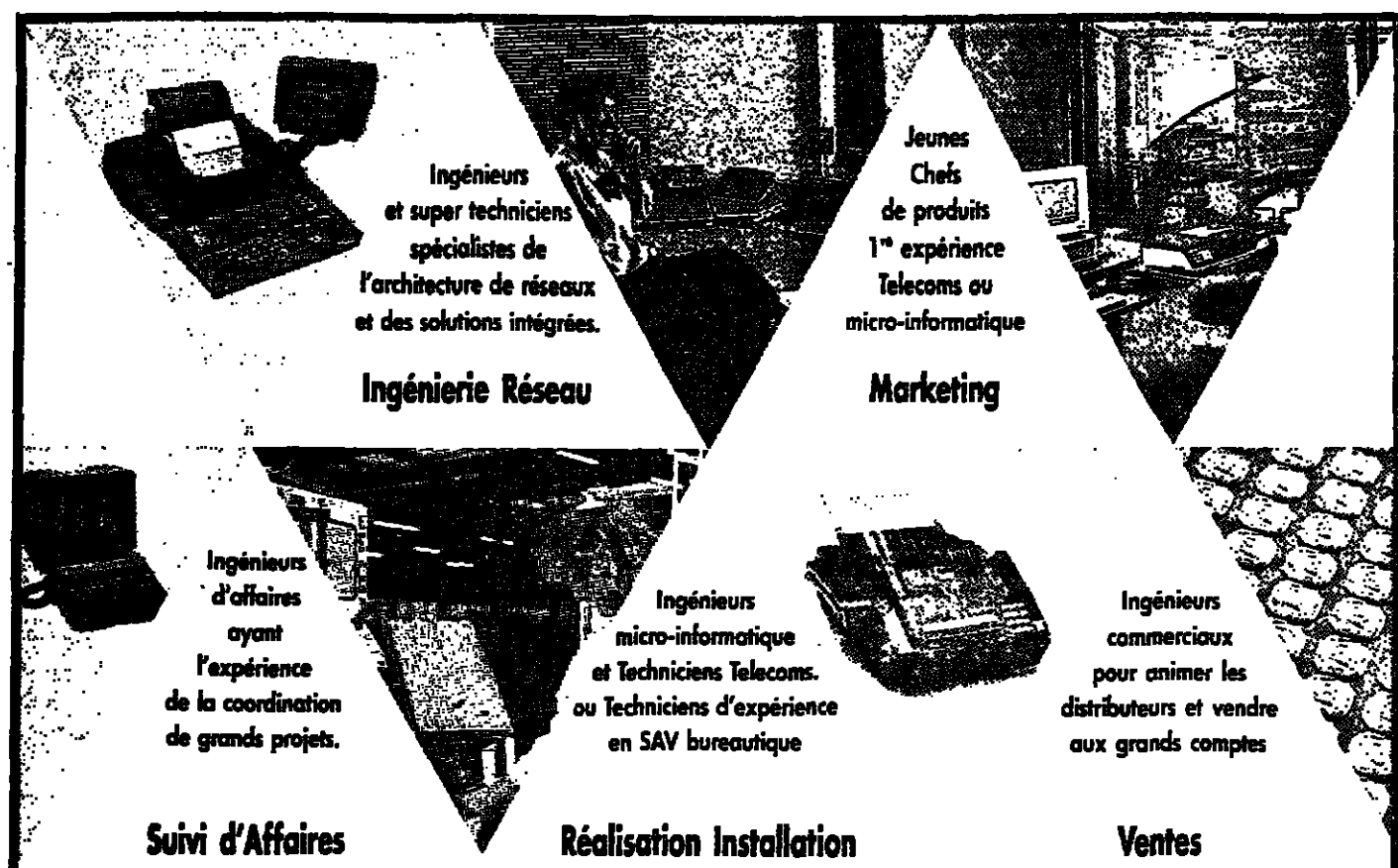
- Souhaitant :
- s'intégrer à des équipes de développement d'importants projets informatiques en environnement technologique IBM (OS-MVS) ou DIGITAL (VAX) PARIS et CHALON-SUR-SAONE.
 - ou rejoindre les équipes d'Ingénieurs Systèmes en environnement IBM (OS-MVS) et VAX (VMS) / PDP (RSX) CHALON-SUR-SAONE

Une expérience minimum de 2/3 ans est souhaitable. La connaissance de l'anglais est indispensable. Ces postes offrent de bonnes perspectives d'évolution aux candidats ouverts à la mobilité géographique et fonctionnelle.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions à :



KODAK-PATHÉ
Gestion des Cadres
26, rue Villiot
75594 PARIS CEDEX 12



Une communication d'avance

Dans un proche avenir, il faudra pouvoir tout communiquer, savoir tout communiquer, voix, sons, textes, images, données..., toujours plus vite, avec toujours plus de précision et de fiabilité. Cet enjeu désormais incontournable résume bien le credo de TELIC-ALCATEL : Une offre globale en matière de télécommunication d'entreprise. Leader européen en téléphonie privée et en télécopie, n° 1 mondial en terminaux à écrans, consacrant 12 % de son C.A. en recherche et développement, TELIC-ALCATEL envisage l'avenir avec sérénité.

Francis Bernard, Directeur de la Division Commerciale souligne : « En France, une entreprise sur trois fait confiance aux produits de marque TELIC-ALCATEL. Mais, le marché bouge. L'arrivée du RNIS, par exemple, va considérablement modifier la demande, et en conséquence l'offre. Notre force tient pour l'essentiel dans notre capacité à anticiper les techniques et les marchés de demain. En adaptant nos structures aux nouvelles conditions du marché, en intégrant de nouveaux talents à même de fertiliser les équipes en place, nous avons toutes les chances d'être à l'heure au rendez-vous du succès. »

TELIC



Créatif, vous êtes intéressé par le développement de nos projets : adressez votre candidature en indiquant vos préférences de filières métiers à M. Dominique SAUBESTY, Direction des Ressources Humaines, TELIC ALCATEL, 4, rue de Chevilly, BP 31, 94267 FRESNES.



LOGICIEL GRAND SYSTEME PRENEZ UN AVANTAGE DECISIF !

Division en forte croissance d'un important groupe industriel, nos réalisations d'avant-garde dans les domaines de haute technicité, principalement aéronautiques, nous permettent d'occuper une position de premier plan dans la compétition internationale.

Dans un premier temps, vous intégrerez notre division équipement, spécialisée dans les systèmes embarqués. Au sein de notre équipe, vous prendrez en charge le développement des logiciels de différents calculateurs dans le cadre d'ensembles complexes.

Diplômé d'une grande école, vous possédez une première expérience logiciel sur de grands projets, ou jeune ingénieur débutant vous souhaitez intégrer et évoluer dans un environnement compétent et impliqué.

Vous pourrez à terme prendre des fonctions de chef de projet ou vous orienter vers un rôle d'ingénieur d'affaires. Les postes sont basés à Vélizy (78).

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil en indiquant la référence 545/M.



8, rue Saint-Philippe-du-Roule, 75008 PARIS.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ALCATEL ESPACE

L'univers des grands projets

Spécialiste des Télécommunications Spatiales.
Dans le cadre des programmes **INTELSAT VII, HERMES, COLOMBUS...** à TOULOUSE rejoignez notre Equipe

INGENIEURS FIABILITE/QUALITE

Votre expérience, supérieure à 5 ans, se situe dans l'un des domaines suivants :

- **Assurance qualité** : responsable de l'assurance produit, des études et propositions.
- **Fiabiliste** : mise en place des méthodes et des outils de fiabilité. Participation aux études nouvelles et préliminaires (devis).

Diplômé d'une Grande Ecole ou Université, vous exercerez un métier passionnant, dans un secteur de pointe, dans l'une des filiales d'un groupe international leader dans son domaine. Faites-nous parvenir un dossier de candidature, en indiquant la référence choisie, à : ALCATEL ESPACE, Direction du Personnel, BP 1187, 31037 TOULOUSE Cedex.

ALCATEL
ESPACE

BRIGANTINE AIRCRAFT

UN INGENIEUR ETUDE AERONAUTIQUE

Au sein de notre Bureau d'Etudes, vous serez chargé de la conception et de l'étude des calculs de structures en aéronautique. A court terme, vous serez responsable de l'équipe travaillant sur les projets aéronautiques.

A 25-30 ans, diplômé ENSAE ou équivalent, vous avez acquis une première expérience, si possible en conception et calculs de structures. Dynamique et créatif, vous avez également un bon sens de l'innovation technologique. L'anglais courant est un impératif.

Poste basé à Biarritz à partir de juin 89.

Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions sous réf. EA 87 :
BRIGANTINE AIRCRAFT - R. JACQUET
12 Chemin de Tison 33140 VILLANNE D'ORIGNY

LIR
Logiciel pour l'Informatique Rapide

LA MAITRISE DES SOLUTIONS EN TELECOMMUNICATION

Première société de service française spécialisée en logiciels portables et produits utilisateurs finaux (120 personnes, 115 MF de CA, basée à ORSAY) recherche

JEUNES INGENIEURS LOGICIEL

(de préférence avec première expérience) pour renforcer ses équipes de développement dans les domaines OSI (400, X200, MAP, TOP), SNA, DSA, RNS dans les environnements : UNIX, DOS, OS/2, WINDOWS, Temps Réel

Envoyez CV, à Madame M.C. BARILLER
LIR - Square Charles Peguy BP 92 91404 ORSAY CEDEX

SAEP

- Vous avez la volonté de construire

recrute

JEUNES INGENIEURS

- CONDUCTEURS DE TRAVAUX TCE
- INGENIEURS ETUDES DE PRIX

Débutants ou première expérience

Pour assurer la conduite de nos chantiers ou les négociations techniques et commerciales de nos marchés Région Parisienne et acquérir une véritable expérience d'entrepreneur.

Merci d'adresser votre candidature à Direction des Ressources Humaines - SAEP - 117, avenue Victor Hugo - 92100 BOULOGNE

IMPORTANTE ENTREPRISE BANLIEUE SUD

recherche

UN INGÉNIEUR D'ÉTUDE

(Débutant)

Pour réalisation des calculs de structures et interprétation des essais.

Très gros moyens informatiques.

UN PROJETEUR

(Confirmé)

Solide expérience en mécanique générale et notions de thermiques souhaitées.

Les candidats de nationalité française devront adresser un C.V. et photo d'identité s/r 8249 à **LE MONDE PUBLICITÉ** 5, rue de Montessay, 75007 PARIS.

ID

N°1 DE L'INGENIERIE EN IDENTIFICATION AUTOMATIQUE

Jeune Ingénieur Consultant

Leader en France, notre Société est spécialisée dans le conseil et la mise en place de systèmes d'identification automatique. De très haute technologie, nos systèmes font appel à des techniques très variées : code barre, échantillon radio, reconnaissance de caractères, reconnaissance vocale.

Notre croissance très rapide nous conduit à renforcer notre équipe ; nous recherchons un jeune ingénieur, possédant une bonne connaissance de l'informatique et ayant acquis une expérience (1 à 2 ans minimum) comme conseil en cabinet ou en entreprise. Une expérience de la fonction logicienne serait un atout.

Vous prendrez en charge les études (audit, cahier des charges...) et le développement commercial.

Ce poste, très autonome, pourra évoluer à court terme vers des responsabilités élargies.

Adresser votre CV + lettre manuscrite + photo et rémunération actuelle à notre conseil sous la référence 83015/M.

REC
83, rue MALESHERBES 75008 PARIS

S'unir, c'est gagner

LA QUALITE : LE COMPOSANT DE VOTRE REUSSITE

LCC - 1 Milliard de Chiffre d'Affaires, 3000 personnes, 10 implantations industrielles dans le monde, 2/3 du CA à l'étranger - filiale de THOMSON-CSF, occupe une position de leader sur le marché des composants électroniques (condensateurs, ferrites, ...).

Son centre d'études et de fabrication de Dijon (400 MF, 900 personnes) crée le poste de :

RESPONSABLE METHODES QUALITE

Ingénieur de formation, vous pouvez justifier d'une première expérience industrielle (5 ans) dont une partie si possible dans une fonction qualité ou organisation.

Rattaché au chef du service qualité ou même titre que les responsables qualité "produits", vous disposez du recul nécessaire pour mettre en place les outils d'accompagnement du PLAN QUALITE TOTAL : politique de formation qualité, outils statistiques, procédures, animation de groupes de projets, ...

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à : Jean Claude LELEU
LCC - 6, avenue du Colonel Prot
21850 Saint Apollinaire.

THOMSON

HAUTE TECHNOLOGIE ET COMMUNICATION

IBSI ELECTRONIQUE, c'est une équipe d'ingénieurs ambassadeurs issus de multiples horizons : X, Centrale, Telecom, ENSTA, SUPLEC, ENSERB, ENSEMIN, INSA, ESEO, ELIJIL, SUORIA, ISIM, Universités.

Notre activité, c'est l'innovation :

LOGICIELS DE SIMULATION DE SYSTEMES REPARTIS
RESEAUX OPTIQUES TEMPS REEL, INSTRUMENTATION
SECURITE INFORMATIQUE, CARTE A MEMOIRE.

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons :

Ingénieurs d'Étude

Débutants à 3 ans d'expérience, aux compétences hard et soft. Vous participerez à des projets importants dans le domaine de la sécurité informatique, de la carte à mémoire et des réseaux optiques industriels.

Analyste Programmeur

De formation ingénieur ou DUT, avec des compétences en langage C, UNIX, et MSDOS. Il participera à des projets d'instrumentation intelligente.

Nous vous proposons un cadre technique de haut niveau, des responsabilités essentielles au sein des projets et la possibilité d'évoluer rapidement vers des responsabilités de chef de projets.

IBSI ELECTRONIQUE

Merci de nous adresser votre candidature (C.V. et prétentions) à :
IBSI ELECTRONIQUE, 151 bis rue Blomet 75015 PARIS
ou contacter Patrick BROCHE au 45 32 79 17

Société spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes automatisés dans différents domaines :
piège - contrôle d'accès et gestion des temps

C.A. 200 MF - 280 personnes dont 100 ingénieurs et techniciens, situés à Paris, avec filiales aux U.S.A., en Espagne, en R.F.A. et au Royaume-Uni.

recherche pour son activité
Contrôle d'accès
en plein développement

CHEF DE PRODUITS

De formation Grande Ecole d'Ingénieurs avec une formation complémentaire en automatisme et/ou en informatique, il aura une expérience professionnelle de 5 ans environ.

Responsable du développement des nouveaux terminaux et systèmes, il sera chargé de l'élaboration des cahiers des charges, des analyses fonctionnelles, des dossiers industriels etc... en relation avec les services commerciaux, puis du pilotage des réalisations en relation avec les services d'études et de fabrication.

Rattachement hiérarchique direct au Directeur de l'activité.

Merci d'adr. lettre de candidature, CV, photo s/réf. 026 à
Société ELSYDEL - DRH
63, boulevard Bessières
75017 PARIS

elsydel
électronique et systèmes

5011111111

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES

Vers les constructeurs

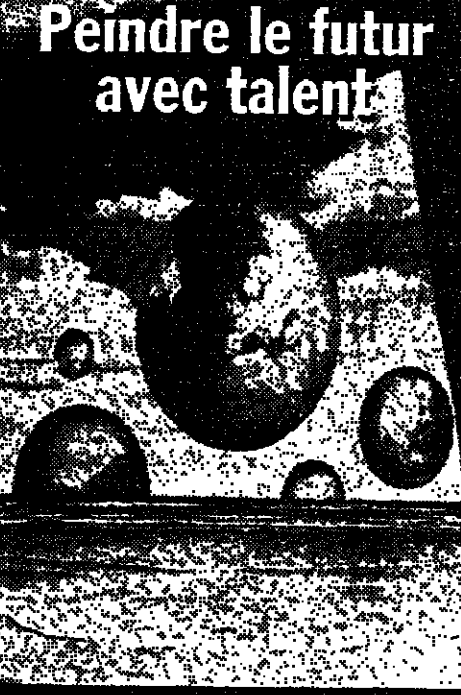
INGENIEURS / DEA / DOCTORAT

LOGICIELS • de Base - ADA.
• Applicatifs temps réel.
• Télécom Réseaux.
• Test Hyperfréquence.
• CAO Electronique.

INFORMATIQUE DE GESTION • IBM et BULL.

SDI 78/80 Avenue Gallieni 93174 Bagnolet Cedex

Peindre le futur avec talent



Nous réussissons car nous sommes exigeants et notre première richesse est votre matière grise.

Nos équipes le savent et trouvent dans notre entreprise de quoi développer leurs motivations. Performances technologiques, relations avec des partenaires Européens, c'est ce que propose notre DIVISION COMBUSTIBLE à des

Ingénieurs d'études neutroniques

qui auront pour mission :

- l'évaluation de la sûreté du cœur du réacteur nucléaire et du suivi neutronique,
- la gestion du combustible en liaison avec les organismes Recherche et Développement,
- le développement des produits nouveaux.

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs ayant de préférence une spécialisation en génie atomique et une bonne maîtrise de l'informatique appliquée.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. AW 140, FRAMATOME, Service emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 LYON.



LE FUTUR EN TÊTE

Société spécialisée dans la Boulangerie-Pâtisserie Industrielle Surgelée (900 personnes), filiale d'un groupe important recherche

Adjoint du directeur technique

De formation Ingénieur, âgé de 28 ans minimum, vous justifiez d'une expérience de 3-4 ans dans l'agro-alimentaire et devez répondre à la double exigence technique et administrative du poste.

Vous serez responsable de l'entretien, des travaux neufs et vous aurez pour missions l'élaboration de projets techniques, la mise au point des lignes de production, le suivi des investissements, etc.

Poste basé en Bretagne en bordure du littoral.

Déplacements à prévoir sur les différents sites.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à COMMUNICO, sous la réf. 2179 - BP. 2009 X - 35040 Rennes Cedex qui transmettra.

Ingénieurs grandes écoles

sur Paris et Province

Débutants acceptés

Rémunération attractive et évolution de carrière.

Adresser dossier de candidature, C.V., photo et prétentions à

SEDI
89, avenue Charles de Gaulle
92500 Neuilly

trailigaz

Leader mondial des applications de l'ozone - Groupe de la Compagnie Générale des Eaux vous propose un poste d'

INGENIEUR D'AFFAIRES

Si vous êtes diplômé d'une grande école généraliste et âgé de 30-35 ans minimum.

En liaison directe avec la direction, vous aurez pour mission d'élaborer avec notre futur client un projet complet dont vous coordonnerez ensuite depuis le siège de Garges l'exécution.

Nombreux déplacements mais de courte durée dans le monde entier et plus particulièrement en Amérique du Nord. Anglais courant indispensable.

Adresser candidature manuscrite + photo + fourchette rémunération souhaitée à : TRAILIGAZ - 29/31, Bd de la Muette 95145 GARGES LES GONNESSE

Le CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE du BATIMENT recherche pour son CENTRE de MARNE-la-VALLEE

INGENIEUR

grande école ou universitaire (doctorat) 25-35 ans

pour développer des modèles de calcul des mouvements d'air dans les bâtiments.

Une expérience en modélisation numérique est vivement souhaitée.

Adresser C.V. au Service G.E.C.

CHEF DE PROJET

systèmes d'informations du bâtiment

pour développer système d'information (notamment des banques de données), produire des services télématiques et participer à la définition des règles de cohérence au niveau national et européen.

Connaissance INGRES (SQBR, LAG) langages orientés objets, systèmes experts.

Capable d'assurer la maîtrise de projets (conception et réalisation) et contacts à niveau élevé.

Adresser C.V. à M. J. LE QUERE

C.S.T.S. - BP 02 - 77421 MARNE-la-VALLEE CEDEX 2

INGENIEURS DEBUTANTS

ou PREMIERE EXPERIENCE

ENSAM, INSA ou équivalent

- MECANICIENS AERODYNAMICIENS.
- MECANICIENS ayant une expérience études et modélisation de problèmes vibratoires, des mesures du bruit, de l'analyse des essais.

Anglais indispensable, disponibles rapidement, recherchés par IMPORTANTE SOCIETE AERONAUTIQUE située banlieue Sud.

Merci d'adresser CV et prétentions à T21, 55, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS ou tél. pour RV à M. François LAULAN au 42.85.38.41.

Le Monde

CADRES

INGENIEURS D'AFFAIRES

CENTRALE - MINES - SUPELEC

GRUPE EUROPEEN. LEADER DANS SON DOMAINE, NOUS RECHERCHONS AUJOURD'HUI, DANS LE CADRE DE NOTRE EXPANSION

Homme de contact et bon négociateur, vous saurez nous apporter votre expérience commerciale réussie dans une mission riche où vous participerez à la promotion et à la commercialisation de systèmes de sécurité, ce qui implique également de très bonnes compétences techniques.

Les besoins spécifiques de notre clientèle de haut niveau nécessitent une disponibilité et une implication permettant d'aller à la source des prescripteurs et d'apporter un service client de qualité.

Une fonction qui, tant en France qu'à l'étranger, vous permettra de valoriser vos compétences et de réussir avec nous.

Pour nous rejoindre adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 34290 à Contesse Publicité, 20 avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra

BURSON-MARSTELLER

N° 1 mondial du conseil en communication

recherche

UN(E) JOURNALISTE MEDICAL(E)

pour son service santé

Chargé(e) de budget à temps plein, travaillant en étroite collaboration avec le Directeur du service santé, il (ou elle) sera animé(e) à développer des stratégies de communication après analyse des dossiers scientifiques et marketing, à organiser des actions médiatiques et à réaliser des études prospectives sur les problèmes de santé en France.

Une expérience rédactionnelle dans les revues spécialisées et grand public pendant au moins trois années est indispensable.

Une formation scientifique et médicale de base ainsi que la pratique de l'anglais courant et médical sont exigées.

Une activité conceptuelle en agence de communication sera appréciée.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Directeur du service santé, BURSON-MARSTELLER, 11, rue Paul-Baudry, 75008 PARIS.

GRENOBLE

Notre société prestataire de services dans l'immobilier, intègre pour son agence de Grenoble, un

SCIC REGIONS

Chargé d'affaires

Conducteur d'opérations

2 à 4 ans d'expérience

dans la construction et l'immobilier

De formation Ingénieur EIP, Centrale, A & M, INSA..., vous avez acquis une première expérience de 2 à 4 ans minimum dans le domaine de la construction et avez eu possible contact des opérations immobilières.

Soutenu par un assistant technique et en étroite relation avec le Directeur de l'Agence et le maître d'ouvrage, vous serez chargé de diriger les études techniques, le montage et la réalisation des opérations dans un cadre financier strictement défini vis-à-vis du maître d'ouvrage.

Vous serez appelé par les maîtres d'ouvrage à gérer les interventions de gros entretien dans leur patrimoine local.

Au-delà de votre rigueur technique, vous possédez un tempérament commercial et un esprit de synthèse.

Vous maîtrisez si possible la micro-informatique.

Ce poste, surtout très relationnel, nécessite des qualités de négociateur et une bonne connaissance du département de l'Isère puisque vous entretenez des relations techniques avec nos partenaires extérieurs.

Notre mobilité et votre disponibilité vous permettront à terme d'évoluer au sein du groupe Caisse des Dépôts-Développement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo et prétentions), sous référence 52.01, à SOC Régions, Maxime HESLON, 185 rue Duguesclin, 69003 Lyon.

Projets, logistique, management.

Un challenge pour un jeune manager

Nous sommes n° 1 dans le monde et en France, avec une progression de 20 % an qui nous oblige à repenser notre logistique basée à Paris-Sud. Des projets vous attendent en un premier temps, mais vous serez aussi amené à développer vos talents de manager sachant réfléchir, stimuler, réaliser.

Attiré par la logistique (achats, approvisionnement, entreposage, transports, distribution) vous justifiez d'un Bac + 2, d'une première expérience, d'un bon anglais, d'un fort potentiel d'homme de réflexion et d'action.

Nous avons comblé la recherche à I.P.P.A. 57, rue d'Amsterdam 75008 PARIS, à qui nous vous prions d'adresser lettre + CV + photo + rémunération s/réf. 1515M à l'attention de Guy BRENGARD.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Aéronautique DIRECTEUR DU DEPARTEMENT DES VENTES

Toulouse

AEROFORMATION, filiale d'AIRBUS INDUSTRIE (CA 320 Millions de Francs, effectif 350 personnes), a pour activité principale la formation des équipages et du personnel technique des avions Airbus : 10 % de son activité est consacrée à des activités de diversification en formation dans l'aéronautique et les hautes technologies. Pour faire face à son expansion, forte, elle crée un poste de DIRECTEUR DU DEPARTEMENT DES VENTES.

Sous l'autorité du Vice Président Commercial d'AEROFORMATION, le candidat retenu a pour missions : l'animation de l'équipe des ventes, une participation directe à l'assistance des équipes de vente d'AIRBUS INDUSTRIE, la direction des campagnes de vente auprès des Compagnies Aériennes, la fonction Marketing sur l'ensemble des marchés.

Nombreux déplacements en France et à l'étranger.

Environ 35 ans, le candidat retenu sera de formation supérieure type HEC, ESSEC, SUP de CO ou BUSINESS SCHOOL. Expérience significative et réussie dans la direction d'une petite équipe de ventes dans un contexte international. Britannique si possible, il parle couramment 2 langues minimum. Qualités requises : manager, esprit d'équipe, esprit de synthèse, pragmatisme et bon vendeur. Il est à la fois homme des ventes et homme de marketing.

Les conditions offertes, le haut niveau technologique des produits, les moyens dont dispose la Société, son taux de croissance et l'esprit d'équipe, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 20/830 B, à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Octavie
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

En matière de ressources humaines, rien ne doit être laissé au hasard. Notre groupe pharmaceutique (1000 personnes, 750 MF de CA) en forte croissance, attache de plus en plus d'importance au développement de ce département.

Aujourd'hui, nous créons un poste de

RESPONSABLE DES ETUDES STATISTIQUES ET ECONOMIQUES

Afin de mieux orienter nos réflexions et nos actions (politique salariale...) vous mettrez en place et assurerez la maintenance d'un système d'analyse quantitative (statistiques, tableaux de bords...).

De formation type ENSAE, une première expérience de 2/3 ans vous permet de bien maîtriser l'analyse quantitative ainsi que l'informatique.

Véritablement autonome, vous serez notre consultant interne ; ceci implique de votre part sens du contact, fiabilité et crédibilité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 14/MO à :

Jouveinal
DRH
BP 100 - 94265 Fresnes.

jouveinal

Ashland - Arébéne

Ingénieur-chimiste... diriger notre laboratoire

Membres d'un groupe international, leaders en France de spécialités chimiques pour la fonderie, nous diversifions nos activités dans le domaine des polymères. Nous confions au Responsable de notre Laboratoire la recherche et le développement, avec mission d'adopter les nouvelles technologies issues du groupe.

Animateur d'une équipe d'une dizaine de personnes, vous orientez l'étude et la mise au point de produits nouveaux adaptés aux exigences de notre clientèle industrielle. Vous coordonnez nos activités de développement, de contrôle qualité et de marketing produits.

Ingénieur chimiste de 35 ans environ, vous avez acquis une solide expérience dans le secteur des polymères, de préférence chez un fabricant. Au-delà de votre compétence d'homme de recherche analytique et rigoureux, nous souhaitons trouver en vous la créativité et la capacité d'innovation nécessaires... pour réaliser vos ambitions et les nôtres. Animateur, communicatif, décisionnaire, votre esprit d'entreprise vous fera évoluer dans notre Groupe. Pour ce poste, basé à une heure de Paris, la connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci de nous adresser lettre, C.V. et photo sous référence RC 148/1 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

IMMOBILIER DE LOISIRS REJOIGNEZ LE N° 1



Leader de l'immobilier de loisirs, nous sommes présents dans 50 stations parmi les plus prestigieuses à la mer et à la montagne. En plein développement, nous souhaitons intégrer deux

RESPONSABLES DE PROGRAMMES

Promoteurs à part entière, leur mission est de conduire, gérer et mener à bien des opérations importantes sous tous leurs aspects.

Leur responsabilité s'étend de l'élaboration du projet et du dossier de permis de construire à la livraison, incluant les relations avec l'ensemble des intervenants : collectivités locales, notaires, architectes, entreprises. Ils prennent en charge la gestion financière des opérations.

De formation supérieure (commerciale ou technique), vous avez une première expérience de la promotion immobilière. Vous êtes un "battant" prêt à vous investir au sein d'une équipe jeune et très motivée. Les postes, basés à Paris, impliquent des déplacements de courte durée.

Ecrire avec C.V., photo et rémunération actuelle à PIERRE ET VACANCES
J.L.G. - 27 rue de la Faisanderie - 75116 Paris.

Important Groupe de services spécialisé dans le domaine de la protection de l'environnement recherche :

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

- Responsable de l'exploitation de 3 Agences / 12 Centres d'entretien technique / 150 véhicules et engins de chantier.
- Il aura à résoudre les problèmes de terrassement et de Génie Civil.
- Ses moyens :
- un budget fonctionnel de 30 Millions de francs et un budget opérationnel de 10 Millions de francs.
- 50 personnes qui lui seront rattachées hiérarchiquement.

Profil du candidat :

- 28/35 ans.
- Ingénieur de formation du type TP, A&M...
- Concret, aimant le TERRAIN et l'EXPLOITATION.
- Familiarisé au problème de l'allocation des Ressources, de Budget, de l'animation des Hommes, des engins, du matériel (une expérience du type chantier serait souhaitable).
- Sens de la rentabilité.
- Communication aisée à tous niveaux (collectivités, clients...), capable de bien décliner, dans la société, les messages de qualité de la Direction Générale.
- Lieu de travail : Grande Ville Universitaire, 150 Kms de Paris.

Envoyer CV + photo + lettre manuscrite avec prétentions à SYNERVAL (Groupe SYNERCOM) sous référence 8903/DLM, 11 rue Tronchet - 75008 PARIS.

SYNERVAL

CADRES BANCAIRES

DIRECTEUR D'AGENCE - ESSONNE

ADJOINTS AU DIRECTEUR D'AGENCE
PARIS - ESSONNE

Actuellement :

Agé de 32 ans
De formation supérieure, ITB ou CESS,
Vous managez une équipe commerciale dans le milieu bancaire. Vous avez une parfaite connaissance de la clientèle des particuliers ainsi que de celle des PME / PMI, Artisans, Commerçants et Professions libérales.

Demain :

Devenez le Directeur d'une Agence. Encadrez une équipe de 8 à 10 personnes. Conduisez les actions commerciales sur le marché des particuliers et des entreprises. Cadre bancaire, donnez une nouvelle dimension à votre carrière.

Actuellement :

Agé de 27 ans minimum
De formation supérieure, ITB ou CESS,
Vous maîtrisez parfaitement, tant sur le plan administratif que commercial, la clientèle des particuliers, des PME/PMI, des artisans et des professions libérales.

Demain :

Valorisez vos qualités de manager. Collaborez étroitement avec votre directeur à la gestion de votre agence. Au titre de cadre bancaire, vous animeriez une équipe de chargés de clientèle et conserveriez néanmoins la maîtrise d'un portefeuille.

INFORMEZ-VOUS AU 42 22 02 98

Adressez votre C.V. avec photo et prétentions à
PRO FEEL RECRUTEMENT 91 bis, rue du Cherche Midi 75006 PARIS

PME familiale, très bien située en Ile-de-France (95 personnes), spécialisée dans la transformation d'emballages.

Notre indépendance financière, nos résultats performants, notre capacité d'investissement nous garantissent des développements futurs.

Mais par une forte finalité humanitaire, nous croyons au partenariat global.

Nous souhaitons intégrer dans ce contexte, un jeune ingénieur ayant la volonté de s'impliquer durablement dans notre projet comme

INGENIEUR DE FABRICATION

Vous êtes ingénieur AM, ICAM, ECAM... vous parlez anglais ou allemand et vous avez 6/10 ans d'expérience en PME, orientée vers l'électronique et la mécanique. Vous serez d'abord responsable de notre équipe entraineurs qui assure la maintenance de nos équipements "40 machines", puis vous serez responsable auprès de la Direction Générale des différents services : production, qualité, TN, logistique, prospective.

Vous devrez d'ici à 2 ans assurer le remplacement du responsable de la production. Vos qualités humaines, votre charisme, votre capacité à vous impliquer dans une structure participative seront les gènes de votre développement personnel et professionnel.

Merci d'envoyer votre dossier, sous réf. 5232 M à notre conseil Sefio, 47 bis avenue Rouquet - 75007 Paris.



Membre de Syntec

Chantelle
PARIS

Notre groupe, leader français dans son secteur d'activité, réalise 65 % de son CA à l'export et affiche d'excellents résultats financiers. Avec 6 sites industriels et 6 filiales commerciales en Europe, il emploie plus de 1200 personnes. Pour assurer sa croissance et sa compétitivité, la Direction Organisation et Systèmes d'Information (7 IBM 38 et AS/400 connectés) renforce sa structure en recrutant un

Jeune organisateur

Vous serez chargé de la conduite des changements nécessaires au niveau de l'organisation pour assurer une meilleure efficacité des procédures et circuits d'information. De formation supérieure ingénieur ou école de gestion, vous possédez une expérience significative de 1 à 3 ans de la fonction dans une société industrielle et commerciale informatisée ou dans un cabinet conseil. L'expérience d'une mise en place bureautique (traitement de texte, messagerie...) serait un plus.

Le poste est basé au siège social de la société (ligne RER B). Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, CV et rémunération actuelle) à la Direction du personnel de la société, 8/10 rue de Provigny, 94230 Cachan.

Un environnement international

Ernst & Whinney est l'un des tout premiers réseaux d'Audit et de Conseil avec plus de 35 000 collaborateurs établis dans plus de 75 pays. En France, le Conseil en Recrutement dans les secteurs de la Finance et de l'Informatique fait partie de nos domaines d'intervention privilégiés et l'expansion de cette activité nous conduit à rechercher un

Consultant à Fort Potentiel

qui participera aux missions de recrutement de Cadres Financiers confiées à notre Cabinet et sera progressivement associé au développement de notre clientèle.

Nous recherchons un candidat âgé d'environ 30 ans, ayant une excellente formation comptable et financière acquise en Cabinet d'Expertise Comptable ou d'Audit ou au sein d'une Direction Financière d'entreprise.

Une première expérience du recrutement de Cadres serait un atout supplémentaire.

La rigueur professionnelle, l'autonomie, l'esprit d'équipe, le goût des contacts et la pratique de l'anglais faciliteront votre intégration au sein de notre Cabinet.

Si notre proposition vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) sous référence C 201 M à l'attention d'Ernst & Whinney Conseil, 150 Boulevard Haussmann, BP 629-04, 75367 Paris Cedex 08 qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.



Ernst & Whinney Conseil

J.P. 11/10/150

Économie

CONJONCTURE

Les comptes de la nation

La croissance restera soutenue en 1989 et 1990 selon les prévisions du gouvernement

La croissance économique soutenue, malgré du commerce extérieur sans aggrégation, ralentissement des hausses des prix : les prévisions pour 1989 et 1990 que présentera, vendredi 7 avril, le gouvernement à la Commission des comptes de la nation apparaissent un peu trop optimistes.

Non pas en ce qui concerne la croissance économique. Sur sa forte lancée de 1988, celle-ci peut facilement dépasser les 3 % cette année, un certain ralentissement ne se produisant qu'à l'automne. Beaucoup dépendra de l'environnement international et plus particulièrement, pour la France, de la conjoncture en RFA et en Grande-Bretagne. Il est en tout cas significatif que des économistes de plus en plus nombreux commencent à mettre en doute la proximité d'un ralentissement sensible de la croissance économique. La phase basse du cycle conjoncturel, qui se produirait dans quelques mois, serait à peine sensible en termes d'activité, et les affaires repartiraient de plus belle l'année prochaine pour une période de plusieurs années, confirmant les besoins nouveaux, en équipement notamment — nés de la sortie de crise.

Dans ce contexte, le léger ralentissement qui pourrait se produire se ferait un peu sentir sur les investissements et davantage sur les stocks. La consommation des ménages resterait élevée malgré des prélèvements sociaux qui devront un jour ou l'autre être de nouveau alloués. Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages progresserait donc un peu moins vite. Le gouvernement ne prévoit pourtant pas de baisse du taux d'épargne.

C'est sur les évolutions des prix que les prévisions officielles pèchent manifestement par optimisme. Le taux d'inflation dépassera probablement d'un bon point le chiffre retenu par M. Bérégovoy pour 1989. La hausse des prix pétroliers va en effet peser sur les prochains mois. Les prix alimentaires eux-mêmes ne sont plus aussi sages. Il n'est que de voir l'évolution des prix de la viande, des produits laitiers, des corps gras... Cela dit, une hausse des prix qui en France se limiterait à 3 % en 1989 serait un fort beau résultat qui rassurerait l'écart avec la RFA et permettrait à notre pays d'espérer effacer complètement la différence d'ici à 1992. Un peu trop influencés par la Rue de

Rivoli et ses professions de foi, les experts du FMI n'hésitent pas à voir cet amarrage se faire dès l'année prochaine, avec des taux d'inflation voisins de 2,5 % pour les deux pays (*le Monde* du 4 avril).

C'est aussi sur le commerce extérieur que les prévisions officielles risquent de pêcher par optimisme. « Risquant », car retenir un déficit de 35 milliards de francs de nos échanges commerciaux cette année et de 30 milliards en 1990 n'est pas à coup sûr irréaliste. De nombreux experts s'inquiètent d'une profonde dégradation de nos comptes extérieurs. La *Lettre de conjoncture* de la BNP prévoit un déficit de 30 milliards de francs au premier semestre 1989 et suggère au gouvernement d'appliquer un plan de refroidissement de l'économie pour calmer une demande se nourrissant de trop d'importations.

Il est vrai que la facture énergétique de la France va s'alourdir du fait

de la remontée des prix du pétrole. Mais outre que ceux-ci ne se maintiendront peut-être pas longtemps à leurs niveaux actuels, il n'est pas déraisonnable de penser que l'effort d'investissement accompli par notre industrie depuis deux ans aura un jour ou l'autre comme résultat de stabiliser, voire d'améliorer, nos échanges de produits manufacturés avec l'étranger. Il est un fait en tout cas que le gouvernement prévoit de stabiliser nos parts de marché après plusieurs années de dégradation.

Les résultats de notre commerce extérieur ont été encourageants sur les deux premiers mois de l'année, avec notamment de remarquables progressions de nos exportations. Le compte officiel peut être taxé d'optimisme excessif sur ce point. Il n'en a pas moins sa cohérence. La bonne tenue du franc en fait foi.

ALAIN VERNHOLLES.

Activité encore forte sans accélération de l'inflation

	1988 (estimations)	1989 (prévisions)	1990 (prévisions)
Ressources de la nation			
Produit intérieur brut marchand	+ 3,6	+ 3,1	+ 2,7
Importations	+ 8,3	+ 5,7	+ 5,4
Emploi des ressources de la nation			
Consommation des ménages	+ 2,6	+ 2,5	+ 2,3
Investissement des entreprises	+ 8	+ 7,1	+ 6
Exportations	+ 7,2	+ 5,7	+ 5,7
Hausses des prix (en %)			
En glissement (déc. à déc.)	+ 3,1	+ 2,2	+ 2,2
En moyenne annuelle	+ 2,7	+ 2,6	+ 2,2
Pouvoir d'achat			
Revenu disponible des ménages	+ 2,8	+ 2,4	+ 2,3

Les prix en février

La hausse des services privés est restée forte

VARIATIONS (en %) AU COURS...

	des 12 derniers mois (fév. 89/ fév. 88)	des 6 derniers mois (fév. 89/ août 88)	des 3 derniers mois (fév. 89/ nov. 88)	du dernier mois (fév. 89/ jan. 89)
--	---	--	--	--

● ENSEMBLE ...	+3,4	+1,4	+0,9	+0,3
● ALIMENTATION (y.c. boissons) ...	+2,9	+2,1	+1,2	+0,3
Prod. à base de céréales	+2,9	+1,9	+0,8	+0,3
Vianes de boucherie	+7,2	+4	+2,5	+0,8
Porc et charcuterie	+2,9	+1,5	+1,1	+0,4
Vol., lap., gib., prod. base viande	+1,8	+2,4	+0,7	-0,3
Produits de la pêche	+1,1	+0,8	+0,5	+0,2
Lait, fromages	+3,9	+2,5	+1,5	+0,6
Œufs	+3,4	+4,5	+0,9	-0,7
Corps gras et beurres	+6,3	+5	+2,1	+0,7
Légumes et fruits	+2,9	+2,4	+0,9	+0,2
Autres produits alimentaires	+1,6	+1	+0,6	+0,2
Boissons alcoolisées	+2,1	+1,2	+1	+0,5
Boissons non alcoolisées	-5,3	-1,8	-0,1	+0,1
● PRODUITS MANUFACTURÉS ...	+2,9	+0,8	+0,8	+0,3
1) Habillement et textiles	+2,9	+1,5	+0,5	+0,2
Vêtements de femme	+2,9	+1,6	+0,5	+0,1
Autres vêtements et accessoires	+2,5	+2	+0,7	+0,3
Articles chaussants	+2,1	+1,2	+0,6	+0,2
Autres articles textiles	+2,7	-1	+0,5	+0,2
2) Autres produits manufacturés	+2,9	+0,6	+0,8	+0,3
Mobilier et tapis	+3,1	+1,4	+0,7	+0,2
Appareils ménagers élect. et gaz	-0,1	+0,1	-0,1	+0,2
Autres art. équipement du ménage	+3,6	+1,7	+1	+0,4
Savon mén., produits d'entretien	+1,5	+1	+0,7	-
Articles toilette et soins	+2,6	+2,2	+0,7	-
Véhicules	+3,6	+1,4	+1,2	+1
Papeterie-bijouterie-joyaux	+2,5	+1,5	+0,6	+0,2
Photo, optique, électroacoustique	-3,1	-1,8	-0,9	-0,3
Autres articles de loisirs	+2,3	+1,2	+0,5	+0,2
Combustibles, énergie	+3,9	+0,5	+2,3	+0,5
Tabacs, prod. manufact. divers	+6,5	+0,3	+0,1	+0,1
3) Produits manufact. secteur privé (1)	+2,2	+0,9	+0,4	+0,2
● SERVICES ...	+4,4	+1,9	+0,8	+0,3
Services relatifs au logement	+2,7	+2,8	+1,2	+0,1
Ouvr. : loyers	+5,8	+2,9	+1,2	-
Soins personnels, habillement (2)	+5,5	+2,6	+1,3	+0,3
Services de santé	+3,1	-	-	-
Transports publics	+2,9	-0,3	-0,4	+0,2
Serv. d'utilisation véc. privé (3)	+4,8	+2,5	+1,5	+0,5
Hôtels, cafés, rest., cantines	+2,3	+2,3	+1,5	+0,5
Autres services (4)	+2,3	+1,7	+0,5	+0,2

L'indice des prix de détail, calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1980, s'est inscrit à 175,3 en février après 174,7 en janvier.

La hausse des prix des seuls « services privés » (excluant les services de santé) est restée forte en février : + 0,2 % en un mois, + 5 % en un an.

- (1) Hors énergie.
(2) Le poste « soins personnels, habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.
(3) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.
(4) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électroacoustiques, tirage de films, redevance TV, etc.

**ALTERNATIVES
ECONOMIQUES**

**EN
KIOSQUE**

DESINFLATION
Qui perd ?
Qui gagne ?

n° 66
avril
17 F



GROUPE PARIBAS

RÉSULTAT NET EN HAUSSE DE 54 %

Le Conseil de la Compagnie Financière de Paribas, réuni le 30 mars 1989 sous la présidence de M. Michel FRANÇOIS-PONCET, a examiné les comptes consolidés du groupe Paribas pour l'exercice 1988.

Amélioration de la qualité des engagements

- L'expansion des activités de banque commerciale se traduit notamment par une progression de 14 % des crédits à la clientèle d'un exercice à l'autre (346 milliards de francs contre 303 milliards de francs), et par une hausse encore plus marquée de 27 % des dépôts de la clientèle (223 milliards de francs contre 176 milliards). Au total, le bilan progresse de 13 % et atteint 738 milliards de francs au 31 décembre 1988.
- La dotation nette de l'exercice aux provisions bancaires représente 4.390 millions de francs en 1988. Les nouvelles dotations de l'année destinées à couvrir les engagements des banques du groupe sur les pays à risques ont permis, en dépit de l'accroissement des encours concernés du fait de la hausse du dollar, de porter le taux de couverture moyen à plus de 46 % en fin d'exercice contre 39 % un an plus tôt.

Résultat consolidé (part de la Cie) : 2,65 milliards de francs

Le résultat net global de l'exercice est de 4.440 millions (contre 3.291 millions de francs). Après déduction de 1.790 millions de francs correspondant à la part revenant aux tiers actionnaires des filiales, le résultat net consolidé de la Compagnie Financière de Paribas s'établit à 2.650 millions de francs. Sa progression ressort à 54 % par rapport au niveau atteint l'année précédente (1.725 millions de francs), la croissance du résultat de l'exercice 1987 ayant été entravée par la crise boursière.

EN BREF

• Des magistrats et des avocats pour une modification en profondeur de la loi Méhaignerie. — Le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France (SAF) demandent, dans un communiqué, « une modification en profondeur de la loi Méhaignerie » sur les rapports entre propriétaires et locataires. Les deux organisations souhaitent en particulier une nouvelle rédaction de l'article 21, qui régit les renouvellements de baux pendant la période transitoire, article dont « la logique conduit à l'augmentation des loyers dans quelques zones d'évolution spéculative, en particulier à Paris ». Elles souhaitent enfin que soient adoptées des mesures transitoires d'urgence concernant les renouvellements de baux récents et la motivation des congés.

• M. Marc de Nadailac devient directeur général de Saint-Gobain. — M. Jacques-Henri David, directeur général de Saint-Gobain, devenant président de la Banque Stern (*le Monde* du 30 mars), M. Marc de Nadailac, cinquante-six ans, délégué général de l'entreprise en Espagne et au Portugal depuis 1982, devient directeur général adjoint. Il est remplacé par Thierry Marraud, quarante-cinq ans, directeur financier de Saint-Gobain depuis janvier 1987, auquel succède Jean-François Phelizon, quarante-deux ans, directeur administratif et financier de la branche papier-bois depuis 1985.

• Services informatiques : amélioration des performances françaises. — La rentabilité des sociétés françaises de services informatiques a continué de s'améliorer en 1988. Le résultat net après impôts des quarante premières SSI bénéficiaires s'est établi aux alentours de 4,2 % du chiffre d'affaires (contre 3,7 % en 1987). 1988 aura été globalement une bonne année, conforme aux prévisions : le chiffre d'affaires progresse de 16,5 % à 25,6 milliards de francs. Les effectifs ont augmenté de 10 % pour atteindre environ cinquante mille personnes à la fin de 1988.

• Revenus : progression en Grande-Bretagne. — Les revenus réels disponibles des Britanniques ont augmenté de 5 % l'an dernier. L'année précédente, la hausse de ces revenus (nets d'impôts et de cotisations sociales) avait été de 3 %. Le taux d'épargne des ménages a pour sa part progressé de 4,1 % au quatrième trimestre de 1988 par rapport à la même période de 1987. — (AFP.)

• Nissan investit 490 millions de dollars aux États-Unis. — Nissan Motor Manufacturing corp., filiale américaine du constructeur japonais Nissan, a annoncé le mardi 4 avril son intention d'investir 490 millions de dollars pour doubler la capacité de production de son usine de Smyrna (Tennessee), à 440 000 automobiles et camionnettes, et créer deux mille emplois. Smyrna est la seule unité de production de Nissan aux États-Unis, où sont employés plus de trois mille personnes.

Le groupe japonais avait dès octobre fait connaître sa volonté de lancer un nouveau modèle au début des années 90 : une nouvelle berline quatre portes de catégorie moyenne.

Rapporté au nombre de titres existant au 31 décembre 1988 (diminué de ceux qui sont détenus par les filiales de la Compagnie à cette date), le résultat net consolidé par titre de l'exercice ressort à 49,2 francs, contre 32,6 francs pour 1987.

Forte progression des fonds propres et de l'actif net estimé

- Après prise en compte de la part du résultat de l'année 1988 mis en réserve, les fonds propres comptables du groupe au 31 décembre 1988 dépassent 35 milliards de francs.
- L'actif net estimé du groupe à cette date, établi traditionnellement sans prise en compte des valeurs de fonds de commerce, atteint 50 milliards de francs. Après déduction de la part des tiers actionnaires des filiales, l'actif net estimé de la Compagnie s'établit à 33 milliards de francs. Il représente 610 francs par titre contre 459 francs un an plus tôt.

Dividende en progression de 43 %

Le Conseil de la Compagnie propose à l'assemblée générale annuelle des actionnaires, qui devrait se tenir sur deuxième convocation le 18 mai prochain, de distribuer aux actions ordinaires (ainsi qu'aux certificats d'investissement privilégiés) un dividende net de 10 francs par action, soit 15 francs avoir fiscal inclus. Cette proposition de dividende marque une progression de 43 % par rapport au dividende de 7 francs par action distribué au titre de l'exercice précédent.

Perspectives pour 1989

L'examen des budgets des différentes filiales du groupe pour l'année 1989 et les premières tendances observées au cours du premier trimestre, permettent de penser que le résultat net consolidé de la Compagnie pour l'exercice en cours sera en progression par rapport au niveau atteint en 1988.

36 29 36 19, C'EST L'AFP SUR MINITEL.

L'AFP en accès direct sur votre Minitel, sans abonnement ni mot de passe, c'est 700 dépêches quotidiennes dès le lendemain de leur diffusion, texte intégral, provenant du service général et économique de l'AFP, et remontant jusqu'à 6 mois. Un outil d'information indispensable au développement de l'entreprise. Puisez l'information à la source en tapant le 36.29.36.19. Les professionnels de l'information le font déjà.

Telesystemes
Questel

Économie

SOCIAL

La négociation de la convention d'assurance-maladie

Les partenaires sociaux veulent obtenir une autodiscipline des médecins et des patients

Les conventions ont eu pour premier objectif depuis 1960 de permettre à tous les assurés sociaux de bien se soigner en réglementant la prise en charge de la majeure partie du coût des soins — cela grâce à l'institution de tarifs « opposables », c'est-à-dire que les médecins s'engageaient à respecter, moyennant certains avantages. Mais au fur et à mesure qu'augmentaient les dépenses, en raison d'une croissance de l'offre (le nombre de praticiens), et de la demande beaucoup plus rapide que celle des ressources (ralentissement par le chômage) s'est

manifestée la volonté de freiner l'ensemble des rémunérations.

Ainsi a-t-on tenté d'instaurer une « autodiscipline » des médecins. La convention signée en 1980 prévoyait déjà de fixer pour les honoraires et les prescriptions « des objectifs de dépenses compatibles avec les recettes disponibles », et renforçait le système de quasi-cogestion par des commissions paritaires locales mises en place antérieurement. En fait, ces dispositions ne furent jamais appliquées, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), principale organisation de praticiens libéraux ayant fait de leur suppression une condition pour signer la convention approuvée seulement par la Fédération des médecins de France (FMF, minoritaire).

En 1985, M. Dominique Couderc, alors directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), la plus importante, tenta, sans succès, de réintroduire l'idée d'objectifs chiffrés et de mécanismes plus contraignants pour ces commissions paritaires fort rarement actives. Les syndicats médicaux repoussent tout renforcement de contrôle. De même, rejettent-ils la proposition faite par M. Georgina Dufoux, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité, d'accorder un « bonus » aux médecins s'ils ne dépassaient pas un certain nombre d'actes.

Cette année, cependant, les notions de « maîtrise de la croissance des actes et des prescriptions », de « régulation concertée », remises en avant par M. Evvin, semblent mieux admises. Si le docteur Jacques Beaupère, président de la CSMF, envisage encore parfois de réduire la part couverte par l'assurance-maladie au profit de financements supplémentaires, l'idée d'une maîtrise des dépenses de santé dans leur ensemble paraît gagner du terrain (1). « On ne sait pas si un accroissement des dépenses correspond à un gain en matière de santé », reconnaît le docteur Gras, secrétaire général de la Fédération des médecins de France. Les dirigeants de la Fédération des

Si l'enfer est pavé de bonnes intentions, la négociation de la convention de 1985 entre les caisses nationales d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs et travailleurs indépendants) et les principaux syndicats de médecins, qui commence officiellement mercredi 5 avril, s'annonce proprement infernale.

Car, contrairement à ce qui s'est produit lors des négociations précédentes, en 1985 et surtout en 1980, les syndicats médicaux appelés à négocier semblent souscrire aux objectifs généraux de maîtrise de la croissance des dépenses mis en avant le 24 février (le Monde du 25 février) par M. Claude Evvin, le ministre de la santé et de la protection sociale (pour autant en théorie absent des discussions conventionnelles). Comment cela peut-il se concilier avec les avantages que syndicats et groupes professionnels espèrent pour leurs adhérents ?

médecins généralistes (MG-France), qui, pour la première fois, participent aux discussions, admettent volontiers que les habitants de pays voisins, qui dépensent moins pour se soigner, ne sont pas en plus mauvaise santé.

Vive l'évaluation !

A cette évolution au moins apparente, plusieurs raisons. Une certaine prise de conscience, par certains syndicalistes médicaux comme par certains syndicats de salariés, des risques du déséquilibre de l'assurance-maladie, et de l'impossibilité d'augmenter sans cesse les cotisations. « Nous avons intérêt à ce que l'assurance-maladie soit en équilibre », dit M. Richard Bouton, président de MG-France : « c'est elle qui paie les trois quarts de nos recettes ». La crainte aussi de mesures autoritaires : « Il faut une autodiscipline. Les médecins doivent prendre les devants s'ils ne veulent pas se voir imposer des mécanismes », souligne le docteur Maffioli, président des spécialistes de la CSMF.

En tout cas, la nécessité d'une évaluation des « méthodes de diagnostic et de soins », prônée par M. Claude Evvin, comme celle d'une formation continue semblent largement reconnues. Les formules préconisées sont diverses : comité d'évaluation au sein d'un conseil de discipline, « conférences de

consensus », etc. Reste à savoir jusqu'où ira cette bonne volonté : on se souvient qu'en 1986 les syndicats médicaux, notamment la CSMF, ont contribué à tuer le projet de comité d'évaluation lancé avec le professeur Fapiernik. Jusqu'où accepteront-ils d'aller dans l'évaluation des technologies comme dans le contenu d'une formation continue dont ils souhaitent, sous une forme ou sous une autre, conserver le contrôle ? Or la CNAMTS n'envisage d'indemniser le temps passé en formation que sous bénéfice d'inventaire.

Mais l'évaluation et la formation ne suffisent pas : elles n'ont d'effet qu'à moyen terme. Il faut donc d'autres possibilités de limiter dès maintenant la croissance de « l'enveloppe », même si l'on admet à la CNAMTS qu'il faudra tenir compte de l'augmentation du nombre de médecins dans les années qui viennent.

C'est là que les difficultés commencent. Les généralistes, notamment ceux de MG-France mais aussi en fin de compte ceux de la CSMF, mettent l'accent sur une rationalisation du circuit des malades destinée à éviter le « nomadisme » des clients et les actes redondants, à « responsabiliser » médecins et patients : ceux qui s'adresseraient d'abord au généraliste et seraient orientés par lui bénéficiaient de meilleurs remboursements (ou d'une dispense

d'avance des frais) que ceux qui s'adressent directement aux spécialistes. Une hypothèse que ces derniers, évidemment, rejettent absolument et qui suscite des réserves à la FMF, qui envisage cette « rationalisation des filières » comme un objet d'expériences pour la prise en charge des personnes âgées.

En revanche, la FMF préconise un retour aux dispositions prévues en 1980 pour inciter à une maîtrise des prescriptions (médicaments, actes paramédicaux, analyses et même hospitalisations) : localement, caisses primaires d'assurance-maladie et médecins pourraient se fixer des objectifs précis d'économies (ou du moins de freinage des dépenses), une partie des gains étant redistribuée aux médecins sous forme d'un supplément temporaire d'honoraires.

La revalorisation comme préalable

Surtout, tous les syndicats médicaux posent un préalable : celui d'une « revalorisation des actes médicaux dans la hiérarchie des services », comme l'on dit à la CSMF ou à la Fédération des médecins de France, d'un « maintien des revenus nets moyens », comme préfère MG-France. « Il faut que le médecin soit délivré de la préoccupation d'assurer la survie de son cabinet », dit en substance le docteur Gras, de la FMF.

Du côté de la Caisse nationale d'assurance-maladie, on ne rejette pas cette demande : l'application du « plan Séguin » pour l'assurance-maladie en 1987 n'a-t-elle pas montré qu'on pouvait à la fois revaloriser sensiblement les tarifs et obtenir une stabilisation du nombre des actes — au moins de la part des généralistes ? En 1987, les caisses n'ont-elles pas, parallèlement, réussi à lancer des actions efficaces sur telle ou telle prescription ? « On ne peut pas vouloir une médecine économe en machines et en pilules et ne pas payer les actes. Mais, ajoute-t-on à la CNAMTS, le prix est le corollaire de la rareté. » Aux mesures

collectives et incitatives, il faut ajouter des mécanismes qui sanctionnent individuellement la multiplication des actes, pour les spécialistes comme pour les généralistes, même si cela doit consommer un petit nombre de médecins.

Mais une telle approche, même avec ses contreparties, sera-t-elle acceptée par le gouvernement socialiste, notamment par le ministre de l'économie, toujours soucieux d'alléger l'évolution des tarifs médicaux sur celle des prix des services ? De son côté, M. Evvin a souligné qu'il n'admettrait qu'un « donnant-donnant » pour les revalorisations d'honoraires.

Au gouvernement, comme à la CNAMTS, on entend en outre réagir contre le passage d'un nombre important de médecins dans le secteur « à honoraires libres », surtout pour certaines spécialités (chirurgie par exemple). On ne se satisfait pas de la réponse des syndicats médicaux — « si le régime conventionnel normal redéviendrait intéressant, les médecins y retourneront ». On estime que, si les honoraires libres donnent le moyen de s'assurer un revenu égal (voire supérieur) en effectuant moins d'actes, comme le montrent les études faites notamment à la CNAMTS, l'avantage persistera.

GUY HERTZLICH.

Il La part des dépenses de santé prise en charge par l'assurance-maladie est déjà plus faible en France que dans la plupart des pays de la CEE.

Des dissidents de la santé CFDT créent une fédération régionale. Des syndicats santé-sociaux d'Ile-de-France, rattachés de la CFDT, ont créé, le 1^{er} avril au cours d'un congrès constitutif, une fédération régionale CRC (coordonner, rassembler, construire). « Prenant acte de la scission provoquée par la confédération CFDT et sa fédération », ces syndicats ont adressé des mandats syndicaux à l'ensemble des salariés de leur secteur dans la perspective d'élaborer la transformation du mouvement syndical.

Nos innovations en classe affaires changent la vie des hommes d'affaires.



Curieusement, l'un des avantages les plus appréciés de l'EuroClass SAS n'a strictement rien à voir avec le vol proprement dit. S'il vous est arrivé un jour de pénétrer dans l'un de nos 23 salons EuroClass à travers le monde, vous savez de quoi nous parlons.

Si ce n'est pas le cas, soyez les bienvenus. Pour entrer, pas besoin de carte de membre : une carte d'embarquement EuroClass SAS vous ouvrira toutes les portes.

SAS
EUROCLASS

Joy 11/15/89

Économie

REGIONS

Les maires injectent chaque année près de 400 milliards de francs dans l'économie nationale

Elus ou réélus, les nouveaux maires sont aux commandes depuis quelques jours. Leurs équipes se répartissent les rôles, et le personnel municipal (quarante mille fonctionnaires pour la Ville de Paris, mais un dans les bourgades rurales) attend des instructions et brüle de connaître le style et les priorités de leur « patron ».

Voilà les trente-six mille cinq cent trente-huit maires — dont huit cent de dix mille habitants et vingt-cinq mille six cent cinquante-six pour des communes de moins de dix mille habitants — prêts à lancer une politique originale, celle du moins dont ils ont prononcé les mots pendant la campagne électorale.

Leur marge de manœuvre reste cependant étroite. Si leur bonne volonté est entière, car pour 1989, tout est déjà réglé ou presque : c'est-à-dire que le budget est déjà fait et engagé. La loi fixe, en effet, cette

année au 15 avril la date butoir du vote du budget primitif et des taux des quatre impôts directs locaux. Il faudra donc patienter jusqu'à l'automne pour présenter éventuellement un budget rectificatif ou supplémentaire qui infléchira plus ou moins profondément le cours des dépenses et des recettes de la commune et qui imprimera, en termes financiers, la volonté du maire.

Mais les choses sérieuses, en termes d'impôts ou d'investissements, ne commenceront vraiment qu'en 1990. D'ici là, les maires fourbiront leurs armes. Des armes qui doivent être de plus en plus sophistiquées. On ne gère plus aujourd'hui — à l'époque de l'informatique et de la multiplication des instruments financiers — les communes comme il y a dix ou vingt ans.

L'ensemble des budgets communaux en 1988 ne représente pas moins de 390 milliards de francs, alors que ceux des départements et

des régions, c'est-à-dire des collectivités locales, s'élèvent respectivement à 149 milliards et 33 milliards (1). Qui plus est, pour la dernière année précédant les élections municipales, les maires, sans doute désireux de se faire valoir aux yeux de leurs électeurs, avaient substantiellement augmenté leur dépenses : + 6,5 % en francs constants par rapport à 1987. Des dépenses qui recouvrent une palette aussi variée que les zones industrielles, l'éclairage public, la voirie, les crèches, l'équipement des stades, les subventions aux innombrables associations, les marchés de travaux publics, le paiement des quelque neuf cent mille agents communaux ou encore le remboursement des dettes des emprunts.

Quels qu'ils soient, les maires auront sans tarder à répondre à la lancinante question de leurs concitoyens : « C'est bien d'être actif, de lancer des idées et des projets, de revendiquer à plein les pouvoirs

issus des lois de décentralisation depuis 1982 et de conduire les communes à l'indépendance, mais tout cela ne va-t-il pas provoquer une explosion des impôts locaux ? »

Inégalités d'une ville à l'autre

La question n'est ni démagogique ni superflue. D'abord parce que, d'une ville à l'autre (d'un département à l'autre aussi), les inégalités devant l'impôt sont considérables. Maubeuge fait payer un taux de taxe d'habitation de 24,6 % ; Marseille de 35,5 %, et Saint-Gaudens de 4,9 %, ou Boissy-le-Château, près de Rouen, de 4,5 %. Même écart pour la ponction sur les entreprises : le maire « frappe dur » à Salon-de-Provence, où la taxe professionnelle monte à 23,9 %, ou encore à Angoulême (25,8 %), alors qu'elle dépasse à peine 5,3 % à Chamaillères

(près de Clermont-Ferrand) ou 6,6 % au Mans (12 % avec la part de la communauté urbaine).

A regarder les comptes de la nation, les pourvoyeurs de la décentralisation peuvent trouver quelque crédit à leurs thèses. Car, entre 1982 et 1987, la part des prélèvements obligatoires opérée par les collectivités locales est passée de 4,82 % à 5,94 % du produit intérieur brut, tandis que celle des impôts d'Etat régressait de 18,11 % à 17,47 %. Mais, si l'on tient compte du fait que la décentralisation a conféré aux collectivités locales de nouvelles charges et que, par conséquent, l'Etat leur a transféré des ressources fiscales qui, auparavant, lui revenaient, les pourcentages apparaissent beaucoup moins défavorables aux villes, aux départements et aux régions : 3,03 % en 1982 et 3,88 % en 1987. Certes, la part de la richesse nationale qui se trouve « aspirée » dans le circuit des collectivités locales a augmenté, mais dans des

proportions somme toute raisonnables.

Il reste que, sur une longue période (1981-1986), le rythme annuel de croissance des impôts locaux a toujours dépassé de beaucoup (2 points à 7 points) celui des ressources fiscales de l'Etat. Mais un rapprochement entre les deux courbes commence à se manifester depuis 1985. Échéances municipales obligent : les maires, l'année dernière, se sont montrés plus raisonnables que leurs collègues présidents de conseils régionaux ou généraux vis-à-vis des contribuables, puisque les impôts directs ont augmenté de 3,15 % dans les communes, mais de 3,84 % dans les départements et même de 13 % dans les régions qui, il est vrai, partent de plus loin, puisqu'elles ne sont des collectivités locales de plein exercice que depuis 1986, lorsque leurs conseillers ont été élus pour la première fois au suffrage universel direct.

AFFAIRES

Les désarrois de l'Etat-actionnaire

(Suite de la première page.)

Nationalisant à 100 % par la loi — c'est-à-dire on ne peut plus clairement — l'Etat met fin à la concurrence suicidaire des groupes, relance l'investissement à long terme alors que le secteur privé vive de profits immédiats, et il réconcilie, grâce à une nouvelle politique de « démocratisation sociale », les travailleurs avec l'entreprise. Les grandes firmes industrielles et les grandes banques doivent servir de « force d'entraînement » ou de « fer de lance » dans la guerre économique mondiale.

Le programme est limpide dans ses grandes lignes, mais s'il demeure flou dans ses priorités, ce qui laisse croire à chaque ministre, qu'il a le devoir d'intervenir pour sa cause. Il fut appliqué vaillamment. Un redéploiement des activités fut opéré (chimie, électronique, acier) et des champions furent désignés pour pacifier les querelles intestines, une loi de « démocratisation » fut votée et 100 milliards de francs ont été versés en dotation en capital entre 1982 et 1988 (le Monde du 16 mars).

Néanmoins, dès 1984, une rupture doctrinale est provoquée par M. Laurent Fabius. Alarmé par les pertes qui s'amoncelaient (14,5 milliards de francs en 1983 et 20,5 milliards en 1984), le ministre de l'Industrie d'alors réclame un retour au profit pour l'année 1986 et abandonne tout autre but. Les entreprises nationalisées deviennent des entreprises comme les autres, dotées d'une totale « autonomie de gestion ». Rationalisation, ce recontour est conforme à l'aggravation de la politique économique socialiste.

Jeux financiers

NOUVEAUX

Ensuite, la cohabitation entraîne les privatisations de Paribas, Suez, Société générale, Saint-Gobain, CGE... Puis le retour des socialistes gèle le paysage. « Ni privatisation ni nationalisation (...) arrêtons le ballet », promet M. Mitterrand dans sa Lettre à tous les Français. Mais l'explication manque. En dehors d'une phrase floue, « l'économie française est mixte par nature », à tonalité d'ailleurs conservatrice — ce qui a été dit-il demeure ? — le gel,

compréhensible d'un point de vue politique (se placer au centre), n'est plus justifié économiquement.

Or l'objectif qu'avait fixé M. Fabius a été atteint. Les profits sont là et bien là : 8,9 milliards de francs pour Renault ; 4,5 milliards pour la sidérurgie ; plus de 31 milliards pour l'ensemble des sociétés nationalisées industrielles (1). Faut-il dès lors fixer d'autres objectifs aux nationalisées ?

La tâche est difficile car, si le secteur public a ainsi prouvé qu'il n'était pas synonyme de gouffre financier, dans le même temps le secteur privé a su convaincre les socialistes qu'il n'était pas le « succeur de sang » dénoncé. L'argument principal du sous-investissement des firmes privées, qui a en fin de compte justifié les nationalisations de 1982, n'est plus bon. « Il existe désormais un marché financier qui fonctionne bien. Le système remplace les patrons incompetents et même parfois les bons », explique M. Lionel Zinsou, auteur du livre *Le Fer de lance* (2). Il ajoute : « Les ordres de grandeur de capitalisation en Bourse ont changé depuis 1982. Les firmes levaient deux à trois centaines de millions de francs au maximum ; les opérations aujourd'hui se comptent en milliards, qu'il faut savoir mobiliser à toute vitesse. » Or l'administration n'est pas assez souple pour participer à ces jeux financiers nouveaux et répondre vite. Sans évoquer les risques de délit d'initié qu'on a rencontrés dans le cas de l'affaire Pechiney...

Faute de référence précise, chacun va à sa guise et l'ouverture politique amplifie le brouhaha. M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, fait signer par les entreprises dont il a la tutelle des « contrats d'objectifs » (exportation, développement d'activités, etc.) qui rappellent que le profit ne peut être le seul critère, mais M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, ne croit pas utile d'en conclure avec les banques et les assurances dont il est l'actionnaire...

C'est dans ce contexte qu'intervient la construction européenne. La France dispose de plus vaste secteur nationalisé des Douze, et les auteurs du traité de Rome, comme ceux de l'Acte unique, se sont bien gardés de

trancher le débat sur les mérites respectifs de l'actionnariat public ou privé des entreprises. Le choix est politique, il relève des gouvernements élus et non pas des commissaires européens. Pourtant, le neutralisme n'est que théorique. Renault est accusé pour l'effacement de 12 milliards de dettes par l'Etat, Usinor-Sacilor pour des aides diverses, Pechiney pour son investissement dans l'aluminium à Dunkerque, etc. L'Etat-actionnaire est suspecté en permanence par Bruxelles d'« aider » ses entreprises et, ce faisant, de « fausser la concurrence ».

Actionnaire comme les autres

Les profits élevés de Renault pour 1988 sont ainsi volontairement « bien tombés » pour démontrer aux commissaires européens que l'entreprise était redressée et que l'Etat, avec ses fameux 12 milliards, n'y faisait pas un investissement à perte, mais qu'il avait un comportement d'actionnaire « normal ». Paris, sur la défensive, arrive à cet extrême spécieux : une entreprise nationalisée doit désormais faire de très gros profits pour se faire pardonner d'être nationalisée. L'Etat doit être plus capitaliste que les capitalistes pour être un actionnaire légitime.

Une clarification s'impose sur la conception « libérale engagée » des commissaires européens ; elle devrait être faite bientôt, assurément, au gouvernement. Mais, est-ce possible ? N'y a-t-il pas une contradiction de fond entre le choix européen de la sauvegarde de cette « mixité » du capitalisme français ? Car de deux choses l'une : ou bien l'Etat est un actionnaire comme les autres mais dans ce cas quel est l'intérêt d'être nationalisé ? Ou bien il est un actionnaire différent, mais, comme selon Bruxelles il fausse la concurrence et doit être condamné.

Le gel mitterrandien « ni privatisation ni nationalisation » ou « ni », vient compliquer encore la situation. Là aussi, de deux choses l'une : si les nationalisations sont de bonne politique, pourquoi s'interdire d'en faire de nouvelles ? Si elles sont devenues inutiles, pourquoi ne pas privatiser ?

Au-delà de ces questions sans réponse, deux obstacles s'élèvent : le financement de firmes qui restent

nationalisées à 100 %, et leur degré de liberté.

Pour l'argent, explique un conseiller gouvernemental, il n'y a aucun problème. Au cas par cas, nous trouvons des solutions malgré la rigueur budgétaire. Soit par emprunt ou certificats d'investissement, soit par des opérations de fusion comme celle entre l'UAP et la BNP, qui engendrent de 2,5 milliards le capital de chacune des partenaires, soit encore par des alliances européennes. A ce propos, le premier ministre a fait glisser dans le dixième Plan une phrase qui autorise l'échange de participations croisées entre firmes européennes et qui marque une fissure du « ni-ni » (3). On saura bientôt si M. Mitterrand en accepte le principe, puisque Usinor-Sacilor négocie une « première » : le rachat du sidérurgiste ouest-allemand Saarstahl, suivant des modalités de paiement qui feraient le Land de Sarre de façon minoritaire dans son capital.

Si le cas par cas est possible, il n'empêche qu'un emprunt est plus coûteux qu'une augmentation de capital. On a beau vanter l'habileté des financiers du Trésor, le gel présidentiel reste pénalisant.

Défendre un patrimoine

Il l'est aussi pour les firmes lorsqu'elles veulent en acquérir une autre. La liberté d'action des nationalisées est totale à l'étranger, mais en France tout mouvement est dangereux. Dès 1983, Saint-Gobain se voyait interdire une OPA sur la Compagnie générale des eaux, privée, pour cause de nationalisation dite « rampante », c'est-à-dire non prévue au programme. Depuis, les choses ne se sont guère arrangées, comme l'a prouvé la levée de bouillottes provoquée par le raid contre la Société générale. On a beau croire, entre la rue de Rivoli et les firmes privées, des « arrangements » possibles, élaborés ou facilités par ceux qui se veulent des « parrains ». — M. Jean Peyrelevade pour le clan public, M. Ambroise Roux ou, de plus en plus, M. Jean Calvet pour le clan privé. — le reste que le pragmatisme ne peut servir de règle. L'Etat incertain. Dans l'affaire de la Générale, l'UAP a refusé d'obéir, tout comme les AGF, mais

la Caisse des dépôts et le GAN, deux autres organismes publics, ont en des politiques différentes. Pourquoi ? Comment peut-on utiliser l'épargne des Français ou des assurés sans dommage ? Comment peut-on être sûr que les PDG obéissent à l'intérêt de leur firme et non aux ordres du gouvernement ? Tant que les réponses ne seront pas données clairement, tant qu'une doctrine (des objectifs et une déontologie) n'aura pas été établie, l'Etat actionnaire restera hémiplégique (libre à l'étranger, paralysé en France). L'économie mixte restera un concept, au mieux vide ou, pire, politique, c'est-à-dire inventé pour camoufler un rééquilibrage entre l'Etat-PS et l'Etat-RPR ou UDF.

Certaines tentatives de réponse économique à toutes ces questions s'élaborent. « Je crois encore légitime, en 1989, le rôle de l'Etat actionnaire », explique M. Lionel Zinsou. C'est d'abord un très bon protecteur d'entreprises menacées par d'éventuelles attaques étrangères. C'est ensuite le seul agent économique capable d'investir vraiment à long terme et à grande échelle. Défendre un patrimoine ou investir dans les technologies jugées stratégiques : ces deux objectifs pourraient servir de base de réflexion. Mais au sein du PS les questions sont le plus souvent éludées, les analyses rarissimes. On se réfugie dans le seul pragmatisme. « Les socialistes ont honte d'avoir nationalisé, une mesure qu'ils jugent aujourd'hui archaïque », conclut le PDG d'une nationalisée. A-t-il raison ? Le PS ne croit-il donc plus en l'Etat ? Si oui, les « affaires » et les désarrois de l'Etat-actionnaire risquent de perdurer.

ÉRIC LE BOUCHER.

(1) Elf-Aquitaine, Bull, EMC, Orkem (ex EDF-Chimie), Pechiney, Renault, Rhône-Poulenc, Thomson, Usinor-Sacilor.

(2) Lionel Zinsou : *Le Fer de lance. Essai sur les nationalisations industrielles*, éditions Olivier Orban, 1985.

(3) « Les conditions de fonctionnement des entreprises publiques du secteur concurrentiel devront demeurer suffisamment souples pour que ces entreprises puissent émettre des quasi-fonds propres, créer des filiales cotées et s'ouvrir à d'autres formes de financement, notamment dans le cadre d'accords avec les entreprises européennes. » Le plan 1989-1992. Projet soumis à l'aval du Conseil économique et social, p. 48.

Sans crouler sous l'or (car leurs charges et leur domaine de compétence se sont multipliés et parce que les élus, surtout les maires, sont de plus en plus sollicités par leurs concitoyens pour intervenir dans les secteurs les plus divers de l'économie, de l'emploi, de l'éducation, de l'urbanisme), les responsables des collectivités territoriales ne manquent pas de moyens pour agir. Ils disposent d'ailleurs d'autres leviers financiers que leur seul budget et, par exemple, de tout l'arsenal des sociétés d'économie mixte, dont les règles de gestion et de placement de la trésorerie apparaissent beaucoup plus souples que celles des budgets communaux proprement dits. Et ils ne s'en privent guère, avec des partenaires privilégiés que sont le groupe de la Caisse des dépôts ou les chambres de commerce et d'industrie, pour aménager une zone industrielle, rechercher des investisseurs à l'étranger, rénover un quartier ou construire un palais des congrès.

Paradoxe de la décentralisation, qui voudrait plutôt que les liens entre l'Etat — ancien tuteur — et les collectivités territoriales se dissolvent : les transferts financiers, que le gouvernement verse aux communes, aux départements et aux régions, ne cessent de croître : 141 milliards en 1986, 150 en 1987, 195 en 1989. La loi impose, en effet, que la part principale de ces transferts, qu'on appelle la dotation globale de fonctionnement, soit indexée sur les recettes de TVA perçues par l'Etat. Des recettes qui, précisément à cause de la bonne conjoncture économique actuelle, restent très abondantes et augmentent d'année en année.

Sauf réforme fiscale « scélérate » à venir, l'année 1990 ne devrait donc pas être moins favorable pour les élus locaux et les plus démunis d'entre eux (ce qui ne signifie pas qu'ils dilapident leur budget), à savoir les maires. Inutile de dire qu'ils regarderont avec une vigilance extrême les projets annoncés par M. Michel Charasse, ministre du budget, pour réviser les critères qui servent de base aux impositions locales, ainsi que les conséquences qu'ils auront sur deux impôts essentiels pour leurs finances : la taxe professionnelle, qui, à elle seule, apporte plus de 45 % des ressources fiscales, et la taxe d'habitation, applicable aux ménages et aux familles — selon des modalités que tout le monde s'accorde à juger déshabituées — et qui, elle, en procure le quart.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) L'ensemble des budgets des collectivités locales atteint environ 48 % du budget de l'Etat et plus de 10 % du produit intérieur brut (PIB).

Au départ de Paris, Swissair vous emmène aux quatre coins du monde.

swissair

108 destinations dans 67 pays

Marchés financiers

BOURSE DU 3 AVRIL

Compagnie		VALEURS					Réglement mensuel										VALEURS					Compagnie					VALEURS				
		Cours	Premier cours	Dernier cours	%	+ -	VALEURS		Cours	Premier cours	Dernier cours	%	+ -	VALEURS		Cours	Premier cours	Dernier cours	%	+ -	VALEURS		Cours	Premier cours	Dernier cours	%	+ -				
3885	CABLE SW. *	2820	2840	2810	- 0.48		VALEURS		Cours	Premier cours	Dernier cours	%	+ -	VALEURS		Cours	Premier cours	Dernier cours	%	+ -	VALEURS		Cours	Premier cours	Dernier cours	%	+ -				
1051	B.N.P. TP. *	1206	1206	1206	+ 0.47		570	C.S.E.E. *	616	616	610	- 0.81	1330	Lafon *	1340	1380	1380	+ 1.49	695	Sulzer *	742	725	725	- 2.29	1030	Euro Bce Suisse	97.80	96.95	96.95	- 0.87	
1268	C.G.F. TP. *	1206	1206	1206	+ 0.17		425	Cromat *	435	435	432	+ 0.47	2480	Lagard *	2600	3600	3600	- 0.31	770	S.A.T. *	785	790	805	+ 2.55	640	Dominique Bce	1728	1728	1700	+ 0.84	
1128	Créd. Lyon. T.P. *	1144	1144	1144			3050	Dumont S.A. *	2985	2985	2980	+ 0.17	2380	Lagard (DP) *	2380	2380	2389	+ 1.44	770	S.A.T. *	735	730	705	+ 4.08	290	Edmond Koller	1045	1045	1045	+ 0.66	
1888	Renaud TP. *	1888	1888	1888			1420	De Dietrich *	1515	1510	1460	- 2.31	1240	Lafon-Sommet *	1210	1210	1195	- 1.24	275	Swiss-Credit (B) *	236	298	297	+ 0.34	28	East Ford	250	255	255	- 2.23	
1222	Thomson TP. *	1301	1301	1301	- 1.42		218	De Dietrich *	218	218	219	+ 0.18	1445	Lafon-Sommet *	1445	1445	1445	+ 0.01	670	Swiss-Credit (B) *	872	875	875	+ 0.04	330	East Ford	250	255	255	- 2.23	
570	Accor	606	606	606	+ 1.68		310	P. de R. Sud-Est *	310	310	310	- 0.48	445	Lafon-Sommet *	445	445	445	+ 0.01	670	Swiss-Credit (B) *	872	875	875	+ 0.04	330	East Ford	250	255	255	- 2.23	
570	Accor	606	606	606	+ 1.68		476	O.M.C. *	487	484	487	+ 2.18	800	Lafon-Sommet *	814	815	815	+ 0.12	68	S.C.A.R. *	80	815	80	+ 1.61	280	East Ford	250	255	255	- 2.23	
2340	Alcatel *	2875	2875	2860	- 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
410	Alcatel *	2875	2875	2860	- 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
550	Alcatel *	550	550	550	+ 0.54		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
550	Alcatel *	550	550	550	+ 0.54		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
2580	Alcatel *	2580	2580	2580	- 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
2580	Alcatel *	2580	2580	2580	- 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Sommet *	440	430	437	- 1.50	725	S.C.A.R. *	745	748	758	+ 1.81	310	East Ford	250	255	255	- 2.23	
676	Alcatel *	676	676	676	+ 0.50		350	Dumont Améric. *	350	348	374	+ 0.86	390	Lafon-Som																	

Comptant (reflection)

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS					
VALEURS		% du nom.	% de coupon	Cours princ.		Dernier cours		Cours princ.		Dernier cours		Cours princ.		Dernier cours			
Obligations																	
Bor. 8,80 % 77				128	7,598	C.C. (France) del.				186 10		Loire				1406	1485
Bor. 10 % 78/82				100	7 115	C.I. Maritime				690		Machins Bell					11620
10,80 % 79/84				109 80	8 249	Chem (B)				1522		Magnésie Unifort				139	
10,20 % 80/84				104 80	11 038	Chem (S)				1091		Magnésie S.A.				67 30	
16,20 % 82/80				105 28	3 551	Comp				806		Midi Display				420	
10 % juin 82				107 64	13 063	Com. Lyon-Alpes				340		Mors				142 30	
14,60 % 84/83				108 58	1 040	Com. Ind. Industrielle				3900		Movis, Dist. del				134	
13,40 % 85 83				116 42	3 781	Comp. Lyonnais				426		Étrangers					
12,20 % oct. 84				118 30	5 818	Comp. Cote d'Azur				846		Oping				469	
10,20 % 85 85				110 30	1 038	Comp. Cote d'Azur				16 85		Orléan B.C.L.				2140	
10,20 % 85 85				106 30	0 618	Comp. Cote d'Azur				670		Origny-Senecourt				1210	
ORT 12,75 % 83				20320		Comp. Cote d'Azur				597		Palat Nomenclat				750	
OAT 10 % 2000				106 30	8 821	Comp. Cote d'Azur				163		Palat Nomenclat				860	
OAT 8,80 % 1987				107 10	3 011	Comp. Cote d'Azur				804		Palat Nomenclat				221 50	
OAT 8,80 % 1998				104 46	1 882	Comp. Cote d'Azur				1025		Palat Nomenclat				275 60	
						Comp. Cote d'Azur				350		Palat Nomenclat				227 10	
						Comp. Cote d'Azur				1080		Palat Nomenclat				315	
						Comp. Cote d'Azur				2511		Palat Nomenclat				1315	
CHS Square Jean. 82				101 90	2 259	Comp. Cote d'Azur				1700		Palat Nomenclat				870	
CHS Square Jean. 82				102 76	2 259	Comp. Cote d'Azur				364		Palat Nomenclat				671	
CHS Square Jean. 82				101 89	2 259	Comp. Cote d'Azur				600		Palat Nomenclat				1230	
PTT 11,20 % 85				108	3 683	Comp. Cote d'Azur				265 20		Palat Nomenclat				4250	
CF 10,30 % 85				104 28	1 854	Comp. Cote d'Azur				680		Palat Nomenclat				750	
CHE 11,50 % 85				107 10	8 820	Comp. Cote d'Azur				71		Palat Nomenclat				180	
CHT 3% 85				96 20	0 911	Comp. Cote d'Azur				2362		Palat Nomenclat				134	
CHT 10,50 % 85				109 30	2 526	Comp. Cote d'Azur				68		Palat Nomenclat				675	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				2751		Palat Nomenclat				228	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				220 30		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				300 10		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat				368	
CRI 10,75 % 85				107	1 077	Comp. Cote d'Azur				1371		Palat Nomenclat					

SICAV (reflection)

VALUES		VALUES		VALUES				
Emission	Ratchet	Emission	Ratchet	Emission	Ratchet			
Frais incl.	net	Frais incl.	net	Frais incl.	net			
A.A.	599.95	595.55	Francs	42.35	429.48	263.40	262.09	
dition	221.21	215.13	Francs Pion	99.08		Firm Investments	729.40	696.19
France	590.84	488.52	Francs Régions	1159.89	1125.13	Placement A	1076.15	1076.15
France affectation	582.27	576.05	Francs Associations	29.78	29.78	Placement art-élite	744695.51	744695.51
différé	591.62	580.40	Francs Groupes	29.98	28.22c	Placement J.	57621.38	57621.38
A.E. Actions (en SP)	1161.82	1091.55	Francs Pign	38.18	32.69	Placement Premier	56919.95	56919.95
A.E. CRO	611.43	596.52	Francs Pion	14230.94	14230.94	Placements	1177.80	1174.85
A.E. ECU	1192.55	1095.34	Francs Pion	20.11		Participations	1144.99	1133.85
A.E. France	110.68	107.56	Francs Pion	8462.21	825.57	Participations Obligations	1114.91	1114.91
A.E. Intérêts	447.43	436.76	Francs Pion	27.81	27.13	Participations Emprunt	114.11	111.70
A.E. Invest.	121.98	117	Francs Pion	44238.39	4417.35	Participations	2228.53	2228.53
A.E. OBLIG.	1116.18	1110.65	Francs ECU	591.25	572.65	Quotient des fonds	124.40	119.39
A.E. Sûreté	11202.75	11007.46	Francs ECU	11401.89	11282.75		1.10	1.07
général	649.92	634.07	Francs ECU	1154.85	1116.97			
Intér.	202.32	195.29	Général	80893.92	8079.52			
L.T.D.	177.89	165.68	Groupes Associations	159.17	155.67	Revenus Titres	184.91	182.47
Prêt-Gar.	965.88	869.54	Horizon	1194.25	120.34	Revenus Vot.	5451.25	5419.06
Revenus-Vot.	719.32	719.32	Intérêts	10079.10	10079.10		1163.73	1163.77
Revenus-Vot.	636.12	636.00	Intérêts	1250.54	1202.93	St-Honorié St-Honorié	885.52	826.27
Revenus-Vot. (en SP)	5361.71	5359.35	Intérêts Pion	470.14	455.18	St-Honorié Global	270.14	257.87
St-Honorié	1114.05	1114.05	Japon	200.39	194.55	St-Honorié Madagascar	604.19	576.79
St-Honorié	332.17	321.25	Jeune Europe	246.84	243.19	St-Honorié P.M.E.	490.47	485.23
St-Honorié	1447.78	1405.62	Latvian America	236.58	225.85	St-Honorié Pion	1218.81	12100.41
St-Honorié C.I.C.	107.01	103.69	Latvian Europe	269.02	255.82	St-Honorié Service	487.30	478.17
St-Honorié	122.80	117.04	Latvian Expansion	298.75	275.67	St-Honorié Vot.	11621.51	11871.21
St-Honorié	124.28	118.64	Latvian France	344.35	329.74	St-Honorié Vot.	578.15	569.66
St-Honorié	118.14	114.23	Latvian-Innovations	251.28	239.89	St-Honorié Vot.	1016.11	1016.11
St-Honorié	2450.56	2426.71	Latvian Japan	473.48	394.74	St-Honorié Vot.	578.15	569.66
St-Honorié	1718.57	1727.67	Latvian Latin	269.19	255.82	St-Honorié Vot.	1016.11	1016.11
St-Honorié	30.59	29.28	Latvian Pion	269.19	255.82	St-Honorié Vot.	1016.11	1016.11
St-Honorié			Latvian Pion	373.42	355.49	St-Honorié Vot.	1016.11	1016.11

[illegible]

Boston	1060
Califonia	183
Chenabourey BA.	978
CNC	97C

Cote des changes				Marché libre de l'or			
MARCHÉ OFFICIEL	cours prix.	COURS 3/4	COURS DES BILLET		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 3/4
			Achat	Vente			
Etats-Unis (\$ 1)	6 334	6 373	6 150	6 550	Or fin (à la onz)	78000	79100
ECU	7 055	7 020			Or fin (en lingot)	78000	79490
Suède (100 cour.)	337 850	337 350	327	347	Pièce française (20 fr)	465	465
Belgique (100 fr)	16 140	16 115	15 550	16 600	Pièce italienne (100 li)	359	359
Pays Bas (100 fl.)	289 650	288 170	280 500	290 600	Pièce suisse (100 fr)	474	474
Denemark (100 kr.)	95 860	95 860	83 500	90 500	Pièce belge (20 fr)	464	465
Grèce (100 dr.)	93 080	92 820	89 800	95 500	Souverain	575	577
Grèce-Bozorghe (L)	10 805	10 710	3 700	11 150	Pièce de 20 dollars	2705	2705
Indonésie (100 rupia)	3 989	3 992	3 760	4 150	Pièce de 10 dollars	1362 50	1362 50
Indonésie (100 rupia)	3 989	3 992	3 760	4 150	Pièce de 5 dollars	680	680
Israël (100 lire)	385 300	384 660	373	396	Pièce de 20 dollars	2850	2850
Italie (100 li)	98 500	98 280	85 500	102 500	Pièce de 10 dollars	1425	1425
Japan (100 yen)	49 030	49 055	48 500	49 500	Pièce de 10 livres	675	677
Autriche (100 sch.)	4 425	4 425	4 000	4 850	Or Londres		
Espagne (100 pes.)	4 058	4 058	3 850	4 350	Or Zurich		
Portugal (100 esc.)	5 357	5 357	5 150	5 550	Or Hongkong		
Canada (5 can.)	4 828	4 818	4 680	4 980	Argent Londres		

margin-Orig.	190 14	185 05	Office Mandat	9055 28	8821 44	Universitäts.....	1223 93	1180 20
margin-Quota	1090 25	1061 07	Office Régions	1091 78	1075 66	Universitäts-Obligations	1856 03	1807 58
1206 81		1252 8x	Ordnungs-Charta	210 72	208 51	Valoren	552 07	548 36

grange-Uile	1305 61	1258 61	Châtillon-Carville	478 72	466 61	Valognes	1802 70	1801 10
grange-Mesnil	424 18	422 56	Ogny, toutes catégs	187 70	186 70	Valognes	42580 88	42618 58
grange-Vallée	1158 80	1148 72	Orville	835 24	832 24	Valmieu	2227 04	2228 77
grange-Lander	1057 70	1057 52	Ostreville	3034 94	3042 94			
grange-Croix	1158 72	1150 18	Ostreville	232 51	228 94			
grange-Clair	6882 38	5625 18	Ostreville	1289 23	1508 48			
grange-Mont	26 88	26 30	Ostreville	5810 26	5407 48			
grange-Pont	6208 92	6208 92	Parthenay-Croixelles	830 05	804 36			
grange-Val	14157 75	13680 16	Parthenay-Eparges	157 18 83	16827 46			
grange-Val	11462 38	11468 38	Parthenay-Ostreville	685 42	941 30			
grange-Val	246 07	240 26	Parthenay-Opereville	120 70	117 18			
grange-Val	8046 31	7891 44	Parthenay-Pontvieux	686 52	532 87			
grange-Val	294 05	283 68	Parthenay-Rouvry	88 02	92 10			
grange-Val	102 27	99 28	Parthenay-Ville					
grange-Val	432	412 41	Parthenay-Vireux	173 37	176 86			
grange-Val	1168 80	690 48	Parthenay-Vireux	615 78	615 78			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La visite de M. Gorbatchev à Cuba. — Les difficultés de la table ronde en Pologne. 4 M. Shamir à Washington. — La tension turco-iranienne. 6 La situation à Haïti.	7 Corée : le silence du gouvernement inquiète les élus. — Les premiers pas de M. Herzog dans la préparation des élections. 8 La rentrée parlementaire. — M. René Ricol (CLES) rejoint l'Association des démocrates.	9 Le procès de l'instinctothérapie. — La visite du cardinal Lustiger à Prague. 10 Les « graffiti »... nettoyeurs de Saint-Germain-en-Laye. — Bibliographie : les incertitudes de la famille.	11 Photographie : Germaine Krull à Chalon-sur-Saône. — Ventes : la revanche de l'avant-garde russe. — Vraies ou fausses, les toiles d'Utrillo seront vendues. 12 Les « journées » de la mode. — « Digressions », par Bernard Frank.	38 La réunion du comité intermédiaire du FMI à Washington. 39 Les comptes de la nation. 40 La négociation sur la nouvelle convention d'assurance-maladie. 42-43 Marchés financiers.	Abonnements 2 Carnet 16 Météorologie 14 Mots croisés 14 Radio-télévision 14 Spectacles 13	• La crise en Corée JOUR • Chaque matin le mini-journal de la rédaction JOUR • L'actualité 24 heures sur 24 AFP • La Bourse en direct BOURSE 3615 tapes LEMONDE

Le PS réunit son comité directeur

M. Jean Poperen prend date pour le futur congrès

Alors que le comité directeur du Parti socialiste se réunit, mardi 4 avril en fin d'après-midi, pour adopter un « classement » des candidats à l'élection européenne, certains de ses chefs de file se préparent aux échéances futures. M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a rendu publique, lundi, la lettre qu'il avait remise la veille à M. Pierre Mauroy, lettre dans laquelle il résume le principe de l'unité du courant dirigeant du PS, mis en avant par le premier secrétaire lors de la réunion des responsables et des cadres de ce courant (*le Monde* du 4 avril).

M. Jean-Jacques Queyranne, porte-parole du PS, a confirmé lundi, au cours de son point de presse hebdomadaire, que les dirigeants socialistes, tablant sur vingt-six élus au Parlement européen, entendent réserver les six sièges qu'ils obtiendraient ainsi en plus de ceux dont ils disposent actuellement à des personnalités extérieures. M. Lionel Jospin avait souligné à ce propos, lors de la réunion, dimanche, du courant « A-B », que ces places devraient être attribuées à des personnalités réellement représentatives et non simplement porteuses d'une étiquette. S'agissant, par exemple, de SOS-Racisme, le PS ne devrait accepter aucun autre candidat que M. Harlem Désir lui-même.

Les courants du PS, dont les chefs de file devaient être réunis mardi à déjeuner par M. Mauroy, disposeraient de vingt sièges (quatre ou cinq jospinistes, quatre ou cinq fabiusiens, trois mauroyistes, cinq rocardiens et trois partisans de M. Jean-Pierre Chevènement). Le comité directeur laissera « en blanc » les places réservées à des personnalités extérieures.

« L'indexation de croissance »

Dans le texte qu'il a adressé à M. Mauroy, M. Poperen écrit que l'« objet principal » du prochain congrès du PS doit être de répondre à la question de la répartition de l'effort de campagne, question posée depuis le choix de la rigueur en 1983. « A cette question d'ensemble », estime M. Poperen, nous n'avons pas apporté de réponse, c'est-à-dire que nous n'avons pas donné un axe de référence à nos réponses pragmatiques. Le ministre des relations avec le Parlement juge le moment venu d'y travailler, sans « référence à des courants », qui ne correspondent plus à la réalité d'aujourd'hui.

M. Poperen inscrit au crédit du gouvernement le fait d'avoir privilégié

gier le dialogue, grâce à quoi « le « malaise social » n'a pas eu, au stade actuel, de sanction politique, électorale », pour les socialistes, au dépit d'une tendance persistante à la « baisse globale des revenus salariaux » et au « creusement des inégalités ». Il n'en est que plus nécessaire, souligne-t-il, de proposer, à la place de « l'indexation salariale », qui était, par nature, un mécanisme inflationniste, une « référence qui soit féconde, positive : l'indexation de croissance ». Celle-ci « serait la référence pour les nouvelles conventions collectives, pour les nouveaux accords d'entreprise », et M. Poperen estime que cette approche doit être adoptée « y compris dans le secteur public ». Elle doit s'accompagner, selon lui, d'une « redistribution du temps de travail », afin de lutter contre la consolidation d'un « système à chômage structurel ».

Le ministre des relations avec le Parlement propose que cette orientation, celle d'un « nouvel équilibre », soit inscrite dans la campagne du PS pour l'élection européenne, campagne qui pourrait être l'occasion d'une « initiative » en direction des autres partis de gauche européens. Le « nouvel équilibre » doit inclure, selon lui, la dimension écologique, en mettant en cause la « logique productiviste » qui est celle du « capitalisme » et de la « bureaucratie du Gaspil ». Pour M. Poperen, les socialistes doivent aussi mener le combat pour la liberté de conscience et pour la laïcité, face à la menace des intégrismes.

Parce qu'il est à la fois prépondérant à gauche et la première force politique dans le pays, le PS, selon M. Poperen, doit faire face à un débat stratégique dont la « question principale » n'est plus celle du choix de ses alliances, mais celle de ses « propres formes d'organisation et méthodes ». Vis-à-vis des communistes, il estime que la « diversité des sensibilités » au sein de ce courant d'opinion doit conduire à ne plus « privilégier les rapports d'appareil à l'appareil ».

Constatant les « décalages » et, parfois, les « ruptures » entre l'opinion et les structures de parti », M. Poperen envisage une « modernisation démocratique », qui passe, selon lui, par l'abaissement des cotisations, le calcul des mandats sur le nombre des présents aux réunions de section et l'association des électeurs à la désignation des candidats aux élections.

PATRICK JARREAU.

M. Soisson consultera deux fois les partenaires sociaux sur les licenciements économiques

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a engagé le mardi 4 avril, en recevant la CGPME et la CGC, une consultation des partenaires sociaux, qu'il achèvera le 11 avril, sur la prévention et les conditions du licenciement économique. Avant de soumettre un projet de loi au conseil des ministres — en principe le 3 mai afin qu'il soit débattu à la session parlementaire de printemps — le ministre a d'ores et déjà indiqué qu'il organiserait une seconde série de consultations des partenaires sociaux, de nouveau sous forme de rencontres séparées, les 21 et 22 avril.

En ouvrant sa consultation, le 4 avril, M. Soisson a souligné que « le gouvernement n'avait pas encore arrêté sa position » mais « qu'il ne rétablirait pas l'autorisation administrative de licenciement ».

M. Soisson entend interroger les partenaires sociaux sur les problèmes posés par les lois de 1986 supprimant l'autorisation administrative et sur la définition du licenciement économique « sur la base de la directive européenne de février 1975 ». La consultation doit aussi porter sur les aides (conseil ou audit) pour les entreprises en mutation, l'association des partenaires locaux aux problèmes de conversion industrielle, la « protection accrue » à assurer aux salariés les plus âgés, et la mise en œuvre d'un droit à la conversion pour tous les salariés.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 4 avril
Nouvelle avance

Sur sa lancée précédente, la Bourse de Paris poursuit mardi matin sa reprise. Le mouvement de hausse s'accroît. En progrès de 0,39 % à l'ouverture, l'indiceur instantané de tendance enregistrerait vers 11 heures une avance de 0,52 %.

Fermé d'UFB, Electro-finances, Euro-marché, SCREG, Euro-tunnel, Boursin, DMC, J.-Lefebvre, Sommer, Générale des eaux, Baisse de Lebon, Ingenico, Sagem, Chargeurs, Radiotechnique, Ciments français, Labinal.

Le numéro du « Monde » daté 4 avril 1989 a été tiré à 509 652 exemplaires

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F PANTALONS 690 F VESTONS 1 480 F 3 000 tasses Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX PARDESSUS sur MESURE UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES LEGRAND Tailleur 27, rue du 4-Septembre, Paris-Opéra Téléphone : 47-42-70-81. Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

La Grande-Bretagne bien placée

La modernisation du métro de Pékin échapperait à la France

PEKIN
de notre correspondant

Sept mois après que la France a perdu le marché du métro de Shanghai au profit de l'Allemagne de l'Ouest, son espoir de réaliser la modernisation du métro de Pékin semble disparaître.

Le ministère chinois des relations économiques avec l'étranger et du commerce se serait en effet prononcé en faveur de l'offre présentée par la Grande-Bretagne de préférence à celle des Français pour ce marché d'environ 180 millions de francs. Le travail à réaliser consiste à moderniser la signalisation et à informatiser la gestion du trafic des deux lignes en service sous la capitale chinoise.

La firme Matra, qui a récemment vendu un projet de métro léger à Taipei, la capitale de l'île nationaliste chinoise, passait pour bien placée, avec le projet de pointe qu'elle-même et Interinfra proposaient aux Chinois, intégrant des systèmes en cours d'installation sur le métro de Paris.

La surchère franco-britannique durait depuis plusieurs années et les Français n'avaient pas caché, dans leurs discussions avec les Chinois,

leur vif souhait de se voir dédommager de la perte du marché shanghai l'été dernier.

L'explication de la décision chinoise serait notamment à rechercher dans la présentation du mode de financement britannique, plus alléchante que celle des propositions françaises, pourtant équivalente à en croire de bonnes sources. La France semble préférer présenter les « cadeaux » qu'elle peut faire sous la forme de crédits particulièrement attractifs. La Grande-Bretagne, dans cette affaire, opte pour un des plus simples d'une partie du financement.

L'affaire manquait de Shanghai, qui portait sur un contrat de 2 à 3 milliards de francs pour la construction de la première tranche du métro devant parcourir la métropole industrielle chinoise, avait provoqué, en août dernier, un certain émoi et des changements de personnel dans l'administration française pilotant les exportations en Chine.

L'échec, virtuellement consommé de Pékin, plus modeste, peut entraîner moins de remous, mais constituera un nouveau revers inquiétant pour les exportations technologiques françaises en Chine.

FRANCIS DERON.

Piraterie en mer de Chine

Un survivant témoigne du massacre de « boat people » vietnamiens

Kuala-Lumpur. — Un adolescent de quatorze ans a raconté, le lundi 3 avril, l'attaque du bateau sur lequel il se trouvait avec cinquante-sept autres réfugiés vietnamiens par des pirates en mer de Chine méridionale.

Doe Hoa, qui serait l'un des deux seuls survivants de cette attaque perpétrée le 25 mars, a déclaré à l'agence malaisienne de presse Bernama avoir vu des pirates « impitoyables » massacrer trente-cinq de ses compatriotes, la plupart des hommes et des garçons, et les jeter à la mer.

Les autres, principalement des femmes et des fillettes, ont été emmenés par les six pirates, a-t-il raconté de son lit d'hôpital à Kuala-Tregganu (à 350 kilomètres au nord-est de Kuala-Lumpur). « Ils ont poignardé et frappé les hommes et les gar-

çons, avant de les jeter à la mer. Les fillettes et les femmes ont été emmenées, les mains liées, à bord du bateau des pirates. »

Doe Hoa a lui-même été giflé au visage et frappé à la tête avant d'être jeté à l'eau. Après le départ des pirates, il est parvenu à remonter au bateau, où il a retrouvé un Vietnamien de trente-trois ans qui avait échappé au massacre. Ils ont réussi à dériver jusqu'à une plate-forme pétrolière où ils ont été secourus.

D'après M. Jean-Marie Fakhour, un représentant du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) des Nations unies, cinquante-cinq cas de piraterie contre des « boat people » vietnamiens ont été signalés en 1988 et treize pour les deux premiers mois de l'année. — (AP.)

Sur le vif

Gros obstacle

Vous auriez vu Maurice, ce matin, au bistrot du coin... Décompté-il à pris deux centimètres de tour de taille, et il porte des chaussures noires. Et alors ? Comment, vous n'êtes pas au courant ? On peut se faire virer pour moins que ça. Pas plus tard qu'hier, dans la région de Lille, un facteur auxiliaire reçoit une lettre recommandée : Vous souffrez d'une surcharge pondérale. Nous vous accordons six mois pour améliorer votre condition physique.

D'abord, il comprend pas. Ça veut dire quoi, ça ? Il demande à un copain : T'es trop gros, tu pèses 106 kilos pour 1,80 m. Faut te mettre au régime mais, en attendant, tu t'occupes de ta titularisation, t'inquiète. Mais je viens d'être rapé à l'examen ! — Discute pas, c'est comme ça. Il n'est pas encore revenu, le mec, un mec super-baraqué, je l'ai vu à la télé, il fait gardien de but dans son équipe de foot et il entend pas se laisser marcher sur le ventre.

Ça devient drôles, les critères de sélection, question boulot, là, en ce moment. Les nanas qui ont répondu à une offre d'emploi passée par Impac, une PME de la région parisienne : « Cherche sténo-dactylo connaissant traitement de texte », ont

reçu par retour du courrier un questionnaire croquignolet. Aimez-vous porter des string, un porte-jarretelles et des guêtres ? Rayon lingerie, vos préférences vont-elles au synthétique, à la soie ou au satin ? Avez-vous des relations sexuelles régulières et satisfaisantes ? Vous sentez-vous attirés par les femmes ?

Il y en a qui ont répondu, qui ont fouillé ça au panier. Les autres ont sué longuement leur pointe de nez avant de cocher la bonne réponse. Allez savoir si c'est le nylon ou le coton qui favorise le quatre-vingts mots-minutes et s'il faut s'être envolé en l'air avec une autre dame pour savoir peaufiner un terminal ? Intrigués, des confrères sont allés le demander au PDG de la boîte. Il les a envoyés sur les roses. Oui, sentez ? Où, sentez ? Quand il aura besoin d'un caissier, il le soumettra à un test d'embauche rédigé dans les mêmes termes. Il a pas voulu préciser lesquels.

Moi, j'ai essayé de le rassurer, Maurice : T'es qu'à mettre un slip sous ton caleçon pour pas qu'il te larde, ton patron. Ça prouve que les panachés, ça te connaît.

CLAUDE SARRAUTE.

ALGÉRIE

Inauguration du premier réacteur nucléaire

ALGER
de notre correspondant

Le président Chadli a inauguré, lundi 3 avril, le premier réacteur nucléaire algérien, fruit de la coopération du Haut Commissariat à la recherche algérienne et de la Commission nationale à l'énergie atomique argentine. Ce réacteur d'une puissance de 1 mégawatt, implanté à Draïa, à une vingtaine de kilomètres d'Alger, est conçu pour « la formation de personnel technique et scientifique, pour la recherche fondamentale et appliquée », a longuement expliqué M. Hadj Slimane, directeur du Haut Commissariat à la recherche, au cours d'une conférence de presse.

Baptisé Nur (« lumière en arabe »), le réacteur qui sera utilisé dans le domaine de la physique nucléaire, du génie nucléaire, de l'expérimentation de faisceaux de neutrons et de l'irradiation de maté-

riaux divers, est équipé de systèmes permettant la production de quelques isotopes, principalement destinés à la médecine et à l'agriculture. Il est également équipé pour les analyses par neutronographie et par activation neutronique.

M. Hadj Slimane a précisé que contrairement à ce qui avait été écrit dans des journaux étrangers, « l'Algérie et l'Argentine n'ont pas signé d'accord pour l'installation sur le territoire algérien d'une usine d'enrichissement de l'uranium ». Il a également indiqué avoir refusé « toutes les propositions d'installation clés en main », pour la construction du réacteur, qui auraient inéluctablement mené à « une dépendance totale ».

« Les Argentins ont certes difficilement accepté notre vision du développement de la recherche nucléaire », a admis M. Hadj Slimane, soulignant toutefois qu'ils n'avaient « posé qu'une seule condition : l'utilisation du réacteur à des fins pacifiques. Un principe auquel nous avons adhéré », a-t-il souligné en annonçant la signature « le 23 février dernier, d'un accord de garantie de contrôle avec l'Agence internationale de l'énergie atomique ».

L'Algérie est le quatrième pays africain (en dehors de l'Afrique du Sud), après le Zaïre, l'Égypte et la Libye, à se doter d'un réacteur nucléaire de recherche.

FREDERIC FRITSCHER.

PAKISTAN : M^{me} Benazir Bhutto à TF 1

« Il y a quelqu'un d'autre derrière moi »

« Si quelqu'un veut m'éliminer, il est maintenant clair qu'il y a quelqu'un d'autre derrière moi, et que cette solution n'est peut-être pas si simple », a déclaré, lundi 3 avril, M^{me} Benazir Bhutto en faisant référence à sa mère. Le premier ministre du Pakistan, interrogé au journal de vingt heures de TF 1 par Patrick Poivre d'Arvor et Dominique Bromberg à l'occasion de la sortie de sa biographie en France, a en effet expliqué que sa mère « a été élue à l'Assemblée nationale par deux circonscriptions (...) et c'est pourquoi nous l'avons nommée première parmi les ministres ». M^{me} Bhutto, dont le père a été pendu le 4 avril 1979, deux ans après avoir été chassé du pouvoir par un coup d'État, a nommé sa mère ministre d'État sans portefeuille le 23 mars (*le Monde* du 24 mars).

A nos lecteurs

A la suite d'un incident technique, des exemplaires de la deuxième édition du *Monde* de lundi 3 avril, daté 4, ont été diffusés avec les cours de Bourse du vendredi 31 mars. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.

VOICI LA MEILLEURE RAISON D'APPELER IC DÈS AUJOURD'HUI 42.72.26.26

Ce n'est que par téléphone que nous pourrions vous révéler notre nouveau prix pour le Mac SE 2/40.

D'abord pour ne pas traumatiser nos concurrents et ensuite pour avoir le plaisir de vous communiquer une si bonne nouvelle en direct. Attention, si vous décrochez maintenant votre téléphone vous ris-

quez de bientôt avoir envie de nous rendre visite.

Apple, tout Apple face à Beaubourg : près de 1 000 m² entièrement dédiés à Apple. Tous les matériels, tous les logiciels et des interlocuteurs passionnés et compétents pour répondre à vos questions et vous aider à déterminer votre solution Apple.

IC INTERNATIONAL COMPUTER 7%

10 ANS D'APPLE, ÇA COMPTE.

26 RUE DU RENARD 75004 PARIS (1) 42 72 26 26

A B C D E F G

Jp 11/10/150